

A11A8
R45/
1988
EX.C
QL
P. Gouv



ASSEMBLÉE NATIONALE

DIRECTION DE LA LÉGISLATION

1988

Répertoire législatif de l'Assemblée nationale



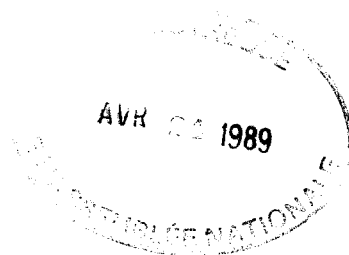
Lois sanctionnées au cours de la 2^e session de la 33^e Législature tenue du 8 mars au 22 juin 1988 et
du 18 octobre au 23 décembre 1988

NOTE

Ce douzième Répertoire législatif annuel comporte, comme les années antérieures, un sommaire de l'activité législative de l'Assemblée nationale au cours de l'année 1988.

La liste, sous forme de table de concordance, des lois adoptées en 1988 inclut les lois publiques et les lois privées et de députés, mais les fiches descriptives de chaque loi de même que le tableau des modifications ne concernent que les lois publiques.

La Direction de la législation
Assemblée nationale



1

2

45/

988

, C

-
20w.

SOMMAIRE

	Page
Liste des lois sanctionnées	5
Table de concordance	11
Fiches relatives aux lois	13
Liste des lois par ministère ou secteur	125
Liste des projets de loi présentés mais non adoptés en 1988.....	129
Liste des lois antérieures à 1988 entrées en vigueur par proclamation ou décret	131
Tableau des modifications globales.....	135
Tableau des modifications	137
Index alphabétique des lois	177

LISTE DES LOIS SANCTIONNÉES

Liste des lois sanctionnées au cours de l'année 1988, avec le numéro de chapitre qu'elles porteront dans le recueil des lois de 1988

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
1	Loi sur la publicité le long des routes	14
2	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires culturelles	15
3	Loi modifiant le Code civil en matière de copropriété et d'emphytéose	16
4	Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière familiale (titre amendé)	17
5	Loi modifiant la Loi sur les mines	9
6	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	18
7	Loi sur l'organisation territoriale municipale	19
8	Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels	20
9	Loi sur le recensement des électeurs en 1988	10
10	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour du Québec (titre amendé)	21
11	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le cadastre	22
12	Loi sur la Régie du gaz naturel	23
13	Loi n° 5 sur les crédits, 1987-1988	1
14	Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent	55
15	Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les habitats fauniques (titre amendé)	24
16	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le transport par autobus	25
17	Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports	26

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
18	Loi n° 1 sur les crédits, 1988-1989	2
19	Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	11
20	Loi portant abrogation de certaines dispositions législatives	27
21	Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles concernant le paiement des produits agricoles	28
22	Loi modifiant le Code des professions	29
23	Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale	7
24	Loi sur le traitement des élus municipaux	30
25	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services	12
26	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications	31
27	Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec	32
28	Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développement industriels	33
29	Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	34
30	Loi n° 2 sur les crédits, 1988-1989	5
31	Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre	35
32	Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec	36
33	Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires	56
34	Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives	47
37	Loi sur la sécurité du revenu	51
38	Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale	37

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
39	Loi n° 3 sur les crédits, 1988-1989	13
40	Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé	57
42	Loi sur le ministère des Affaires internationales	41
43	Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec	42
44	Loi concernant la prorogation de certaines conventions collectives du secteur public	38
46	Loi modifiant la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux	40
49	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers	3
53	Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec concernant la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport	58
55	Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources	43
58	Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation	59
59	Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	60
64	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	4
65	Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail	61
66	Loi abrogeant la Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	52
67	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires	62
68	Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus	44
69	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications	63
70	Loi sur les caisses d'épargne et de crédit	64
71	Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux	53
72	Loi modifiant la Loi sur les jurés	65

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
74	Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail	66
75	Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur	45
76	Loi modifiant la Loi sur les transports	67
77	Loi modifiant le Code de la sécurité routière	68
78	Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs	69
79	Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique	70
80	Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux	71
81	Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de sécurité publique	46
83	Loi constituant la municipalité de Cantley	72
84	Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives	73
85	Loi sur certains aspects du statut des juges municipaux	74
86	Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives	75
89	Loi modifiant la Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	48
90	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux	76
91	Loi sur l'acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud	77
93	Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière	78
94	Loi sur le Conseil de la famille	6
95	Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes	79

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
97	Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise	80
98	Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux	81
99	Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives	49
101	Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs (titre amendé)	39
103	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant d'autres dispositions législatives	82
107	Loi sur l'instruction publique	84
109	Loi sur le régime de retraite des élus municipaux	85
110	Loi sur la Régie des télécommunications	8
111	Loi n° 4 sur les crédits, 1988-1989	50
178	Loi modifiant la Charte de la langue française	54
192	Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal	83
200	Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal	86
201	Loi concernant Quebecair–Air Quebec	99
203	Loi concernant la ville de Sherbrooke	89
204	Loi modifiant la Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean	100
205	Loi concernant la conversion de la Fédération des caisses d'établissement du Québec, des caisses d'épargne et de crédit qui lui sont affiliées et de la Corporation de fonds de sécurité de la Fédération des caisses d'établissement du Québec ainsi que leur fusion avec Société d'entraide économique du Québec inc.	97
206	Loi concernant La Laurentienne mutuelle d'Assurance	95
207	Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal	93
209	Loi concernant la Ville de Métabetchouan	92

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
212	Loi concernant la succession de Napoléon M. Lagueux	105
213	Loi concernant la fusion par absorption entre la Coopérative Forestière du Nord-Ouest et la Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois	98
214	Loi concernant Elzéar Plourde Ltée	106
217	Loi concernant Vilmont Inc.	102
221	Loi modifiant la Loi fusionnant le Trust Général du Canada et la Société d'Administration et de Fiducie	96
223	Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand	91
224	Loi concernant la cession de certains immeubles par la ville de Montréal à l'Hôpital Royal Victoria	94
228	Loi modifiant la Loi concernant le sanatorium Ross	101
232	Loi concernant la Ville de Bromont	90
233	Loi concernant Les Immeubles Benoît Inc.	103
242	Loi concernant le Club des Portes de l'Estrie Inc.	104
255	Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal	87
258	Loi modifiant la Charte de la ville de Québec	88

TABLE DE CONCORDANCE

<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>
1	13	42	43	83	192
2	18	43	55	84	107
3	49	44	68	85	109
4	64	45	75	86	200
5	30	46	81	87	255
6	94	47	34	88	258
7	23	48	89	89	203
8	110	49	99	90	232
9	5	50	111	91	223
10	9	51	37	92	209
11	19	52	66	93	207
12	25	53	71	94	224
13	39	54	178	95	206
14	1	55	14	96	221
15	2	56	33	97	205
16	3	57	40	98	213
17	4	58	53	99	201
18	6	59	58	100	204
19	7	60	59	101	228
20	8	61	65	102	217
21	10	62	67	103	233
22	11	63	69	104	242
23	12	64	70	105	212
24	15	65	72	106	214
25	16	66	74		
26	17	67	76		
27	20	68	77		
28	21	69	78		
29	22	70	79		
30	24	71	80		
31	26	72	83		
32	27	73	84		
33	28	74	85		
34	29	75	86		
35	31	76	90		
36	32	77	91		
37	38	78	93		
38	44	79	95		
39	101	80	97		
40	46	81	98		
41	42	82	103		



Projet de loi 1 (chapitre 14)**Loi sur la publicité le long des routes**

Objet: Cette loi a pour objet de réviser l'ensemble des dispositions législatives applicables à la publicité le long des routes qu'entretient le ministère des Transports.

À cet effet, elle contient des dispositions spécifiques en matière de publicité commerciale ou non commerciale; de plus, elle institue en matière de publicité commerciale un régime de permis à des fins de contrôle d'identification de ceux qui font la publicité le long des routes. Elle reconduit les normes d'implantation de la publicité en retenant comme base de référence le bord de la chaussée.

Ministre responsable:	le ministre des Transports
Parrain:	M. Marc-Yvan Côté
Présentation:	11 mai 1988
Adoption du principe:	6 juin 1988
Commission de l'aménagement et des équipements:	10 juin 1988
Adoption:	17 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Loi modifiée:	Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8)
Lois abrogées:	Loi sur les panneaux-réclame et affiches (L.R.Q., chapitre P-5) Loi de la publicité le long des routes (1965, 1 ^{re} session, chapitre 49)

Projet de loi 2 (chapitre 15)**Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires culturelles**

Objet: Cette loi a principalement pour objet de modifier la Loi sur le ministère des Affaires culturelles afin de revoir la procédure permettant au gouvernement d'accorder annuellement une subvention à l'Académie de musique du Québec.

Ministre responsable: le ministre des Affaires culturelles

Parrain: Madame Lise Bacon

Présentation: 17 mars 1988

Adoption du principe: 12 mai 1988

Commission de la culture: 1^{er} juin 1988

Adoption: 15 juin 1988

Sanction: 17 juin 1988

Entrée en vigueur: 17 juin 1988

Lois modifiées: Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20)
Loi sur le Conservatoire (L.R.Q., chapitre C-62)

Projet de loi 3 (chapitre 16)**Loi modifiant le Code civil en matière de copropriété et d'emphytéose**

Objet: Cette loi modifie le Code civil du Bas-Canada en matière de copropriété et d'emphytéose. Elle permet l'enregistrement d'une déclaration de copropriété sur un immeuble construit par un emphytéote, ainsi que sur un immeuble qui fait l'objet d'une propriété superficière. Elle permet aussi l'enregistrement d'une déclaration sur un immeuble déjà construit faisant l'objet d'un bail emphytéotique. Cette déclaration, appelée déclaration de coemphytéose, sera soumise aux mêmes règles que celles prévues pour la déclaration de copropriété. Enfin, elle ratifie, pour le passé, tout enregistrement d'une déclaration de copropriété faite sur de tels immeubles.

Ministre responsable: le ministre de la Justice

Parrain: M. Herbert Marx

Présentation: 10 mai 1988

Adoption du principe: 24 mai 1988

Commission des institutions: 7 juin 1988

Adoption: 16 juin 1988

Sanction: 17 juin 1988

Entrée en vigueur: 17 juin 1988

Loi modifiée: Code civil du Bas-Canada

Projet de loi 4 (chapitre 17)

Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière familiale

Objet: Cette loi modifie le Code civil du Québec et le Code de procédure civile pour accorder aux parties la faculté de rendre témoignage hors de cour dans les demandes conjointes en séparation de corps sur projet d'accord.

Cette loi insère également au Code de procédure civile des dispositions destinées à harmoniser les règles prévues au code en matière de saisie-arrêt avec celles applicables en vertu de la Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales adoptée par le Parlement canadien.

Ministre responsable:	le ministre de la Justice
Parrain:	M. Herbert Marx
Présentation:	12 mai 1988
Adoption du principe:	1 ^{er} juin 1988
Commission des institutions:	7 juin 1988
Adoption:	16 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	17 juin 1988
Lois modifiées:	Code civil du Québec Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

Projet de loi 5 (chapitre 9)

Loi modifiant la Loi sur les mines

Objet: Cette loi propose des modifications de nature technique à la Loi sur les mines dans le but d'en faciliter l'administration, notamment:

- elle propose d'accorder au titulaire de permis de recherche de réservoir souterrain la possibilité de prolonger sa période d'essai;
- elle prévoit des exceptions additionnelles à l'application des règles prévues par la Loi sur les forêts (1986, chapitre 108) et par ses règlements, dans le cadre d'activités minières nécessitant une coupe de bois sur le domaine public;
- elle permet un appel à la Cour provinciale des décisions relatives au renouvellement de permis d'exploration minière.

La loi vise aussi à apporter diverses corrections au texte anglais de la Loi sur les mines.

Ministre responsable:	le ministre de l'Énergie et des Ressources
Parrain:	M. Raymond Savoie
Présentation:	23 mars 1988
Adoption du principe:	11 mai 1988
Commission de l'économie et du travail:	11 mai 1988
Adoption:	15 juin 1988
Sanction:	15 juin 1988
Entrée en vigueur:	aux dates fixées par le gouvernement
– 6 juillet 1988:	a. 48 Décret 1064-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 4345
– 24 octobre 1988:	aa. 1 à 47 et 49 à 66 Décret 1442-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 5055

Loi modifiée: Loi sur les mines (1987, chapitre 64)

Projet de loi 6 (chapitre 18)

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal

Objet : Cette loi a principalement pour objet d'harmoniser la législation fiscale du Québec avec celle du Canada. À cet effet, elle donne suite, en partie, aux Déclarations ministérielles du ministre des Finances du 11 décembre 1986 et du 18 décembre 1987, à l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985 et à l'annexe A du Discours sur le budget du 1^{er} mai 1986.

Cette loi modifie en premier lieu la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de rendre la version anglaise de l'article 17.2 conforme à sa version française.

En second lieu, elle modifie la Loi sur les impôts afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées en partie à la Loi de l'impôt sur le revenu par le projet de loi fédéral C-23 (S.C. 1986, chapitre 55), sanctionné le 19 décembre 1986 et en partie par les projets de loi fédéraux C-2 (S.C. 1985, chapitre 22), C-84 (S.C. 1986, chapitre 6), C-90 (S.C. 1986, chapitre 40) et C-42 (S.C. 1987, chapitre 23), sanctionnés respectivement le 20 juin 1985, le 13 février 1986, le 27 juin 1986 et le 30 juin 1987.

Ces modifications concernent notamment :

- 1° les arrangements de paiement différé de traitement et la rémunération impayée;
- 2° les déductions fiscales accordées aux personnes qui résident dans le Grand Nord et dans des postes isolés;
- 3° les changements des règles concernant les régimes enregistrés d'épargne-retraite et les fonds enregistrés de revenus de retraite;
- 4° l'élimination de la déduction de trois pour cent relative aux inventaires;
- 5° le taux de majoration des dividendes imposables et de crédit pour dividende;
- 6° les règles concernant les actions accréditives;
- 7° l'extension de la notion de frais canadiens d'exploration.

Cette loi apporte également des modifications d'ordre technique à la Loi sur les impôts.

Elle modifie en troisième lieu la Loi sur le ministère du Revenu afin de prévoir une pénalité lorsque l'acquéreur d'une créance au porteur omet de fournir certains renseignements requis par la Loi sur les impôts.

Elle modifie en quatrième lieu la Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (1987, chapitre 67) afin de modifier la date d'application de certains articles.

Elle modifie enfin la Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (1988, chapitre 4) afin de préciser l'application de l'article 124 de ce chapitre.

Ministre responsable :	le ministre du Revenu
Parrain :	M. Yves Séguin
Présentation :	11 mai 1988
Adoption du principe :	25 mai 1988

**Commission du budget et
de l'administration:**

7, 8, 10 juin 1988

Adoption:

17 juin 1988

Sanction:

17 juin 1988

Entrée en vigueur:

17 juin 1988

Lois modifiées: Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre
fiscal (1987, chapitre 67)
Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre
fiscal (1988, chapitre 4)

Projet de loi 7 (chapitre 19)

Loi sur l'organisation territoriale municipale

Objet : Cette loi refond ou revoit toutes les dispositions des lois municipales actuelles qui traitent de l'organisation territoriale des municipalités locales.

Cette loi regroupe ainsi les règles relatives aux attributs d'une municipalité locale soit sa personnalité juridique, son nom, sa population et sa compétence territoriale.

En matière de constitution, elle prévoit que le gouvernement peut, à la demande de la majorité des personnes intéressées d'un territoire non organisé et sur recommandation du ministre des Affaires municipales, constituer une municipalité locale. Toutefois, elle énonce que le gouvernement ne peut, sauf dans des circonstances exceptionnelles, exercer ce pouvoir qu'à l'égard d'un territoire non organisé dont la population est de 300 habitants ou plus.

De plus, elle prévoit la possibilité pour le représentant des demandeurs et, selon le cas, la municipalité régionale de comté ou l'Administration régionale Kativik de négocier un accord portant sur le partage de l'actif et du passif du territoire visé par la demande de constitution.

Cette loi prévoit en outre des règles facilitant le passage du territoire non organisé en une municipalité locale et la cessation de son administration par la municipalité régionale de comté ou l'Administration régionale Kativik.

En ce qui concerne le regroupement des territoires de municipalités locales, cette loi reprend, avec quelques modifications de nature technique, les dispositions relatives à la fusion volontaire de la loi actuelle.

En matière d'annexion, la loi ne prévoit dorénavant qu'une procédure pour l'annexion par une municipalité locale d'un territoire non organisé ou du territoire d'une autre municipalité locale ou d'une partie de celui-ci.

À cet égard, elle prévoit notamment que la municipalité annexante transmet au ministre des Affaires municipales une copie du règlement d'annexion après qu'il ait été approuvé par un certain nombre de personnes habiles à voter du territoire visé par la demande d'annexion. De plus, elle prévoit que lorsque le ministre donne avis de son intention d'approuver le règlement d'annexion, celui-ci permet la négociation par les municipalités concernées d'un accord portant sur le partage de l'actif et du passif du territoire visé par la demande d'annexion.

En outre, la loi donne de nouveaux pouvoirs au gouvernement. Elle autorise le gouvernement à redresser les limites territoriales de municipalités locales lorsque la description de leurs limites est erronée ou imprécise ou lorsqu'une municipalité a agi sans compétence sur un territoire qui n'est pas le sien. Elle prévoit également que le gouvernement peut valider, sous certaines réserves, les actes qu'une municipalité locale a accomplis à l'égard d'un territoire qui n'est pas le sien et prévoir les conditions de la cessation de l'administration des affaires de ce territoire par cette municipalité.

Cette loi prévoit aussi la possibilité pour une municipalité bornée par de l'eau de présenter au ministre des Affaires municipales une demande de réduction de ses limites territoriales situées dans l'eau.

De plus, la loi permet au conseil d'une municipalité locale de refondre la description de ses limites territoriales.

Enfin, la loi apporte aux diverses lois qui régissent le domaine municipal les modifications de concordance nécessaires à sa mise en oeuvre.

Ministre responsable:	le ministre des Affaires municipales
Parrain:	M. André Bourbeau
Présentation:	21 avril 1988
Adoption du principe:	31 mai 1988
Commission de l'aménagement et des équipements:	6, 7, 8, 9 juin 1988
Adoption:	15 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	1 ^{er} janvier 1989

Lois modifiées: Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)
 Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4)
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
 Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)
 Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39)
 Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13)
 Loi de tempérance (S.R.Q., 1964, chapitre 45)
 Loi concernant la ville de Schefferville (1986, chapitre 51)
 Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (1987, chapitre 57)
 Charte de la ville de Québec (1929, chapitre 95)
 Charte de la ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)

Lois abrogées: Loi sur l'organisation municipale de certains territoires (L.R.Q., chapitre O-8)
 Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., chapitre R-19)
 Loi sur les villages miniers (L.R.Q., chapitre V-6)
 Loi sur les villes minières (L.R.Q., chapitre V-7)
 Loi concernant la formation de municipalités dans le territoire des comtés d'Abitibi et de Témiscamingue situés au nord de la ligne 48^{ème} de latitude (S.R.Q., 1925, chapitre 104)

Projet de loi 8 (chapitre 20)

Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels

Objet: Cette loi introduit diverses mesures destinées à répondre aux besoins et préoccupations des victimes d'actes criminels.

Elle reconnaît d'abord les droits et responsabilités des victimes d'actes criminels.

La loi prévoit ensuite l'institution, au ministère de la Justice, d'un Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels qui aura notamment pour fonction de veiller à la concertation et à la coordination des actions des personnes, ministères et organismes qui dispensent des services aux victimes ainsi que de favoriser l'implantation et le maintien de centres d'aide aux victimes d'actes criminels.

Elle précise également que le ministre de la Justice pourra accorder une aide financière pour favoriser le développement de services d'aide aux victimes d'actes criminels.

Enfin, la loi pourvoit au financement des services d'aide et à cette fin, prévoit l'institution d'un Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels dont elle fixe le mode de gestion, de financement et d'opération.

Ministre responsable:	le ministre de la Justice
Parrain:	M. Herbert Marx
Présentation:	11 mai 1988
Adoption du principe:	24 mai 1988
Commission des institutions:	31 mai 1988; 7 juin 1988
Adoption:	16 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	17 juin 1988
Loi modifiée:	Aucune

Projet de loi 9 (chapitre 10)**Loi sur le recensement des électeurs en 1988**

Objet: Cette loi a pour objet d'annuler la tenue du recensement annuel des électeurs prévu par la Loi électorale pour l'automne 1988.

Elle prévoit, en conséquence, certaines mesures supplétives applicables dans l'éventualité où la tenue d'une élection ou d'un référendum serait ordonnée avant la période prévue par la Loi électorale pour la tenue d'un autre recensement.

Ministre responsable:	le ministre délégué à la Réforme électorale
Parrain:	M. Michel Gratton
Présentation:	8 juin 1988
Adoption du principe:	8 juin 1988
Commission plénière:	8 juin 1988
Adoption:	8 juin 1988
Sanction:	15 juin 1988
Entrée en vigueur:	15 juin 1988
Loi modifiée:	Aucune

Projet de loi 10 (chapitre 21)

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour du Québec

Objet: Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur les tribunaux judiciaires afin d'instituer la Cour du Québec. Cette nouvelle Cour viendra remplacer la Cour des sessions de la paix, le Tribunal de la jeunesse et la Cour provinciale.

Selon la loi, la Cour du Québec sera composée de 279 juges dont le juge en chef, 2 juges en chef associés et 7 juges en chef adjoints. Cette Cour aura juridiction en matière civile, criminelle et pénale ainsi que dans les matières relatives à la jeunesse. La Cour comportera 2 divisions régionales, celle de Montréal et de Québec, lesquelles comporteront chacune 3 chambres: la chambre civile, la chambre criminelle et pénale et la chambre de la jeunesse. La Cour comportera en outre une Chambre de l'expropriation instituée en vertu de la Loi sur l'expropriation.

La loi prévoit également les règles relatives à la nomination et à la destitution des juges de la Cour, aux fonctions des juges en chef, à la nomination des juges coordonnateurs, à la compétence et à l'affectation des juges, aux traitements, indemnités et avantages sociaux des juges, à l'exercice de la fonction judiciaire et au fonctionnement de la Cour.

Enfin, la loi modifie, par concordance, plusieurs lois et contient des dispositions de nature transitoire.

Ministre responsable:	le ministre de la Justice
Parrain:	M. Herbert Marx
Présentation:	10 mai 1988
Adoption du principe:	10 juin 1988
Commission des institutions:	13, 14 juin 1988
Adoption:	17 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, sauf les articles 17 et 18 qui entreront en vigueur le 17 juin 1988
– 17 août 1988:	a. 74 (par. 2°) Décret 1227-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 4667
– 31 août 1988:	aa. 1 à 16, 19 à 73, 74 (par. 1°), 75 à 166 Décret 1337-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 4871
Lois modifiées:	Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1)

Loi sur les bombes lacrymogènes (L.R.Q., chapitre B-6)
 Loi sur les cautionnements dans les causes criminelles (L.R.Q., chapitre C-7)
 Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14)
 Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1)
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)
 Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38)
 Loi concernant les enquêtes sur les incendies (L.R.Q., chapitre E-8)
 Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24)
 Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1)
 Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)
 Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)
 Loi sur les installations électriques (L.R.Q., chapitre I-13.01)
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)
 Loi sur les jurés (L.R.Q., chapitre J-2)
 Loi sur les mécaniciens de machines fixes (L.R.Q., chapitre M-6)
 Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12.1)
 Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
 Loi sur le paiement des témoins de la Couronne (L.R.Q., chapitre P-4)
 Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales (L.R.Q., chapitre P-9.01)
 Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13)
 Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15)
 Loi sur les privilèges des magistrats (L.R.Q., chapitre P-24)
 Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32)
 Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)
 Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)
 Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41)
 Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1)
 Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., chapitre P-42)
 Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1)
 Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., chapitre R-0.2)
 Loi sur la Régie des services publics (L.R.Q., chapitre R-8)
 Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1)
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
 Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec (L.R.Q., chapitre R-14)
 Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)
 Loi sur les salaires d'officiers de justice (L.R.Q., chapitre S-2)
 Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1)
 Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)
 Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13)
 Loi sur la Société nationale de l'amiante (L.R.Q., chapitre S-18.2)
 Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)
 Loi sur les timbres (L.R.Q., chapitre T-10)
 Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)
 Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)
 Loi sur les forêts (1986, chapitre 108)
 Loi sur les établissements touristiques (1987, chapitre 12)
 Code de procédure pénale (1987, chapitre 96)

Projet de loi 11 (chapitre 22)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le cadastre

Objet: Cette loi vise à simplifier le processus de mise en vigueur des plans de cadastre originaire et des plans préparés en vertu de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1) en supprimant notamment l'obligation de procéder à la publication d'arrêtés ministériels.

La date d'entrée en vigueur de tous les plans de cadastre devient uniforme et est fixée, pour les fins de l'enregistrement, au jour de leur dépôt au bureau de la division d'enregistrement.

Des précisions techniques sont apportées aux dispositions relatives à la préparation des plans de subdivision en copropriété divise.

Enfin, les formalités de mise en vigueur des plans préparés en vertu de la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., chapitre T-11) sont simplifiées et ajustées à celles qui sont prévues dans les cas de rénovation cadastrale.

Ministre responsable: le ministre de l'Énergie et des Ressources

Parrain: M. John Ciaccia

Présentation: 30 mars 1988

Adoption du principe: 11 mai 1988

Commission de l'économie et du travail: 17 mai 1988

Adoption: 16 juin 1988

Sanction: 17 juin 1988

Entrée en vigueur: 1^{er} octobre 1988

Lois modifiées: Code civil du Bas-Canada
Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1)
Loi sur le cadastre (L.R.Q., chapitre C-1)
Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., chapitre T-11)

Projet de loi 12 (chapitre 23)

Loi sur la Régie du gaz naturel

Objet: Cette loi remplace la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz.

Elle prévoit la constitution d'un organisme appelé «Régie du gaz naturel» qui sera composé de quatre régisseurs. Il aura principalement pour fonction:

- de fixer les tarifs proposés par un distributeur de gaz naturel;
- de déterminer le taux de rendement d'un distributeur;
- d'ordonner à un distributeur de rembourser aux consommateurs un trop-perçu lorsque le taux de rendement résultant de l'application d'un tarif qu'elle a approuvé est plus élevé que le taux préalablement déterminé par elle;
- d'arbitrer tout litige entre un consommateur et un distributeur de gaz naturel quant à l'application d'un taux ou de toute autre condition de la fourniture, du transport, de la livraison du gaz naturel, de la prestation d'un autre service ou de l'accès au réseau de distribution.

La loi prévoit, en outre, que le ministre pourra donner des directives à la Régie sur les objectifs et l'orientation à poursuivre dans l'exécution de ses fonctions. Ces directives devront être approuvées par le gouvernement.

Il est en outre prévu qu'un distributeur de gaz naturel pourra désormais être tenu de recevoir, transporter et livrer, à un consommateur qui en fera la demande, le gaz naturel acquis d'un tiers par ce consommateur et destiné à sa propre consommation.

Enfin, la loi dispose que les clients des distributeurs privés d'électricité qui ne seront désormais plus assujettis à la Régie ne pourront être tenus de payer pour la consommation d'électricité des prix plus élevés que ceux résultant de l'application des tarifs d'Hydro-Québec.

Ministre responsable:	le ministre de l'Énergie et des Ressources
Parrain:	M. John Ciaccia
Présentation:	11 mai 1988
Adoption du principe:	31 mai 1988
Commission de l'économie et du travail:	1 ^{er} , 2 juin 1988
Adoption:	16 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	17 juin 1988

Lois modifiées: Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., chapitre D-8)
 Loi sur la distribution du gaz (L.R.Q., chapitre D-10)
 Loi sur l'exportation de l'électricité (L.R.Q., chapitre E-23)
 Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5)
 Loi sur la municipalisation de l'électricité (L.R.Q., chapitre M-38)
 Loi sur la protection des arbres (L.R.Q., chapitre P-37)
 Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)
 Loi sur le bâtiment (1985, chapitre 34)

Loi remplacée: Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz (L.R.Q., chapitre R-6)

Projet de loi 13 (chapitre 1)**Loi n° 5 sur les crédits, 1987-1988**

Objet : Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 177 100 000 \$ représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des ministères énumérés à l'annexe.

Cette somme apparaît aux crédits supplémentaires de dépenses n° 2 du Québec pour l'année financière 1987-1988.

Ministre responsable :	le ministre des Finances
Parrain :	M. Gérard D. Levesque
Présentation :	16 mars 1988
Adoption du principe :	16 mars 1988
Commission plénière :	16 mars 1988
Adoption :	16 mars 1988
Sanction :	17 mars 1988
Entrée en vigueur :	17 mars 1988
Loi modifiée :	Aucune

Projet de loi 14 (chapitre 55)

Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent

Objet: Cette loi a pour objet de permettre la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent. Elle prévoit que le gouvernement peut constituer une nouvelle municipalité ayant compétence sur une partie de ce territoire.

Cette loi prévoit que la demande de constitution chemine suivant les règles établies par la Loi sur l'organisation territoriale municipale sous réserve de certaines adaptations. Ainsi, pour les fins du processus de constitution, la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent est assimilée à une municipalité régionale de comté et le territoire qui s'en détache est considéré comme un territoire non organisé.

Cette loi prévoit, de plus, de façon transitoire quelques conditions particulières relatives aux élections dans une municipalité locale ainsi constituée. Elle accorde, aux fins des deux premières élections générales et de toute élection partielle antérieure à la troisième élection générale, une représentativité d'exception aux localités érigées en vertu de la Loi concernant la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent.

Enfin, la loi prévoit qu'un membre du conseil d'une municipalité ainsi constituée, si les circonstances le justifient et sous certaines réserves, peut prendre part, délibérer et voter à une séance du conseil par téléphone ou autre moyen de communication.

Ministre responsable: le ministre des Affaires municipales

Parrain: M. André Bourbeau

Présentation: 14 juin 1988

Adoption du principe: 25 octobre 1988

Commission de l'aménagement et des équipements: 17 novembre 1988

Adoption: 22 décembre 1988

Sanction: 23 décembre 1988

Entrée en vigueur: 23 décembre 1988

Lois modifiées: Loi sur l'organisation territoriale municipale (1988, chapitre 19)
Loi concernant la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent (1963, 1^{re} session, chapitre 97)

Projet de loi 15 (chapitre 24)

Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les habitats fauniques

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune afin de pourvoir à la protection des habitats fauniques.

Les habitats fauniques protégés seront déterminés par règlement du gouvernement et, dans certains cas, identifiés par un plan dressé par le ministre.

Sauf pour les activités exclues ou autorisées à certaines conditions par règlement et dans les cas d'urgence, il sera interdit de faire, dans un habitat faunique, une activité qui le modifie à moins d'y être autorisé soit par le ministre, soit par le gouvernement après la tenue d'une audience publique, soit par un organisme municipal qui aura conclu un protocole d'entente à cet effet avec le ministre.

En plus de quelques modifications techniques ou de concordance, la loi introduit également de nouveaux pouvoirs réglementaires et de nouvelles sanctions pénales visant la protection des habitats fauniques.

Ministre responsable:	le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
Parrain:	M. Yvon Picotte
Présentation:	17 mars 1988
Adoption du principe:	24 mars 1988
Commission de l'aménagement et des équipements:	17, 18 mai 1988
Adoption:	15 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Loi modifiée: Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)

Projet de loi 16 (chapitre 25)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le transport par autobus

Objet: Cette loi modifie diverses lois concernant l'organisation des services de transport par autobus; elle vise principalement à simplifier certaines procédures, à réduire les délais et à uniformiser les textes de loi existants.

Plus particulièrement, cette loi autorise les municipalités et regroupements de municipalités à procéder par résolution, plutôt que par règlement, pour modifier les tarifs et les horaires d'un service de transport en commun. Ils sont aussi autorisés à organiser, par résolution, un service de transport temporaire sur leur territoire et à accorder une subvention à un titulaire de permis de transport par autobus qui exploite un service de transport en commun sur leur territoire.

Cette loi permet aussi aux organismes publics de transport de procéder de la même manière que les municipalités pour l'octroi de contrats visant l'achat de certains biens et services. Elle met fin également à l'approbation par la Commission des transports du Québec des tarifs des services touristiques et des tarifs établis par les corporations intermunicipales de transport pour leurs services réguliers.

Ministre responsable: le ministre des Transports

Parrain: M. Marc-Yvan Côté

Présentation: 11 mai 1988

Adoption du principe: 6 juin 1988

Commission de l'aménagement et des équipements: 13, 14 juin 1988

Adoption: 17 juin 1988

Sanction: 17 juin 1988

Entrée en vigueur: 1^{er} juillet 1988

Lois modifiées: Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
 Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)
 Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal (L.R.Q., chapitre C-60.1)
 Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70)
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)
 Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (1984, chapitre 42)
 Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal (1985, chapitre 32)

Projet de loi 17 (chapitre 26)

Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports

Objet: Cette loi a pour principal objet de proposer des mesures visant à assurer la pratique sécuritaire du ski alpin récréatif.

À cette fin:

- elle prévoit les obligations de l'exploitant d'une station de ski alpin, notamment l'obligation de voir à l'application d'un code de conduite du skieur alpin élaboré par voie réglementaire;
- elle propose également qu'un pouvoir réglementaire additionnel soit accordé à la Régie de la sécurité dans les sports afin d'établir des normes de sécurité en matière de ski alpin;
- elle confère à la Régie un pouvoir d'ordonnance permettant d'enjoindre à l'exploitant d'une station de ski de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des skieurs alpins qui fréquentent la station.

La loi propose, en outre, d'autres modifications relatives au fonctionnement et aux pouvoirs de la Régie de la sécurité dans les sports, notamment en ce qui concerne le quorum, le pouvoir d'inspection et l'approbation des règlements de sécurité adoptés par une fédération d'organismes sportifs ou par un organisme sportif.

Ministre responsable: le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche

Parrain: M. Yvon Picotte

Présentation: 4 mai 1988

Adoption du principe: 8 juin 1988

Commission de l'aménagement et des équipements: 14 juin 1988

Adoption: 17 juin 1988

Sanction: 17 juin 1988

Entrée en vigueur: 17 juin 1988

Lois modifiées: Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1)
Loi sur le bâtiment (1985, chapitre 34)

Projet de loi 18 (chapitre 2)**Loi n° 1 sur les crédits, 1988-1989**

Objet: Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 6 217 967 741,67 \$ représentant un peu plus du quart de la totalité des crédits apparaissant au budget des dépenses du Québec pour l'année financière 1988-1989.

Ministre responsable: le ministre des Finances

Parrain: M. Gérard D. Levesque

Présentation: 30 mars 1988

Adoption du principe: 30 mars 1988

Commission plénière: 30 mars 1988

Adoption: 30 mars 1988

Sanction: 31 mars 1988

Entrée en vigueur: 31 mars 1988

Loi modifiée: Aucune

Projet de loi 19 (chapitre 11)

Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Objet: Cette loi a pour objet de constituer en corporation l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

Cette loi prévoit que l'Institut sera un mandataire du gouvernement et qu'il sera administré par un conseil d'administration dont les membres seront nommés par le gouvernement.

L'Institut aura pour objet de fournir des activités de formation professionnelle dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme; il pourra également faire de la recherche, apporter de l'aide technique, produire de l'information et fournir des services dans ces domaines.

Cette loi accorde au ministre du Tourisme le pouvoir de donner à l'Institut des directives portant sur son orientation et ses politiques. Ces directives devront être soumises au gouvernement pour approbation et, si elles sont ainsi approuvées, elles lieront l'Institut. Toute directive devra être déposée à l'Assemblée nationale.

Enfin, cette loi prévoit que le personnel à l'emploi de l'unité administrative du ministère du Tourisme appelée Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec deviendra le personnel de la nouvelle corporation et continuera d'être régi par la Loi sur la fonction publique.

Ministre responsable: le ministre du Tourisme

Parrain: M. Michel Gratton

Présentation: 21 avril 1988

Adoption du principe: 24 mai 1988

Commission de l'économie et du travail: 26 mai 1988

Adoption: 14 juin 1988

Sanction: 15 juin 1988

Entrée en vigueur: 30 juin 1988

Loi modifiée: Aucune

Projet de loi 20 (chapitre 27)

Loi portant abrogation de certaines dispositions législatives

Objet: Cette loi a pour objet l'abrogation de certaines lois refondues désuètes. Elle abroge également une disposition omise lors de la refonte générale de 1977 et apporte les modifications de concordance nécessaires.

De plus, cette loi permet que le gouvernement puisse prendre un décret, avant le 1^{er} juillet 1989, pour empêcher que soient abrogées tout ou partie d'une loi ou de la disposition mentionnées à l'article 1 de la loi. Ce décret doit cependant être approuvé par la Commission des institutions de l'Assemblée nationale avant cette date.

Ministre responsable: le ministre de la Justice

Parrain: M. Herbert Marx

Présentation: 10 mai 1988

Adoption du principe: 1^{er} juin 1988

Commission des institutions: 7 juin 1988

Adoption: 16 juin 1988

Sanction: 17 juin 1988

Entrée en vigueur: 17 juin 1988

Lois modifiées: Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)
Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1)
Loi des compagnies de garantie (S.R.Q., 1964, chapitre 288)

Lois abrogées: Loi sur l'assurance-édition (L.R.Q., chapitre A-27)
Loi sur les compagnies de garantie (L.R.Q., chapitre C-43)
Loi sur les entrepôts frigorifiques pour le poisson et la boitte (L.R.Q., chapitre E-12)
Loi sur les représentations théâtrales (L.R.Q., chapitre R-25)
Loi sur les sociétés d'exploration minière (L.R.Q., chapitre S-26)
Loi sur la vente des billets de chemins de fer (L.R.Q., chapitre V-2)

Projet de loi 21 (chapitre 28)

Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles concernant le paiement des produits agricoles

Objet: Cette loi a pour objet de pourvoir à l'établissement de mécanismes propres à garantir aux producteurs agricoles sous certaines réserves et conditions le paiement de leurs créances relatives à la mise en marché d'un produit agricole.

Ainsi, elle propose que la Régie des marchés agricoles puisse imposer à celui qui achète, reçoit ou détient un produit agricole qu'elle désigne l'obligation de déposer auprès d'elle une garantie de responsabilité financière contre laquelle elle délivrera un certificat attestant que cette obligation a été remplie.

Elle propose, en outre, qu'un office de producteurs puisse constituer un fonds pour garantir en tout ou en partie les créances de producteurs, imposer et percevoir des contributions auprès de ces producteurs pour constituer un tel fonds et déterminer les conditions pour qu'ils puissent bénéficier de ce fonds. Ces mêmes pouvoirs sont également accordés à une association accréditée en vertu de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28).

Enfin, cette loi prévoit la possibilité pour la Régie d'imposer à toute personne qui achète, détient ou reçoit un produit agricole qu'elle désigne, à une association de producteurs engagés dans la mise en marché de ce produit ou à certains d'entre eux, l'obligation de retenir sur les sommes qui doivent être versées à un producteur de ce produit, la totalité ou une partie des contributions payables par ce producteur à l'office de producteurs ou à une association accréditée.

Ministre responsable:	le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Parrain:	M. Michel Pagé
Présentation:	11 mai 1988
Adoption du principe:	1 ^{er} juin 1988
Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation:	6 juin 1988
Adoption:	15 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	17 juin 1988

Loi modifiée: Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35)

Projet de loi 22 (chapitre 29)

Loi modifiant le Code des professions

Objet: Cette loi vise notamment à assouplir certaines règles régissant les corporations professionnelles et leurs membres afin d'en faciliter l'application, notamment en ce qui concerne la procédure électorale.

Elle assure l'intégration au Code des professions de deux corporations professionnelles créées subséquemment à l'entrée en vigueur de celui-ci et permet la féminisation de la désignation de deux autres corporations professionnelles ainsi que des titres utilisés par leurs membres.

Cette loi introduit également des modifications à l'égard des mesures disciplinaires et administratives que peut prendre le Bureau d'une corporation professionnelle ou que peuvent recommander son comité de discipline ou son comité d'inspection professionnelle.

Elle assure une plus grande protection des titres réservés. À cet effet, elle prévoit notamment de nouvelles infractions applicables à l'utilisation illégale de ces titres.

Cette loi comporte également des dispositions visant à uniformiser les règles relatives au processus réglementaire tout en assurant son harmonisation avec la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1).

Enfin, elle précise la procédure d'appel au Tribunal des professions en distinguant l'appel de plein droit et l'appel sur permission de façon à faciliter et à accélérer le traitement des appels devant ce tribunal.

Ministre responsable:	le ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Parrain:	M. Claude Ryan
Présentation:	11 mai 1988
Adoption du principe:	1 ^{er} juin 1988
Commission de l'éducation:	2, 6 juin 1988
Adoption:	15 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	17 juin 1988
Lois modifiées:	Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1) Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)

Projet de loi 23 (chapitre 7)**Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale**

Objet: Cette loi a pour objet de supprimer la procédure particulière prévue par la Loi sur la représentation électorale pour l'annulation d'un recensement annuel des électeurs qui suit une nouvelle délimitation des circonscriptions électorales.

Ministre responsable: le ministre délégué à la Réforme électorale

Parrain: M. Michel Gratton

Présentation: 2 juin 1988

Adoption du principe: 2 juin 1988

Commission plénière: 2 juin 1988

Adoption: 3 juin 1988

Sanction: 7 juin 1988

Entrée en vigueur: 7 juin 1988

Loi modifiée: Loi sur la représentation électorale (L.R.Q., chapitre R-24.1)

Projet de loi 24 (chapitre 30)

Loi sur le traitement des élus municipaux

Objet : Cette loi revoit et refond les dispositions régissant les principaux aspects du traitement des membres des conseils municipaux locaux, c'est-à-dire leur rémunération, leur allocation de dépenses, le remboursement de leurs dépenses et l'allocation de transition qui peut leur être versée lorsqu'ils quittent leur poste.

Quant à la rémunération des élus municipaux, cette loi prévoit d'abord que chaque conseil municipal peut fixer celle de ses membres, à l'intérieur de certains paramètres. La rémunération ainsi fixée peut tenir compte des fonctions différentes exercées par les divers membres du conseil au sein de la municipalité ou au sein d'un organisme paramunicipal ou supramunicipal qui ne rémunère pas lui-même ses membres. Le règlement de rémunération adopté par la municipalité peut prévoir une indexation annuelle des montants qu'il fixe, selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation. L'adoption du règlement est assujettie à une procédure particulière qui permet aux citoyens d'en être informés d'avance, de façon qu'ils puissent faire connaître leur point de vue avant que le règlement ne soit adopté; de plus, le maire doit leur faire rapport chaque année des rémunérations payées à chaque membre du conseil.

Cette loi établit le minimum de la rémunération payable à un maire ou à un conseiller. En l'absence de règlement municipal, c'est ce minimum qui devient la rémunération des élus de la municipalité. Le minimum comporte deux éléments: un minimum relatif calculé sur la base d'un montant attribuable à chaque habitant de la municipalité et un minimum absolu applicable sans égard à la population de la municipalité. Tant le montant par habitant que celui du minimum absolu sont indexés annuellement en fonction de la hausse de l'indice des prix à la consommation.

La loi permet au gouvernement de fixer par règlement le maximum de la rémunération qu'un élu peut recevoir de toute source municipale, paramunicipale ou supramunicipale.

Quant à l'allocation de dépenses, cette loi prévoit qu'elle est versée automatiquement à l'élu municipal pour le dédommager de la partie des dépenses inhérentes à sa fonction qu'il ne se fait pas rembourser à la pièce. Cette allocation est d'un montant égal à la moitié de la rémunération. L'ensemble des allocations d'un élu municipal ne peut toutefois excéder un montant indexé annuellement en fonction de la hausse de l'indice des prix à la consommation.

Pour ce qui est du remboursement des dépenses des élus municipaux, cette loi reprend essentiellement les règles des lois actuelles. En principe, tout élu doit être autorisé au préalable par le conseil à poser un acte et à dépenser un montant précis pour être ensuite remboursé du montant réel de sa dépense. Ce principe comporte certaines exceptions. D'abord, le maire n'a pas besoin d'autorisation préalable pour poser un acte inhérent à ses fonctions. Ensuite, dans le cas où la municipalité a adopté un tarif de remboursement des dépenses de certains actes ou a prévu au budget des crédits à cette fin, l'autorisation préalable ne porte que sur l'acte et non sur le montant de la dépense. Enfin, s'il y a un tel tarif, le montant du remboursement est celui prévu au tarif plutôt que celui de la dépense réelle.

Quant à l'allocation de transition, il s'agit d'une nouveauté introduite par cette loi. Celle-ci permet à toute municipalité d'accorder une allocation à la personne qui quitte le poste de maire après l'avoir occupé pendant au moins les deux dernières années. Les communautés urbaines de Montréal et de Québec pourraient faire de même à l'égard du président de leur comité exécutif qui a dû abandonner son statut d'élu municipal pour accéder à ce poste.

Ministre responsable:	le ministre des Affaires municipales
Parrain:	M. André Bourbeau
Présentation:	12 mai 1988
Adoption du principe:	31 mai 1988
Commission de l'aménagement et des équipements:	9, 10, 13 juin 1988
Adoption:	17 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	17 juin 1988

Lois modifiées: Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)
Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95)
Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102)
Charte de la Ville de Laval (1965, 1^{re} session, chapitre 89)
Loi modifiant la charte de la Ville de Laval (1971, chapitre 99)
Loi modifiant la charte de la Ville de Laval (1978, chapitre 112)
Charte de la ville de Hull (1975, chapitre 94)
Loi modifiant la charte de la Ville de Charlesbourg (1977, chapitre 87)
Loi modifiant la Charte de la ville de Sainte-Foy (1981, chapitre 38)
Loi modifiant la charte de la ville de Longueuil (1987, chapitre 115)

Projet de loi 25 (chapitre 12)**Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services pour prévoir la constitution de fonds spéciaux dont l'objet est le financement de biens et services concernant l'entretien et la réparation des machines de bureau, la reprographie gouvernementale, les équipements informatiques, les fournitures et l'ameublement.

Cette loi prévoit également le mode de gestion, de financement et d'opération de ces fonds.

Ministre responsable: le ministre des Approvisionnements et Services

Parrain: M. Gilles Rocheleau

Présentation: 12 mai 1988

Adoption du principe: 31 mai 1988

Commission plénière: 31 mai 1988

Adoption: 13 juin 1988

Sanction: 15 juin 1988

Entrée en vigueur: 15 juin 1988

Loi modifiée: Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01)

Projet de loi 26 (chapitre 31)

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications

Objet: Cette loi modifie la Loi sur le ministère des Communications et prévoit l'institution du Fonds de l'édition gouvernementale et du Fonds des services de placement médias. Elle confère au ministre des Communications le devoir de fournir, à titre onéreux:

1° sur demande, des services d'édition, de publication, de diffusion et de commercialisation de documents produits par ou pour le compte des ministères et organismes publics désignés par le gouvernement;

2° des services de placement médias aux ministères et organismes publics désignés par le gouvernement.

Ces fonds permettent d'assumer les coûts des services d'édition gouvernementale et de placement médias fournis par l'éditeur officiel ou le ministre des Communications.

Le mode de gestion, de financement et d'opération de ces fonds sont également prévus dans cette loi.

Ministre responsable: le ministre des Communications

Parrain: M. Richard D. French

Présentation: 12 mai 1988

Adoption du principe: 1^{er} juin 1988

Commission de la culture: 1^{er} juin 1988

Adoption: 16 juin 1988

Sanction: 17 juin 1988

Entrée en vigueur: 17 juin 1988

Loi modifiée: Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24)

Projet de loi 27 (chapitre 32)

Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec

Objet: Cette loi a pour objet de créer une corporation à but non lucratif désignée sous le nom de Société de promotion économique du Québec métropolitain. La loi prévoit que le conseil d'administration de la société est composé de dix membres qui ont droit de vote, dont six sont nommés par la Communauté urbaine de Québec et deux autres par chacune des municipalités régionales de comté de Desjardins et des Chutes-de-la-Chaudière, et de six membres observateurs qui n'ont pas droit de vote.

L'objet de la société est de faire, sur le plan national et international, la promotion économique de son territoire.

Le financement de la société est assuré par le versement, au cours des cinq prochaines années, du solde de l'Entente auxiliaire sur la Société Inter-Port, et par les contributions financières de la Communauté urbaine de Québec et des deux municipalités régionales de comté, établies au pro rata de leur évaluation foncière uniformisée. Cette loi prévoit également les règles de fonctionnement de la société.

Enfin, cette loi remplace le nom de la Société Inter-Port de Québec par celui de «Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud» et apporte les modifications nécessaires à cet effet à la Loi sur la Société Inter-Port de Québec. Elle prévoit également que les objets de la société sont remplacés, que le territoire de cette société est limité à la ville de Lauzon et que le nombre de ses administrateurs est réduit de treize à cinq.

Ministre responsable:	le ministre de l'Industrie et du Commerce
Parrain:	M. Daniel Johnson
Présentation:	12 mai 1988
Adoption du principe:	7 juin 1988
Commission de l'économie et du travail:	9, 13, 14 juin 1988
Adoption:	17 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	à la date fixée par le gouvernement
– 31 août 1988:	aa. 1 à 45 Décret 1277-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 4713

Loi modifiée: Loi sur la Société Inter-Port de Québec (L.R.Q., chapitre S-18)

Projet de loi 28 (chapitre 33)**Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développement industriels**

Objet: Cette loi a pour objet de transférer aux municipalités du territoire de la Communauté urbaine de Québec le pouvoir de celle-ci d'établir de nouveaux parcs industriels.

Quant aux parcs de la Communauté qui existent déjà à Saint-Augustin-de-Desmaures et à Beauport, la loi maintient provisoirement les dispositions législatives actuelles qui concernent leur exploitation. Elle prévoit que, dans les six mois de sa sanction, la Communauté et chacune des deux municipalités doivent conclure une entente sur les conditions et modalités du transfert des immeubles et de la compétence de la Communauté, à l'égard de chaque parc. À défaut d'entente, le ministre des Affaires municipales pourra demander à la Commission municipale du Québec de faire enquête et de lui donner son avis sur les conditions et modalités du transfert. Le gouvernement pourra les décréter.

Par ailleurs, cette loi supprime la compétence de la Communauté en matière de promotion industrielle, ce qui a pour effet de permettre aux municipalités de son territoire d'exercer la compétence en cette matière que toute autre loi peut leur accorder.

Ministre responsable:	le ministre des Affaires municipales
Parrain:	M. André Bourbeau
Présentation:	12 mai 1988
Adoption du principe:	26 mai 1988
Commission de l'aménagement et des équipements:	9 juin 1988
Adoption:	15 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	le 17 juin 1988, sauf les articles 3 et 5 qui entreront en vigueur à la date ultérieure fixée par le gouvernement
Lois modifiées:	Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3) Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1) Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95)

Projet de loi 29 (chapitre 34)

Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles

Objet: Cette loi modifie les règles s'appliquant au financement de la Commission de la santé et de la sécurité du travail afin de permettre à celle-ci de percevoir les sommes nécessaires pour assurer le paiement des prestations consécutives aux lésions professionnelles qui surviendront en 1989 et au cours des années subséquentes et de réduire le déficit actuariel relatif aux lésions professionnelles survenues dans le passé.

Ministre responsable: le ministre du Travail

Parrain: M. Pierre Paradis

Présentation: 12 mai 1988

Adoption du principe: 31 mai 1988

**Commission de l'économie
et du travail:** 6 juin 1988

Adoption: 15 juin 1988

Sanction: 17 juin 1988

Entrée en vigueur: 17 juin 1988

Loi modifiée: Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)

Projet de loi 30 (chapitre 5)**Loi n° 2 sur les crédits, 1988-1989**

Objet: Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme 17 140 839 458,33 \$ représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des ministères et organismes énumérés à l'annexe, déduction faite des crédits déjà votés.

Cette somme apparaît au budget des dépenses du Québec pour l'année financière 1988-1989.

Ministre responsable: le ministre des Finances

Parrain: M. Gérard D. Levesque

Présentation: 26 mai 1988

Adoption du principe: 26 mai 1988

Commission plénière: 26 mai 1988

Adoption: 26 mai 1988

Sanction: 1^{er} juin 1988

Entrée en vigueur: 1^{er} juin 1988

Loi modifiée: Aucune

Projet de loi 31 (chapitre 35)

Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre

Objet: Cette loi a pour objet de déréglementer certains travaux dans l'industrie de la construction, d'introduire la notion d'entrepreneur autonome en précisant les travaux qu'il peut exécuter, de ne plus retenir la notion d'artisan, d'octroyer à la Commission de la construction du Québec des pouvoirs accrus pour assurer l'exécution de son mandat et d'augmenter le montant des amendes.

Cette loi prévoit également que le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu pourra établir des programmes de formation et de qualification facultatives pour les métiers dont l'exercice n'est pas réglementé.

Ministre responsable:	le ministre du Travail
Parrain:	M. Pierre Paradis
Présentation:	10 mai 1988
Adoption du principe:	6 juin 1988
Commission de l'économie et du travail:	24, 25, 26 mai 1988; 7, 9, 10 juin 1988
Adoption:	15 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	le 17 juin 1988 sauf l'article 1, le paragraphe 4° de l'article 5, l'article 10, le paragraphe 2° de l'article 13, l'article 15, l'article 18 et l'article 21 qui entrent en vigueur le 1 ^{er} janvier 1989
Lois modifiées:	Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5)

Projet de loi 32 (chapitre 36)**Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec**

Objet: Cette loi modifie la Loi sur Hydro-Québec à l'égard de certains dirigeants d'Hydro-Québec: elle prévoit notamment la nomination d'un président du conseil d'administration et chef de direction et d'un président et chef de l'exploitation et leurs fonctions respectives.

Elle prévoit également que le sous-ministre de l'Énergie et des Ressources sera dorénavant membre d'office du conseil d'administration, mais sans droit de vote.

Ministre responsable: le ministre de l'Énergie et des Ressources

Parrain: M. John Ciaccia

Présentation: 11 mai 1988

Adoption du principe: 24 mai 1988

Commission de l'économie et du travail: 1^{er} juin 1988

Adoption: 16 juin 1988

Sanction: 17 juin 1988

Entrée en vigueur: à la date fixée par le gouvernement

– 30 juin 1988: aa. 1 à 6
Décret 1042-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 3967

Loi modifiée: Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5)

Projet de loi 33 (chapitre 56)

Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires

Objet : Cette loi modifie les dispositions du Code de procédure civile relatives au rôle du percepteur des pensions alimentaires afin de favoriser une perception plus efficace de ces pensions.

Ainsi, la loi prévoit d'abord que le percepteur sera non seulement chargé d'agir en qualité de saisissant, comme c'est le cas actuellement, mais aussi de percevoir tous les arrérages et versements à échoir de la pension alimentaire.

Pour sa part, le débiteur du jugement qui accorde la pension sera tenu de payer directement au percepteur les arrérages ainsi que les versements à échoir de la pension tant que le percepteur demeurera chargé de la perception de la pension.

La loi prévoit en outre d'autres dispositions notamment sur la signification de jugements au percepteur et sur la détermination de la période pendant laquelle le percepteur demeurera chargé de la perception de la pension.

La loi apporte enfin une modification de concordance à la Loi sur l'aide sociale.

Ministre responsable :	le ministre de la Justice
Parrain :	M. Gil Rémillard
Présentation :	17 juin 1988
Adoption du principe :	9 novembre 1988
Commission des institutions :	17 novembre 1988
Adoption :	22 décembre 1988
Sanction :	23 décembre 1988
Entrée en vigueur :	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Lois modifiées :	Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16)

Projet de loi 34 (chapitre 47)

Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi propose de nouvelles règles en matière de transport ambulancier au Québec.

Elle prévoit, en premier lieu, la création d'une corporation qui aura pour objet d'organiser et de coordonner le transport ambulancier sur le territoire du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain. Cette corporation pourra, à cette fin, conclure des contrats de location d'ambulances.

La loi prévoit, en deuxième lieu, que chaque conseil régional de la santé et des services sociaux des autres régions du Québec devra préparer un plan relatif à la coordination du transport ambulancier dans sa région. Un tel conseil régional pourra conclure avec tout titulaire de permis d'exploitation de services d'ambulance qui opère dans sa région un contrat de services d'ambulance.

La loi prévoit aussi diverses modifications législatives pour tenir compte des changements apportés en matière de transport ambulancier, pour resserrer les dispositions législatives relatives à la suspension, à la révocation et au renouvellement des permis et pour permettre que les appels reliés aux permis d'exploitation de services d'ambulance soient entendus et jugés d'urgence.

Enfin, des dispositions transitoires sont prévues concernant les employés du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal Métropolitain oeuvrant à la centrale de coordination des urgences et les techniciens ambulanciers à l'emploi des titulaires actuels de permis d'exploitation de services d'ambulance dans la région de Montréal. D'autres dispositions concernent ces derniers titulaires et prévoient le régime transitoire qui leur sera applicable.

Ministre responsable:	le ministre de la Santé et des Services sociaux
Parrain:	M. Robert Dutil
Présentation:	12 mai 1988
Adoption du principe:	8 juin 1988
Commission des affaires sociales:	10, 13, 15, 16, 17, 20, 21, 22 juin 1988; 9, 10, 11, 16, 17, 22 novembre 1988
Adoption:	15 décembre 1988
Sanction:	19 décembre 1988
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
– 21 décembre 1988:	a. 4, par. 1° et 5 Décret 2006-88, G.O., 1989, Partie 2, p. 109

Lois modifiées: Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)
Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)
Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)
Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux (1986, chapitre 74)

Projet de loi 37 (chapitre 51)

Loi sur la sécurité du revenu

Objet : Cette loi a pour objet d'établir une nouvelle politique de sécurité du revenu comprenant trois programmes.

Elle assure d'abord, par le programme « Soutien financier », le versement de prestations aux personnes incapables d'occuper un emploi.

Elle prévoit également un second programme, « Actions positives pour le travail et l'emploi », qui a pour but de favoriser l'intégration au travail des personnes sans emploi en leur offrant des mesures volontaires de maintien et de développement de l'employabilité et en leur fournissant une assistance financière.

La loi ne permet plus de retenir le critère de l'âge comme facteur de réduction du niveau des prestations. Elle prévoit que le montant des prestations versées dépend notamment de la disponibilité d'un prestataire à participer aux mesures offertes par le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, de sa participation à de telles mesures, du fait qu'il partage son logement et, dans certains cas, du revenu de ses parents.

Enfin, la loi, par le programme « Aide aux parents pour leurs revenus de travail », incite les familles avec enfants à demeurer sur le marché du travail ou à y accéder. Elle prévoit ainsi, pour les familles à faibles revenus, une prestation annuelle à titre de supplément au revenu de travail. La loi donne au ministre le pouvoir de verser mensuellement des acomptes de cette prestation.

Finalement, la loi apporte à diverses lois les modifications de concordance nécessaires à sa mise en oeuvre.

Ministre responsable :	le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu
Parrain :	M. André Bourbeau
Présentation :	11 mai 1988
Adoption du principe :	17 juin 1988
Commission des affaires sociales :	24, 29, 30 novembre 1988 ; 1, 2, 5, 6 décembre 1988
Adoption :	14 décembre 1988
Sanction :	22 décembre 1988
Entrée en vigueur :	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement à l'exception du chapitre III et de toute autre disposition de cette loi dans la mesure où elle concerne le programme prévu à ce chapitre et des articles 138 à 140 qui entrent en vigueur le 22 décembre 1988

Lois modifiées: Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)
 Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., chapitre A-14)
 Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., chapitre A-17)
 Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)
 Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)
 Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)
 Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)
 Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)
 Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2)
 Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)
 Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre M-19.1)
 Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
 Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)
 Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)
 Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)
 Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)
 Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2)
 Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires (1988, chapitre 56)

Loi remplacée: Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16)

Projet de loi 38 (chapitre 37)**Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale**

Objet: Cette loi supprime la règle selon laquelle, lorsqu'une inscription au rôle d'évaluation fait l'objet à la fois d'une plainte devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec et d'un recours en nullité ou en cassation devant un tribunal de droit commun, le Bureau doit surseoir à toute procédure relative à la plainte jusqu'au jugement de dernier ressort sur le recours. Cependant, il permet au Bureau de décider d'un tel sursis à la demande d'une partie.

Ministre responsable: le ministre des Affaires municipales

Parrain: M. André Bourbeau

Présentation: 12 mai 1988

Adoption du principe: 26 mai 1988

**Commission de l'aménagement
et des équipements:** 6 juin 1988

Adoption: 15 juin 1988

Sanction: 17 juin 1988

Entrée en vigueur: 17 juin 1988

Loi modifiée: Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)

Projet de loi 39 (chapitre 13)

Loi n° 3 sur les crédits, 1988-1989

Objet: Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 140 300 000 \$ représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des ministères et organismes énumérés à l'annexe.

Cette somme apparaît aux crédits supplémentaires de dépenses du Québec pour l'année financière 1988-1989.

Ministre responsable: le ministre des Finances

Parrain: M. Gérard D. Levesque

Présentation: 13 juin 1988

Adoption du principe: 13 juin 1988

Commission plénière: 13 juin 1988

Adoption: 13 juin 1988

Sanction: 15 juin 1988

Entrée en vigueur: 15 juin 1988

Loi modifiée: Aucune

Projet de loi 40 (chapitre 57)

Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé

Objet: Cette loi propose diverses mesures législatives visant à assurer la sécurité d'ouvrages de transport terrestre guidé ainsi que de véhicules et équipements utilisés dans des systèmes de transport terrestre guidé.

À cette fin, cette loi prévoit que certains travaux de construction d'ouvrages de transport terrestre guidé doivent être annoncés et, dans le cas d'opposition, soumis à l'approbation du ministre avant qu'ils puissent être entrepris. Des travaux qui dérogent à une norme d'ingénierie reconnue sont aussi soumis à cette approbation préalable.

Cette loi prévoit de plus le pouvoir du gouvernement d'édicter un code de sécurité applicable à des systèmes de transport terrestre guidé. Elle prévoit aussi que certains exploitants d'un système de transport terrestre guidé peuvent ou doivent, selon le cas, préparer pour leur entreprise, en tenant compte du code de sécurité, des règles de sécurité qu'ils doivent faire approuver par le ministre des Transports. Cette loi accorde au ministre des Transports certains autres pouvoirs quant aux règles de sécurité.

Cette loi prévoit aussi un pouvoir réglementaire du gouvernement portant, notamment, sur la construction et l'entretien des ouvrages de transport terrestre guidé ainsi que sur le transport de matières dangereuses.

Cette loi prévoit d'autres dispositions relatives à la protection de la voie de guidage, aux passages à niveau et à la signalisation, aux droits et obligations des propriétaires de voies de guidage, aux règles de circulation, au partage des coûts de construction et d'entretien des ouvrages de transport terrestre guidé et à la sécurité des personnes et des biens.

Enfin, cette loi prévoit diverses dispositions en matière d'inspection et d'enquête.

Ministre responsable:	le ministre des Transports
Parrain:	M. Marc-Yvan Côté
Présentation:	17 juin 1988
Adoption du principe:	3 novembre 1988
Commission de l'aménagement et des équipements:	10, 15 novembre 1988
Adoption:	22 décembre 1988
Sanction:	23 décembre 1988
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Loi modifiée: Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14)

Projet de loi 42 (chapitre 41)

Loi sur le ministère des Affaires internationales

Objet: La Loi sur le ministère des Affaires internationales a pour principal objet la création d'un ministère des Affaires internationales en remplacement de deux ministères, soit le ministère des Relations internationales et le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique.

Elle confère au ministre des Affaires internationales le mandat principal de planifier, d'organiser et de diriger toute l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes et d'élaborer, en collaboration avec les ministères concernés, une politique en matière d'affaires internationales devant favoriser le rayonnement du Québec et son développement, notamment sur les plans commercial, culturel, économique, politique et social.

Cette loi prévoit que le ministre des Affaires internationales est d'office le conseiller du gouvernement, de ses ministères et organismes sur toute question ayant trait aux affaires internationales et, à titre de dépositaire des originaux des ententes internationales et de copies conformes de toute autre entente, il a la responsabilité d'établir un bureau des ententes et de prescrire le mode d'enregistrement de ces ententes.

Le ministre des Affaires internationales a également le mandat de veiller à ce que soit respectée la compétence constitutionnelle du Québec dans la conduite des affaires internationales.

Cette loi donne au gouvernement le pouvoir de constituer un comité, présidé par le ministre des Affaires internationales, chargé, notamment, de favoriser la collaboration entre les ministères concernés, aux fins de l'élaboration par le ministre d'une politique en matière d'affaires internationales et d'analyser la programmation des activités à l'étranger du gouvernement, de ses ministères et organismes et d'évaluer annuellement les résultats de ces activités.

Cette loi prévoit, comme condition de validité de toute entente internationale, qu'une telle entente doit être signée par le ministre des Affaires internationales et par la personne habilitée à conclure une telle entente et être approuvée par le gouvernement.

Au chapitre de la représentation du Québec à l'étranger, cette loi attribue au ministre des Affaires internationales la fonction d'assurer et de diriger la représentation du Québec à l'étranger. La loi prévoit que le gouvernement peut établir à l'étranger des délégations générales, des délégations et toute autre forme d'organisation permettant la représentation du Québec à l'étranger et, qu'en conséquence, il peut nommer, dans tout pays qu'il désigne, un délégué général pour représenter, sur le territoire qu'il indique, le Québec dans tous les secteurs d'activités qui sont de la compétence constitutionnelle du Québec ou un délégué pour représenter, sur le territoire qu'il indique, le Québec dans les secteurs d'activités qu'il détermine.

Cette loi vient par ailleurs conférer au ministre de l'Industrie et du Commerce, la responsabilité du domaine de la technologie et modifie en conséquence la désignation du ministre et de son ministère.

Cette loi précise les fonctions du ministre responsable de la section II de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif et apporte certaines modifications d'harmonisation à des dispositions de cette loi relatives à certaines ententes.

Enfin, cette loi contient un bon nombre de modifications de concordance découlant de la réforme proposée.

Ministre responsable:	le ministre des Affaires internationales
Parrain:	M. Paul Gobeil
Présentation:	13 juin 1988
Adoption du principe:	26 octobre 1988
Commission des institutions:	1 ^{er} novembre 1988
Adoption:	9 novembre 1988
Sanction:	10 novembre 1988
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Lois modifiées: Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (L.R.Q., chapitre A-3.01)
 Loi sur l'Administration régionale crie (L.R.Q., chapitre A-6.1)
 Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche (L.R.Q., chapitre A-7.1)
 Loi sur l'aide au développement touristique (L.R.Q., chapitre A-13.1)
 Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)
 Loi sur les arpenteurs-géomètres (L.R.Q., chapitre A-23)
 Loi sur les aspects civils de l'enlèvement international et interprovincial d'enfants (L.R.Q., chapitre A-23.01)
 Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)
 Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers (L.R.Q., chapitre A-29.1)
 Loi sur le Bureau de la statistique (L.R.Q., chapitre B-8)
 Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)
 Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec (L.R.Q., chapitre C-8)
 Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11)
 Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29)
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
 Loi sur les concours artistiques, littéraires et scientifiques (L.R.Q., chapitre C-51)
 Loi sur le Conseil des collèges (L.R.Q., chapitre C-57.1)
 Loi sur le Conseil des universités (L.R.Q., chapitre C-58)
 Loi sur le Conseil du statut de la femme (L.R.Q., chapitre C-59)
 Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60)
 Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)
 Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2)
 Loi sur les dentistes (L.R.Q., chapitre D-3)
 Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., chapitre D-8)
 Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1)
 Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux (L.R.Q., chapitre D-9)

Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q., chapitre D-9.1)

Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9)

Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)

Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)

Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1)

Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5)

Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2)

Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1)

Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (L.R.Q., chapitre I-6)

Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)

Loi sur l'Institut national de productivité (L.R.Q., chapitre I-13.1)

Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17)

Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., chapitre M-5)

Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9)

Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie (L.R.Q., chapitre M-15.1.1)

Loi sur le ministère de l'Industrie et du Commerce (L.R.Q., chapitre M-17)

Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20)

Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (L.R.Q., chapitre M-23.1)

Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30)

Loi sur le ministère du Solliciteur général (L.R.Q., chapitre M-31.01)

Loi sur le ministère du Tourisme (L.R.Q., chapitre M-31.1)

Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)

Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39)

Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)

Loi sur l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (L.R.Q., chapitre O-5)

Loi sur les permis de distribution de bière et de boissons gazeuses (L.R.Q., chapitre P-9.2)

Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10)

Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13)

Loi sur les prêts et bourses aux étudiants (L.R.Q., chapitre P-21)

Loi sur la programmation éducative (L.R.Q., chapitre P-30.1)

Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)

Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2)

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)

Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)

Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)

Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8)

Loi sur la Société de développement des coopératives (L.R.Q., chapitre S-10.001)

Loi sur la Société de développement des Naskapis (L.R.Q., chapitre S-10.1)

Loi sur la Société de développement industriel du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.01)

Loi sur la Société de la Maison des sciences et des techniques (L.R.Q., chapitre S-11.02)
 Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13)
 Loi sur la Société du parc industriel du centre du Québec (L.R.Q., chapitre S-15)
 Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (L.R.Q., chapitre S-16)
 Loi sur la Société générale de financement du Québec (L.R.Q., chapitre S-17)
 Loi sur la Société Inter-Port de Québec (L.R.Q., chapitre S-18)
 Loi sur la Société Makivik (L.R.Q., chapitre S-18.1)
 Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1)
 Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel (L.R.Q., chapitre S-34)
 Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., chapitre U-1)
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)
 Code de la sécurité routière (1986, chapitre 91)

Lois remplacées: Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., chapitre M-25.1)
 Loi sur le ministère du Commerce extérieur (L.R.Q., chapitre M-29.1)

Projet de loi 43 (chapitre 42)

Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec

Objet: Cette loi a pour objet de constituer en corporation la Bibliothèque nationale du Québec. Cette loi prévoit que la Bibliothèque sera un mandataire du gouvernement et qu'elle sera administrée par un conseil d'administration dont les membres seront nommés par le gouvernement.

La Bibliothèque aura pour fonctions de rassembler, de conserver et de diffuser le patrimoine documentaire québécois publié et les documents qui s'y rattachent ainsi que les documents relatifs au Québec et publiés à l'extérieur du Québec.

Elle recevra également le dépôt de tous les documents publiés par un éditeur ou par une personne ou un organisme qui assume la responsabilité de la production d'un document publié et ce, conformément aux règlements établis par le gouvernement.

La loi comporte à cet égard des dispositions pénales exposant les contrevenants à des amendes.

Cette loi accorde au ministre des Affaires culturelles le pouvoir de désigner une personne pour vérifier si les dispositions de la loi et des règlements sont observées par la Bibliothèque ou pour enquêter sur la gestion ou les activités de la Bibliothèque.

Le ministre a également le pouvoir de donner à la Bibliothèque des directives portant sur ses orientations. Toute directive devra être approuvée par le gouvernement et déposée à l'Assemblée nationale.

Enfin, cette loi prévoit que le personnel à l'emploi de la Bibliothèque nationale sera régi par la Loi sur la fonction publique.

Ministre responsable:	le ministre des Affaires culturelles
Parrain:	Madame Lise Bacon
Présentation:	16 juin 1988
Adoption du principe:	18 octobre 1988
Commission de la culture:	18 octobre 1988; 20 octobre 1988
Adoption:	3 novembre 1988
Sanction:	10 novembre 1988
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Lois modifiées: Loi sur les archives (L.R.Q., chapitre A-21.1)
Loi de la Bibliothèque nationale du Québec (1966-1967, chapitre 24)

Loi remplacée: Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec (L.R.Q., chapitre B-2)

Projet de loi 44 (chapitre 38)**Loi concernant la prorogation de certaines conventions collectives du secteur public**

Objet: Cette loi prévoit que, dans les secteurs public et parapublic, la période pendant laquelle il peut être procédé à une demande d'accréditation ou de révocation d'accréditation, à des démarches en vue de l'adhésion d'un groupe de salariés à une association ou à des démarches en vue de l'affiliation d'une association de salariés, demeure la même malgré la prorogation de la date d'expiration des conventions collectives.

Ministre responsable:	le ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor
Parrain:	M. Paul Gobeil
Présentation:	17 juin 1988
Adoption du principe:	17 juin 1988
Commission plénière:	17 juin 1988
Adoption:	17 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	17 juin 1988
Loi modifiée:	Aucune

Projet de loi 46 (chapitre 40)**Loi modifiant la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux**

Objet: Cette loi vise à assujettir aux dispositions de la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux (1986, chapitre 74), partout au Québec, les personnes qui exploitent un service d'ambulance ainsi que les salariés à leur emploi.

Ministre responsable: le ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux

Parrain: M. Robert Dutil

Présentation: 22 juin 1988

Adoption du principe: 22 juin 1988

Commission plénière: 22 juin 1988

Adoption: 22 juin 1988

Sanction: 22 juin 1988

Entrée en vigueur: 22 juin 1988

Loi modifiée: Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux (1986, chapitre 74)

Projet de loi 49 (chapitre 3)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers

Objet: Cette loi propose des modifications à la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers qui consistent principalement:

- 1° à conférer au Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers un pouvoir d'emprunt;
- 2° à convertir la dotation de dix millions de dollars qui a été constituée en faveur du Fonds en une avance de pareil montant par le ministre des Finances;
- 3° à prévoir l'imposition d'un droit d'assurance, payable selon des échéances déterminées par règlement, à l'égard de tout prêt qui sera consenti ou assumé à la suite d'une demande de prêt ou de prise en charge d'un prêt soumise à l'Office du crédit agricole du Québec;
- 4° à rendre obligatoire une révision, au moins une fois à tous les quatre ans, des taux de ce droit d'assurance;
- 5° à permettre au gouvernement, à la suite d'une analyse actuarielle lui démontrant que le montant du capital du Fonds excède le montant requis pour assurer son autosuffisance, de prévoir par règlement une répartition de tout ou partie de cet excédent, une réduction des taux du droit d'assurance ou en même temps une telle répartition et une telle réduction;
- 6° à autoriser le ministre des Finances à pourvoir jusqu'au 1^{er} avril 1992, à même le fonds consolidé du revenu, au paiement des obligations du Fonds de manière à permettre à ce dernier, au moyen de ses revenus alors accumulés et des droits d'assurance qu'il percevra par la suite, de suffire entièrement à ses obligations.

Ministre responsable: le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Parrain: M. Michel Pagé

Présentation: 16 juin 1987

Adoption du principe: 15 décembre 1987

Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation: 23 février 1988

Adoption: 31 mars 1988

Sanction: 31 mars 1988

Entrée en vigueur: à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

– 11 août 1988: aa. 1 à 14
Décret 1126-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 4346

Loi modifiée: Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers (L.R.Q., chapitre A-29.1)

Projet de loi 53 (chapitre 58)

Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec concernant la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport

Objet: Cette loi exclut, à compter du 1^{er} janvier 1989, la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport du territoire de la Communauté urbaine de Québec, dont elle fait partie actuellement aux seules fins de l'assainissement des eaux usées.

En contrepartie, elle prévoit que la Communauté et la municipalité doivent conclure un contrat sur ce sujet. Si elles ne l'ont pas fait avant le 1^{er} juillet 1989, la Commission municipale du Québec pourra, sur demande, déterminer les droits et les obligations des deux parties.

Ministre responsable:	le ministre des Affaires municipales
Parrain:	M. Pierre Paradis
Présentation:	2 novembre 1988
Adoption du principe:	15 novembre 1988
Commission de l'aménagement et des équipements:	17 novembre 1988
Adoption:	22 décembre 1988
Sanction:	23 décembre 1988
Entrée en vigueur:	1 ^{er} janvier 1989

Loi modifiée: Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)

Projet de loi 55 (chapitre 43)

Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources

Objet : Cette loi modifie la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources pour prévoir la constitution du Fonds d'information géographique et foncière dont l'objet est le financement de biens et de services concernant notamment la cartographie, la géodésie, la télédétection, l'arpentage et le cadastre.

Cette loi prévoit également les modes de gestion, de financement et d'opération de ce fonds.

Ministre responsable :	le ministre de l'Énergie et des Ressources
Parrain :	M. John Ciaccia
Présentation :	27 octobre 1988
Adoption du principe :	8 novembre 1988
Commission plénière :	8 novembre 1988
Adoption :	16 novembre 1988
Sanction :	13 décembre 1988
Entrée en vigueur :	13 décembre 1988

Loi modifiée : Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources (L.R.Q., chapitre M-15.1)

Projet de loi 58 (chapitre 59)

Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation

Objet: Cette loi modifie la Loi sur le ministère de l'Éducation et prévoit l'institution du Fonds de la formation à distance. Elle confère au ministre de l'Éducation le pouvoir de fournir, moyennant considération:

1° dans les domaines de sa compétence, à toute personne ou organisme des services reliés à la formation à distance;

2° à la demande d'un autre ministre et dans les domaines de compétence de ce dernier, à toute personne ou organisme les mêmes services.

Ce fonds permet d'assumer les coûts des services reliés à la formation à distance fournis par le ministre de l'Éducation.

Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce fonds sont également prévus dans cette loi.

Ministre responsable: le ministre de l'Éducation

Parrain: M. Claude Ryan

Présentation: 1^{er} novembre 1988

Adoption du principe: 12 décembre 1988

Commission de l'éducation: 21 décembre 1988

Adoption: 22 décembre 1988

Sanction: 23 décembre 1988

Entrée en vigueur: 23 décembre 1988

Loi modifiée: Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15)

Projet de loi 59 (chapitre 60)

Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, afin de mettre en application la Convention complémentaire N° 8 à la Convention de la Baie James et du Nord québécois, intervenue le 27 septembre 1988.

Cette loi prévoit notamment:

- 1° la création de comités locaux qui identifieront les personnes qui pratiquent, comme mode de vie, des activités reliées à la chasse et au piégeage;
- 2° l'octroi de prestations de maternité pour les femmes inscrites au programme de sécurité du revenu cri mais incapables de participer aux activités reliées à la chasse et au piégeage en raison de leur grossesse ou des soins à donner à leur enfant;
- 3° l'appel d'une décision d'un comité local auprès de l'assemblée générale des bénéficiaires, puis par la suite à l'Office de la sécurité du revenu et à la Commission des affaires sociales;
- 4° le versement de prestations séparées aux conjoints d'une même unité de bénéficiaires à la demande des bénéficiaires ou à la suite d'une décision de l'Office.

Enfin, la loi apporte différents ajustements d'ordre administratif.

Ministre responsable:	le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu
Parrain:	M. André Bourbeau
Présentation:	9 novembre 1988
Adoption du principe:	17 novembre 1988
Commission des affaires sociales:	14 décembre 1988
Adoption:	22 décembre 1988
Sanction:	23 décembre 1988
Entrée en vigueur:	23 décembre 1988
Loi modifiée:	Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2)

Projet de loi 64 (chapitre 4)

Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal

Objet: Cette loi modifie diverses lois fiscales de même qu'un certain nombre de dispositions législatives afin de donner suite en partie à l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985 et aux Déclarations ministérielles du ministre des Finances du 11 novembre 1986, du 11 décembre 1986 et du 18 juin 1987, ainsi qu'en partie aux Discours sur le budget du 1^{er} mai 1986 et du 30 avril 1987 prononcés par ce dernier.

Cette loi modifie en premier lieu la Loi sur la Commission des affaires sociales afin de supprimer l'obligation faite à cette Commission de transmettre au ministre du Revenu certains documents et afin de maintenir l'obligation faite à cette dernière d'aviser le ministre du Revenu des renvois à la Commission d'appel des pensions de certaines questions.

Elle modifie en second lieu la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains afin de prévoir des exonérations de droits lors de certains transferts entre corporations d'un même groupe.

Elle modifie en troisième lieu la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail afin:

- 1° de préciser que l'exemption du cidre ne vise que les cidres apéritifs, forts et légers;
- 2° d'abolir la taxe additionnelle de 2 \$ payable lors de l'achat d'une vidéocassette vierge;
- 3° d'accorder aux acériculteurs une exemption lors de l'achat de certains biens nécessaires à l'exploitation d'une érablière;
- 4° de prévoir une exemption lorsqu'une personne achète un livre parlant ou son support en raison d'un handicap visuel;
- 5° d'étendre l'exemption relative aux matières de conditionnement à celles utilisées afin de pourvoir de qualités spécifiques du matériel de production;
- 6° d'introduire une exemption lors de l'achat d'ensembles de retenue pour maintenir en place les enfants dans un véhicule automobile;
- 7° d'accorder une compensation lorsqu'une personne reçoit un remboursement de taxe de vente fédérale alors que la taxe de vente du Québec a été acquittée par une autre personne;
- 8° de diminuer à 5% la taxe de vente sur les primes d'assurance-automobile;
- 9° d'introduire un certain nombre de modifications d'ordre technique.

Elle modifie en quatrième lieu la Loi sur les impôts afin d'y apporter des mesures relativement à l'accélération des remises des retenues à la source, d'y apporter en partie des mesures semblables à celles qui ont été apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu par le projet de loi fédéral C-23 sanctionné le 19 décembre 1986 et d'y introduire la plupart des mesures fiscales québécoises découlant des Déclarations ministérielles du ministre des Finances du 11 novembre 1986, du 11 décembre 1986 et du 18 juin 1987 ainsi que celles découlant du Discours sur le budget du 30 avril 1987. Ces mesures concernent notamment:

- 1° l'élargissement de la catégorie des grandes corporations admissibles au régime d'épargne-actions;
- 2° le resserrement des règles relatives aux actions subalternes;
- 3° la réduction du plafond des contributions admissibles au régime d'épargne-actions et au régime d'investissement coopératif;
- 4° le resserrement des règles relatives au calcul de l'actif d'une corporation;
- 5° l'élargissement des règles de financement relatives aux régimes d'actionnariat;

- 6° l'admissibilité au régime d'épargne-actions des corporations à capital de risque à vocation régionale;
- 7° les fonds d'investissement REA;
- 8° l'abolition de la déduction additionnelle à l'égard de films certifiés québécois;
- 9° le congé fiscal aux chercheurs étrangers;
- 10° les déductions additionnelles et crédits d'impôt en matière de recherche scientifique et de développement expérimental;
- 11° les ajustements relatifs à la déduction pour frais de garde d'enfants;
- 12° la réduction d'impôt pour les familles à faible revenu;
- 13° la réduction du taux d'intérêt applicable aux avantages imposables;
- 14° les changements des règles concernant les sociétés en commandite;
- 15° l'introduction d'un impôt minimum de remplacement;
- 16° les remises accélérées de retenues à la source;
- 17° le calcul des intérêts sur le solde d'impôt impayé d'un contribuable qui utilise une déclaration de revenus sans calcul;
- 18° la compensation des intérêts sur acomptes provisionnels;
- 19° les pénalités à l'égard du régime d'épargne-actions, du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) et des dépenses effectuées pour fins de recherches scientifiques et de développement expérimental qui ne sont pas admissibles en déduction.

Elle modifie en cinquième lieu la Loi sur les licences afin d'y introduire la réforme de la taxation du pari mutuel et de simplifier la structure de taxation des boissons alcooliques.

Elle modifie en sixième lieu la Loi sur le ministère du Revenu afin d'y introduire des mesures découlant du Discours sur le budget du 30 avril 1987, notamment celles relatives aux frais pour chèques sans provision et pour radiation d'hypothèques et celles relatives à l'usage de renseignements confidentiels qui constitue une infraction.

Elle modifie en septième lieu la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec afin d'accélérer la remise des contributions des employeurs.

Elle modifie en huitième lieu la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers afin d'uniformiser les dispositions de cette loi avec celles de la Loi sur les impôts concernant le crédit d'impôt pour taxes à la consommation et la réduction d'impôt pour les familles à faible revenu.

Elle modifie en neuvième lieu la Loi sur le supplément au revenu de travail pour la modifier de façon transitoire à l'égard des couples sans enfants et des célibataires et pour l'abroger à l'égard des familles.

Elle modifie en dixième lieu la Loi concernant la taxe sur les carburants afin, d'une part, de prévoir une exemption ou un remboursement, selon le cas, de la taxe sur les carburants utilisés par un acériculteur et, d'autre part, d'uniformiser le taux de la taxe sur les différentes catégories d'essence.

Enfin, elle modifie la Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie afin d'y préciser que le prix d'un ou de plusieurs repas ne peut être scindé dans le seul but d'éluder le paiement de la taxe.

Ministre responsable:

le ministre du Revenu

Parrain:

M. Yves Séguin

Présentation:	10 décembre 1987
Adoption du principe:	16 décembre 1987
Commission du budget et de l'administration:	27, 28 janvier 1988; 2 février 1988
Adoption:	29 mars 1988
Sanction:	31 mars 1988
Entrée en vigueur:	31 mars 1988
Lois modifiées:	Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34) Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17) Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1) Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3) Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5) Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1) Loi sur le supplément au revenu de travail (L.R.Q., chapitre S-37.1) Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1) Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie (L.R.Q., chapitre T-3)

Projet de loi 65 (chapitre 61)

Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail

Objet : Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la santé et la sécurité du travail afin de permettre l'application, au Québec, d'un programme national d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail.

La loi crée de nouvelles obligations aux employeurs à l'égard de certains produits qui peuvent constituer un risque pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Afin d'assurer une utilisation sécuritaire de ces produits, la loi oblige l'employeur à fournir à ses travailleurs certaines informations les concernant, au moyen d'étiquettes, de fiches et d'un programme de formation et d'information.

L'employeur peut cependant, à certaines conditions, être exempté de l'obligation de divulguer sur une étiquette ou une fiche des informations de nature confidentielle en soumettant une demande d'exemption à un organisme désigné par le gouvernement. La décision rendue par celui-ci peut faire l'objet d'un appel.

Enfin, la loi confère à la Commission de la santé et de la sécurité du travail et au gouvernement les pouvoirs réglementaires nécessaires à sa mise en application.

Ministre responsable :	le ministre du Travail
Parrain :	M. Yves Séguin
Présentation :	3 novembre 1988
Adoption du principe :	10 novembre 1988
Commission de l'économie et du travail :	16, 17 novembre 1988
Adoption :	22 décembre 1988
Sanction :	23 décembre 1988
Entrée en vigueur :	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Loi modifiée : Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)

Projet de loi 66 (chapitre 52)

Loi abrogeant la Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel

Objet: Cette loi a pour objet d'abroger la Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel.

Ministre responsable: le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie

Parrain: M. Pierre MacDonald

Présentation: 3 novembre 1988

Adoption du principe: 15 novembre 1988

Commission plénière: 15 novembre 1988

Adoption: 22 décembre 1988

Sanction: 22 décembre 1988

Entrée en vigueur: à la date fixée par le gouvernement

Loi abrogée: Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (L.R.Q., chapitre S-16)

Projet de loi 67 (chapitre 62)

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires

Objet: Cette loi modifie la Partie IV de la Loi sur les tribunaux judiciaires portant sur les commissaires pour la prestation du serment.

En premier lieu, elle propose l'abolition du registre des commissaires pour la prestation du serment que doit tenir le protonotaire de la Cour supérieure de chaque district judiciaire.

Par ailleurs, la loi précise la compétence territoriale de la personne qui, de par ses fonctions ou sa charge publique, est d'office commissaire pour la prestation du serment en limitant cette compétence au même territoire que celui sur lequel elle peut exercer ses fonctions ou sa charge publique.

La loi énonce une seconde règle relative à la compétence du commissaire en lui interdisant de recevoir la prestation du serment de ses père et mère, de ses frères et soeurs, de son conjoint et de ses enfants.

Enfin, la loi fixe un nouveau montant maximum pour les honoraires qu'un commissaire pour la prestation du serment peut percevoir.

Ministre responsable:	le ministre de la Justice
Parrain:	M. Gil Rémillard
Présentation:	8 novembre 1988
Adoption du principe:	16 novembre 1988
Commission plénière:	16 novembre 1988
Adoption:	22 décembre 1988
Sanction:	23 décembre 1988
Entrée en vigueur:	1 ^{er} janvier 1989

Loi modifiée: Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

Projet de loi 68 (chapitre 44)

Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus

Objet: Cette loi prévoit que la Commission québécoise des libérations conditionnelles se composera de sept membres à temps plein.

Elle prévoit également que le président de la Commission pourra désigner un membre à temps partiel pour remplacer un membre à temps plein, absent ou incapable d'agir temporairement.

Ministre responsable: le ministre de la Sécurité publique

Parrain: M. Herbert Marx

Présentation: 8 novembre 1988

Adoption du principe: 15 novembre 1988

Commission des institutions: 22 novembre 1988

Adoption: 9 décembre 1988

Sanction: 13 décembre 1988

Entrée en vigueur: 13 décembre 1988

Loi modifiée: Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., chapitre L-1.1)

Projet de loi 69 (chapitre 63)

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications

Objet: Cette loi a pour objet principal de remplacer les fonctions et pouvoirs du ministre des Communications ainsi que certaines dispositions relatives à l'organisation du ministère.

Elle prévoit que le ministre est responsable des communications au Québec et qu'il suscite en cette matière des retombées positives aux plans culturel, social et économique.

Aussi, elle a le pouvoir d'élaborer et de proposer au gouvernement des politiques en matière de communications.

Elle attribue au ministre des Communications certaines fonctions, notamment celles de favoriser la diffusion des renseignements sur les services offerts par le gouvernement, les ministères et les organismes publics ainsi que la diffusion de l'information et des documents d'intérêt public produits et détenus par les ministères et les organismes publics, d'offrir aux ministères et aux organismes publics des services de communications et de participer au développement de cette industrie.

La loi prévoit également les pouvoirs du ministre des Communications à l'égard des droits d'auteur détenus par le gouvernement, les ministères et les organismes publics désignés par le gouvernement, des emblèmes du Québec ainsi que des normes de signature gouvernementale et d'identification visuelle applicables aux ministères et aux organismes publics désignés par le gouvernement.

Enfin, la loi confère au ministre des Communications la responsabilité de vendre les publications de l'éditeur officiel du Québec et d'exercer certaines fonctions sous le nom « Les Publications du Québec ».

Ministre responsable:	le ministre des Communications
Parrain:	M. Robert Dutil
Présentation:	15 novembre 1988
Adoption du principe:	2 décembre 1988
Commission de la culture:	7 décembre 1988
Adoption:	22 décembre 1988
Sanction:	23 décembre 1988
Entrée en vigueur:	23 décembre 1988

Loi modifiée: Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24)

Projet de loi 70 (chapitre 64)

Loi sur les caisses d'épargne et de crédit

Objet: Cette loi propose une réforme des mesures législatives applicables aux caisses d'épargne et de crédit, aux fédérations de telles caisses ainsi qu'aux confédérations de ces fédérations. Cette loi détermine les objets propres de ces institutions financières et établit les règles relatives à leur constitution, leur organisation et leur fonctionnement.

La loi précise notamment l'étendue des activités qu'une caisse et une fédération peuvent exercer; à cet égard, elle prévoit notamment la possibilité pour le gouvernement de permettre à une caisse ou à un groupe de caisses l'exercice de toute activité dans l'intérêt du public et des membres de la caisse.

La loi introduit également l'obligation pour les fédérations et les caisses qui leur sont affiliées de maintenir collectivement une base d'endettement au niveau déterminé par la loi et, dans certains cas, par l'inspecteur général des institutions financières.

La loi modifie aussi la règle de répartition des trop-perçus en ajoutant notamment la possibilité pour une caisse d'affecter une partie de ses trop-perçus au paiement d'un intérêt sur les parts permanentes ou à la constitution d'une réserve de stabilisation. Elle permet également à une caisse de tenir compte de la nature des opérations des déposants et des emprunteurs dans le versement des ristournes.

Elle prévoit de plus diverses modifications au régime d'inspection et de vérification. Elle précise le rôle de l'inspecteur général des institutions financières quant à la surveillance des caisses, des fédérations, des confédérations et des personnes morales qu'elles contrôlent et élargit ses pouvoirs quant aux enquêtes, inspections et autres interventions.

La loi prévoit également des règles relatives au contrôle exercé par le gouvernement relativement à la gestion, aux opérations et à la solvabilité de ces institutions financières, des règles relatives aux conflits d'intérêts et aux transactions entre personnes intéressées ainsi qu'au paiement par les fédérations et, le cas échéant, par les caisses non affiliées à une fédération, des frais engagés pour l'administration de la loi.

Enfin, cette loi comporte des dispositions transitoires à l'égard des caisses et fédérations déjà constituées et prévoit en outre des modifications de concordance, notamment à la Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.

Ministre responsable:	le ministre des Finances
Parrain:	M. Pierre Fortier
Présentation:	15 novembre 1988
Adoption du principe:	22 novembre 1988
Commission du budget et de l'administration:	23, 24, 30 novembre 1988; 2, 5, 6, 7, 16, 19, 20, 21, 22 décembre 1988
Adoption:	23 décembre 1988

Sanction:

23 décembre 1988

Entrée en vigueur:

à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, sauf l'article 345, le deuxième alinéa de l'article 448 et l'article 573 qui entreront en vigueur le 23 décembre 1990

Lois modifiées: Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26)
 Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)
 Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., chapitre C-48)
 Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., chapitre C-69.1)
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)
 Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)
 Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)
 Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec (1971, chapitre 80)

Loi remplacée: Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)

Loi abrogée: Loi sur les caisses d'établissement (L.R.Q., chapitre C-5)

Projet de loi 71 (chapitre 53)

Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux

Objet: Cette loi vise à simplifier la procédure de location de forces hydrauliques du domaine public.

La loi maintient l'interdiction de céder les forces hydrauliques du domaine public, sous réserve de celles pouvant être mises à la disposition d'Hydro-Québec. Elle prévoit, par ailleurs, les circonstances où la location de forces hydrauliques devra s'effectuer soit par loi, soit par décret du gouvernement.

Enfin, la loi apporte les modifications de concordance nécessaires à la Loi sur les mines.

Ministre responsable: le ministre de l'Énergie et des Ressources

Parrain: M. John Ciaccia

Présentation: 15 novembre 1988

Adoption du principe: 5 décembre 1988

Commission de l'économie et du travail: 7, 8 décembre 1988

Adoption: 22 décembre 1988

Sanction: 22 décembre 1988

Entrée en vigueur: 22 décembre 1988

Lois modifiées: Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., chapitre R-13)
Loi sur les mines (1987, chapitre 64)

Projet de loi 72 (chapitre 65)

Loi modifiant la Loi sur les jurés

Objet : Cette loi modifie la Loi sur les jurés sous divers aspects.

En premier lieu, elle modifie la procédure de confection des tableaux des jurés en permettant au shérif de ne procéder qu'à un seul tirage au sort des jurés par année et non plus à chacun des termes des assises tenus au cours de l'année.

Par ailleurs, la loi prévoit que les jurés seront assignés par le shérif au moins trente jours avant la date où leur présence sera requise en cour ou dans tout autre délai ordonné par le juge plutôt que dans les trente jours précédant la date d'ouverture de la session.

Enfin, la loi permet à une personne assignée comme juré pour une session des assises d'être renvoyée à une session ultérieure lorsque sa situation l'empêche d'agir pendant la session où elle est assignée.

Ministre responsable :	le ministre de la Justice
Parrain :	M. Gil Rémillard
Présentation :	10 novembre 1988
Adoption du principe :	17 novembre 1988
Commission des institutions :	17 novembre 1988
Adoption :	22 décembre 1988
Sanction :	23 décembre 1988
Entrée en vigueur :	à la date fixée par le gouvernement
Loi modifiée :	Loi sur les jurés (L.R.Q., chapitre J-2)

Projet de loi 74 (chapitre 66)

Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail

Objet: Cette loi a pour objet de déclarer valides des programmes de stabilisation sociale, de stabilisation économique et d'indemnités de réadaptation établis par la Commission de la santé et de la sécurité du travail en application de la Loi sur les accidents du travail. De plus, elle prévoit que la Commission peut, par règlement, modifier ces programmes.

Elle a également pour objet de modifier, avec effet rétroactif, la Loi sur les accidents du travail afin de prévoir les modalités de remboursement, par les employeurs visés à l'annexe B de la loi, des dépenses et déboursés effectués par la Commission en matière de réadaptation et de supprimer le pouvoir réglementaire qui est prévu à cette fin.

Enfin, cette loi prévoit le processus de révision et d'appel des décisions prises par la Commission pour l'application de ces programmes ainsi que les modalités de remboursement des sommes que les employeurs ayant contesté les programmes ont dû payer en application de ceux-ci.

Ministre responsable: le ministre du Travail

Parrain: M. Yves Séguin

Présentation: 15 novembre 1988

Adoption du principe: 23 novembre 1988

Commission de l'économie et du travail: 6 décembre 1988

Adoption: 22 décembre 1988

Sanction: 23 décembre 1988

Entrée en vigueur: 23 décembre 1988

Lois modifiées: Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)
Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3)

Projet de loi 75 (chapitre 45)

Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur

Objet: Cette loi modifie la Loi sur la protection du consommateur relativement à la protection des sommes versées par des consommateurs à des commerçants qui offrent des contrats de garantie supplémentaire.

Cette loi prévoit notamment que ces commerçants doivent maintenir dans un compte en fidéicommis des réserves suffisantes pour garantir les obligations découlant des contrats de garantie supplémentaire.

Cette loi prévoit également des dispositions relatives à la constitution et à l'administration du compte en fidéicommis et aux droits des détenteurs de contrats de garantie supplémentaire à l'égard de ce fonds.

Enfin, cette loi prévoit la nomination d'un deuxième vice-président à l'Office de la protection du consommateur.

Ministre responsable:	le ministre responsable de la Protection du consommateur
Parrain:	M. Herbert Marx
Présentation:	15 novembre 1988
Adoption du principe:	24 novembre 1988
Commission des institutions:	30 novembre 1988
Adoption:	8 décembre 1988
Sanction:	13 décembre 1988
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
Lois modifiées:	Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1) Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (1987, chapitre 65)

Projet de loi 76 (chapitre 67)

Loi modifiant la Loi sur les transports

Objet: Cette loi propose diverses mesures législatives concernant l'organisation et le fonctionnement du courtage dans le secteur du camionnage en vrac.

Cette loi accorde aux coopératives de camionneurs et à leurs associations sans but lucratif l'exclusivité des permis de courtage pour le transport d'une matière en vrac. Par ailleurs, elle rend applicables, à toute personne qui agit pour le compte d'un titulaire de permis pour le transport d'une matière en vrac les règles auxquelles sont assujetties les courtiers en cette matière. Elle prévoit également l'obligation pour les camionneurs de solliciter d'abord les services des courtiers lorsqu'il leur est impossible d'assurer le transport requis.

Cette loi précise, de plus, le pouvoir du gouvernement d'édicter un règlement concernant l'organisation et le fonctionnement des corporations de courtage et les normes de représentativité qui seront appliquées lors de la délivrance des permis.

Enfin, cette loi permet aux titulaires de permis de courtage d'effectuer la perception de comptes au nom des camionneurs qu'ils représentent et elle leur permet d'agir devant la Commission relativement à toute affaire concernant le camionnage en vrac.

Ministre responsable:	le ministre des Transports
Parrain:	M. Marc-Yvan Côté
Présentation:	15 novembre 1988
Adoption du principe:	29 novembre 1988
Commission de l'aménagement et des équipements:	9, 12 décembre 1988
Adoption:	22 décembre 1988
Sanction:	23 décembre 1988
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Loi modifiée: Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)

Projet de loi 77 (chapitre 68)

Loi modifiant le Code de la sécurité routière

Objet: Cette loi a d'abord pour objet d'introduire au Code de la sécurité routière de nouvelles mesures pour la mise en oeuvre de normes canadiennes de sécurité concernant les transporteurs routiers. Ainsi, la Régie pourra autoriser la prolongation des heures de conduite ou des heures de travail des conducteurs, dans les cas et aux conditions prévus par règlement. Par ailleurs, ni le conducteur ni le transporteur ne pourra aller à l'encontre du nombre d'heures autorisé ou des normes, conditions et modalités reliées à cette autorisation. Quant à l'agent de la paix, il pourra, pour la période correspondant au nombre d'heures de repos prescrit par règlement, retirer le permis de conduire à un conducteur qui a dépassé le nombre d'heures de conduite ou d'heures de travail prévu par règlement ou autorisé par la Régie et prendre possession de son véhicule.

De plus, le code est modifié pour que nul ne puisse dorénavant introduire de quelque façon un détecteur de radar de vitesse dans un véhicule routier. Cette loi interdit également de vendre, de louer ou de mettre à la disposition de quiconque contre valeur, ou de quelque façon offrir de vendre, de louer ou de mettre à la disposition de quiconque contre valeur, un détecteur de radar de vitesse.

La loi prévoit la possibilité pour la Régie de l'assurance automobile du Québec de nommer des personnes qui seront autorisées à effectuer le renouvellement des permis de conduire.

La loi contient des modifications au code touchant les permis de conduire. À l'avenir, il n'existera plus de limites d'âge pour obtenir ou conserver la classe de permis autorisant la conduite d'un véhicule de commerce effectuant un transport de biens pour lequel un permis de la Commission des transports du Québec est requis, d'un véhicule d'urgence, d'un taxi, d'un autobus ou d'un minibus. De plus, une disposition vient clarifier la continuité entre l'ancien et le nouveau code relativement aux sanctions rattachées à la conduite pendant suspension ou révocation de l'immatriculation ou du permis de conduire.

La loi modifie également le code afin de prolonger le moratoire sur les permis d'écoles de conduite pour une période d'au plus deux ans.

Enfin, la loi introduit au Code de la sécurité routière une disposition déterminant l'amende applicable dans les cas d'infractions au Règlement sur la motoneige.

Ministre responsable :	le ministre des Transports
Parrain :	M. Marc-Yvan Côté
Présentation :	15 novembre 1988
Adoption du principe :	6 décembre 1988
Commission de l'aménagement et des équipements :	22 décembre 1988
Adoption :	23 décembre 1988
Sanction :	23 décembre 1988

Entrée en vigueur: 23 décembre 1988

Loi modifiée: Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)

Projet de loi 78 (chapitre 69)

Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs

Objet : Cette loi a d'abord pour objet de reconnaître le statut d'artiste professionnel aux artistes qui pratiquent un métier de créateur dans les domaines des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature.

La loi établit, de plus, un cadre juridique pour la reconnaissance, dans chacun de ces domaines, de l'association d'artistes ou du regroupement d'associations d'artistes le plus représentatif. La Commission de reconnaissance des associations d'artistes instituée par la Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma (1987, chapitre 72) aura la responsabilité d'accorder cette reconnaissance. Les pouvoirs qu'exerce la Commission en vertu de cette loi sont, du reste, étendus à l'application des règles que propose la loi à ce sujet.

La loi porte également sur les contrats que les diffuseurs concluent avec les artistes relativement à leurs oeuvres et, dans le cas de la publication de livres, sur les contrats qu'ils concluent avec toutes personnes relativement à leurs livres. À cet égard, la loi prescrit certaines obligations aux diffuseurs et reconnaît des droits aux artistes. Ainsi, de tels contrats devront dorénavant être constatés par un écrit et énoncer clairement l'entente entre les parties sur certains sujets qui devront y être obligatoirement prévus. De plus, toute entente réservant à un diffuseur l'exclusivité d'une oeuvre future de l'artiste ou lui reconnaissant le droit de décider de sa diffusion doit en outre porter sur une oeuvre définie, être résiliable à la demande de l'artiste, dans certains cas, et prévoir que l'exclusivité cesse de s'appliquer à l'égard d'une oeuvre réservée si le diffuseur n'en fait pas la diffusion. Il est aussi prévu que tout différend sur l'interprétation du contrat pourra être soumis à l'arbitrage à la demande de l'artiste ou du diffuseur, à moins de renonciation expresse. De plus, le contrat sera résilié si le diffuseur commet un acte de faillite, est l'objet d'une ordonnance de séquestre ou si ses biens font l'objet d'une prise de possession.

Le diffuseur devra, par ailleurs, tenir dans ses livres un compte distinct pour chaque contrat conclu avec un artiste. Selon la périodicité convenue avec ce dernier, il devra lui rendre compte par écrit des opérations et perceptions relatives aux oeuvres à l'égard desquelles une contrepartie monétaire demeure due après la signature du contrat. L'artiste pourra, après en avoir avisé par écrit le diffuseur, faire examiner par un expert de son choix toute donnée comptable le concernant dans les livres du diffuseur.

Il est également prescrit que le diffuseur devra tenir à sa principale place d'affaires un registre et y inscrire les oeuvres des domaines des arts visuels et des métiers d'art, dont il n'est pas propriétaire, de façon à permettre d'identifier l'artiste propriétaire de chacune de ces oeuvres. Lorsqu'elles seront conservées dans des lieux loués par un diffuseur, celles-ci seront considérées s'y trouver provisoirement dans tous les cas où le diffuseur n'en est pas propriétaire.

La loi prévoit enfin qu'une association ou un regroupement reconnu pourra négocier et agréer avec un diffuseur ou une association de diffuseurs, pour une période d'au plus trois ans, une entente sur les conditions minimales de diffusion des oeuvres des artistes qu'elle représente.

Ministre responsable : le ministre des Affaires culturelles

Parrain : Madame Lise Bacon

Présentation :	10 novembre 1988
Adoption du principe :	22 novembre 1988
Commission de la culture :	14 décembre 1988
Adoption :	22 décembre 1988
Sanction :	23 décembre 1988
Entrée en vigueur :	le 1 ^{er} avril 1989, à l'exception des articles 8, 10, 29, 43 à 45, 48 et 54 qui entreront en vigueur aux dates ultérieures fixées par le gouvernement
Lois modifiées :	Loi sur le ministère des Affaires culturelles (L.R.Q., chapitre M-20) Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma (1987, chapitre 72)

Projet de loi 79 (chapitre 70)

Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique

Objet : Cette loi a pour objet d'établir à 800 millions de dollars le capital-actions autorisé de Sidbec et de convertir les actions à dividende différé de Sidbec en autant d'actions ordinaires de dix dollars chacune.

Cette loi prévoit que les actions de Sidbec sont attribuées au ministre des Finances. Toutefois, le gouvernement désigne une personne pour représenter le ministre des Finances, en sa qualité d'actionnaire, aux assemblées de la compagnie.

Cette loi prévoit également que les sommes avancées à Sidbec par le ministre des Finances servent à payer des actions ordinaires de Sidbec. En outre, Sidbec est autorisé à acquérir des actions du capital-actions de Sidbec-Dosco Inc. pour un montant correspondant au montant des avances et des intérêts capitalisés faites par le ministre des Finances à Sidbec.

La loi prévoit enfin que le ministre des Finances peut souscrire des actions du capital-actions de Sidbec.

Ministre responsable :	le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
Parrain :	M. Pierre MacDonald
Présentation :	15 novembre 1988
Adoption du principe :	8 décembre 1988
Commission de l'économie et du travail :	13 décembre 1988
Adoption :	22 décembre 1988
Sanction :	23 décembre 1988
Entrée en vigueur :	31 décembre 1988
Loi modifiée :	Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., chapitre E-14)

Projet de loi 80 (chapitre 71)**Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux**

Objet: Cette loi vise à modifier la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux afin de permettre au ministre de ce ministère de conclure des ententes avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation, pour permettre, sur une base de réciprocité, à une personne qui, ne résidant pas au Québec, y séjourne temporairement, de bénéficier de services de santé et de services sociaux visés dans les lois qu'il applique et à une personne qui, résidant au Québec, séjourne temporairement à l'étranger, de bénéficier de services de santé et de services sociaux déterminés dans ces ententes. Celles-ci prévoient, en outre, les conditions de leur administration ainsi que les conditions de remboursement du coût de ces services.

Ministre responsable: le ministre de la Santé et des Services sociaux

Parrain: Madame Thérèse Lavoie-Roux

Présentation: 15 novembre 1988

Adoption du principe: 5 décembre 1988

Commission des affaires sociales: 9, 19 décembre 1988

Adoption: 22 décembre 1988

Sanction: 23 décembre 1988

Entrée en vigueur: 23 décembre 1988

Loi modifiée: Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (L.R.Q., chapitre M-19.2)

Projet de loi 81 (chapitre 46)

Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de sécurité publique

Objet : Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur l'exécutif, la Loi sur le ministère du Solliciteur général et la Loi sur les ministères, de façon à remplacer le nom du ministère du Solliciteur général et de son ministre le Solliciteur général, par ceux de ministère et ministre de la Sécurité publique.

Cette loi modifie de plus la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre de manière à ce que le Bureau de la protection civile du Québec soit désormais intégré au ministère de la Sécurité publique, que les fonctions et pouvoirs conférés au Bureau en vertu de cette loi soient confiés au ministre de la Sécurité publique et que ce dernier soit chargé de l'application de cette loi.

Cette loi confie en outre au ministre de la Sécurité publique la responsabilité de l'application de la Loi sur la prévention des incendies.

Cette loi prévoit enfin des modifications de concordance dans certaines autres lois.

Ministre responsable :	le ministre de la Sécurité publique
Parrain :	M. Herbert Marx
Présentation :	15 novembre 1988
Adoption du principe :	24 novembre 1988
Commission des institutions :	30 novembre 1988
Adoption :	9 décembre 1988
Sanction :	13 décembre 1988
Entrée en vigueur :	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Lois modifiées : Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)
 Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité (L.R.Q., chapitre A-8)
 Loi sur les bombes lacrymogènes (L.R.Q., chapitre B-6)
 Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14)
 Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2)
 Loi sur les coffrets de sûreté (L.R.Q., chapitre C-28)
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
 Loi concernant les enquêtes sur les incendies (L.R.Q., chapitre E-8)
 Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)
 Loi sur les explosifs (L.R.Q., chapitre E-22)
 Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)
 Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., chapitre L-1.1)
 Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., chapitre M-19)

Loi sur le ministère des Affaires municipales (L.R.Q., chapitre M-22.1)
Loi sur le ministère du Solliciteur général (L.R.Q., chapitre M-31.01)
Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)
Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1)
Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13)
Loi sur la prévention des incendies (L.R.Q., chapitre P-23)
Loi sur la probation et les établissements de détention (L.R.Q., chapitre P-26)
Loi sur la propriété des bicyclettes (L.R.Q., chapitre P-31)
Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre (L.R.Q., chapitre P-38.1)
Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., chapitre R-0.2)
Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec (L.R.Q., chapitre R-14)
Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13)
Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)
Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)

Projet de loi 83 (chapitre 72)

Loi constituant la municipalité de Cantley

Objet : Cette loi a pour but de constituer, le 1^{er} janvier 1989, la nouvelle municipalité de Cantley, à même une partie du territoire actuel de la ville de Gatineau.

La loi détermine les règles relatives à la constitution de la municipalité. Elle prévoit en outre diverses dispositions qui permettront d'assurer la transition entre les deux régimes municipaux; notamment, la Commission municipale du Québec est chargée d'administrer la nouvelle municipalité jusqu'à ce que soit en place son premier conseil.

Ministre responsable :	le ministre des Affaires municipales
Parrain :	M. Pierre Paradis
Présentation :	15 novembre 1988
Adoption du principe :	1 ^{er} décembre 1988
Commission de l'aménagement et des équipements :	7 décembre 1988
Adoption :	22 décembre 1988
Sanction :	23 décembre 1988
Entrée en vigueur :	le 1 ^{er} janvier 1989, sauf les articles 17 et 24 qui entrent en vigueur le 23 décembre 1988

Loi modifiée : Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)

Projet de loi 84 (chapitre 73)

Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives

Objet : Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1) notamment en ce qui concerne la gestion des forêts du domaine public et l'attribution par le ministre de volume de bois, la mise en valeur des forêts privées, les saisies dans le cadre d'une inspection ou d'une perquisition.

En ce qui a trait à la gestion des forêts du domaine public, cette loi introduit certaines dispositions permettant au ministre d'attribuer sur une même aire forestière à plusieurs bénéficiaires, des volumes de bois de même essence destinés à des utilisations identiques ou de réserver un volume de bois dans le cadre d'un projet industriel. Elle ajoute aussi une catégorie de permis d'intervention permettant, dans certains cas, la récolte de bois non attribué par un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier. Cette loi vise également à rendre accessibles au public avant leur approbation par le ministre, les plans général et quinquennal portant sur les activités d'aménagement forestier réalisées dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier.

Cette loi prévoit en outre que toute personne peut obtenir un permis de culture et d'exploitation d'érablière. Le titulaire d'un tel permis doit soumettre au ministre annuellement un rapport de ces activités. La récolte de bois de chauffage pour l'usage exclusif d'une pourvoirie, d'une zone d'exploitation contrôlée ou d'une réserve faunique est rendue possible. Par ailleurs le titulaire d'un permis d'intervention devra informer le tiers à qui il confie l'exécution des travaux autorisés par son permis, des exigences rattachées à l'exécution de son permis et ce tiers devra respecter ces exigences.

Le Titre II concernant la mise en valeur des forêts privées s'applique désormais tant à l'égard des forêts privées qu'aux forêts situées sur des terres détenues à titre de propriétaire par une corporation foncière autochtone et destinées à des fins de production forestière.

Cette loi prévoit aussi que le ministre peut refuser la délivrance d'un permis d'intervention si le bénéficiaire d'un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier ou le titulaire d'un permis délivré en application des articles 230 à 232 de la Loi sur les forêts n'adhère pas à l'organisme de protection de la forêt visé au Titre III de cette loi ou n'acquiesce pas les cotisations fixées par cet organisme.

En matière de saisie de bois coupé sans permis dans les forêts du domaine public, la loi prévoit que cette saisie s'effectue dans le cadre d'une inspection si ce bois se trouve sur les terres du domaine public. Si la saisie est justifiée en raison d'une contravention à une prescription d'un permis d'intervention ou en dehors des terres du domaine public, un mandat de perquisition sera requis.

Enfin, pour faciliter l'administration de la loi, des dispositions sont prévues pour alléger les contraintes administratives quant au versement de sommes d'argent par le ministre en vertu de la présente loi.

Ministre responsable :	le ministre de l'Énergie et des Ressources
Parrain :	M. Albert Côté
Présentation :	15 novembre 1988
Adoption du principe :	1 ^{er} décembre 1988

**Commission de l'économie
et du travail:**

6, 12, 13, 15 décembre 1988

Adoption:

22 décembre 1988

Sanction:

23 décembre 1988

Entrée en vigueur:

23 décembre 1988

Lois modifiées: Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)
Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1)
Loi sur les terres du domaine public (L.R.Q., chapitre T-8.1)
Loi sur les mines (1987, chapitre 64)

Projet de loi 85 (chapitre 74)

Loi sur certains aspects du statut des juges municipaux

Objet : La loi vise à modifier la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72) ainsi que la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16), afin de prévoir diverses mesures concernant la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail des juges municipaux.

Cette loi prévoit également de nouvelles règles en ce qui a trait à la déontologie ainsi qu'au serment et à l'affirmation solennelle.

Ministre responsable :	le ministre de la Justice
Parrain :	M. Gil Rémillard
Présentation :	15 novembre 1988
Adoption du principe :	13 décembre 1988
Commission des institutions :	14 décembre 1988
Adoption :	22 décembre 1988
Sanction :	23 décembre 1988
Entrée en vigueur :	le 1 ^{er} janvier 1989, sauf l'article 609 de la Loi sur les cités et villes, édicté par l'article 3, qui entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement
Lois modifiées :	Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72) Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

Projet de loi 86 (chapitre 75)

Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives

Objet : Cette loi propose une réforme de l'organisation policière en ce qui a trait aux mécanismes de support, d'encadrement de l'exercice de la fonction policière et de surveillance.

À cette fin, elle propose que l'Institut de police du Québec devienne une corporation ayant pour objet de contribuer, par l'enseignement, la recherche et la consultation, à l'amélioration des services policiers au Québec.

Elle propose également de confier au ministre de la Sécurité publique certaines fonctions d'inspection et d'enquête confiées actuellement à la Commission de police.

De plus, la loi prévoit un code de déontologie uniforme pour tous les policiers du Québec, un commissaire à la déontologie policière pour recevoir et examiner les plaintes, des comités de déontologie et un Tribunal de la déontologie policière comme instance d'appel. Les décisions des comités et du Tribunal sont exécutoires.

Enfin, cette loi prévoit des modifications de concordance à d'autres lois, principalement à la Loi de police.

Ministre responsable : le ministre de la Sécurité publique

Parrain : M. Gil Rémillard

Présentation : 15 novembre 1988

Adoption du principe : 5 décembre 1988

Commission des institutions : 6, 9, 12, 13, 14 décembre 1988

Adoption : 22 décembre 1988

Sanction : 23 décembre 1988

Entrée en vigueur : à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Lois modifiées : Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité (L.R.Q., chapitre A-8)
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)
 Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13)
 Loi sur le protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32)
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)

Projet de loi 89 (chapitre 48)**Loi modifiant la Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec**

Objet: Cette loi a pour objet de modifier les règles régissant les conflits d'intérêts des membres du conseil d'administration de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

Ministre responsable: le ministre du Tourisme

Parrain: M. Michel Gratton

Présentation: 15 novembre 1988

Adoption du principe: 5 décembre 1988

Commission plénière: 5 décembre 1988

Adoption: 13 décembre 1988

Sanction: 19 décembre 1988

Entrée en vigueur: 19 décembre 1988

Loi modifiée: Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (1988, chapitre 11)

Projet de loi 90 (chapitre 76)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux

Objet: Cette loi apporte plusieurs modifications aux lois qui régissent les aspects financiers de l'administration des municipalités et des organismes intermunicipaux.

L'objectif principal de cette loi est de favoriser de façon permanente la stabilisation du régime fiscal municipal. En ce sens, elle introduit différentes mesures propres à atténuer ou même éliminer le phénomène des hausses brusques et répétées des taxes foncières et celui des déplacements du fardeau fiscal entre catégories de contribuables.

La plus importante de ces mesures est l'instauration du régime des rôles d'évaluation triennaux, assorti d'une possibilité d'étaler les hausses ou les baisses de valeur imposable constatées lors de l'entrée en vigueur de chaque rôle triennal.

Ce régime s'appliquera dès 1989 à la Communauté urbaine de Montréal et au plus tard en 1992 ailleurs au Québec. Toute municipalité qui n'est pas membre de cette Communauté pourra toutefois faire dresser son premier rôle triennal pour un exercice antérieur à celui de 1992.

L'étalement des variations de valeur constatées à la suite de l'entrée en vigueur d'un rôle triennal permettra à la municipalité qui s'en prévaut d'imposer les immeubles de son territoire, pour les deux premiers exercices, sur la base d'une autre valeur que celle qui est inscrite au rôle. Pour le premier exercice, cette autre valeur correspond à celle qui était inscrite au rôle précédent, majorée ou diminuée du tiers de la hausse ou de la baisse de valeur constatée; pour le deuxième exercice, le même calcul est fait, mais cette fois avec la fraction des deux tiers.

Le régime des rôles d'évaluation triennaux aura diverses conséquences sur plusieurs aspects de l'administration municipale. Notamment, à la Communauté urbaine de Montréal, où le partage des dépenses se fait en fonction des valeurs inscrites au rôle, l'étalement de ces valeurs sera appliqué, de telle sorte que les variations annuelles dans les quotes-parts de chaque municipalité seront atténuées et pourront être prévues dans la planification budgétaire.

Par ailleurs, les plaintes à l'égard du rôle triennal déposé ne seront permises, de façon générale, qu'au cours des sept mois qui suivent le dépôt.

Deux autres mesures prévues par cette loi ont pour objectif, comme l'instauration du régime des rôles triennaux, de diminuer les hausses brusques des taxes et les déplacements fiscaux causés par l'utilisation généralisée de la valeur foncière ou locative comme base d'imposition.

D'une part, les municipalités seront désormais autorisées, dans la mesure prévue par un règlement gouvernemental, à utiliser un mode de tarification plutôt qu'une taxe basée sur la valeur immobilière pour financer leurs biens, services et activités et leurs quotes-parts des dépenses des organismes intermunicipaux.

D'autre part, la date à laquelle on considère les conditions du marché pour fixer la valeur réelle d'un immeuble sera devancée de six mois. Ce changement aura pour effet de diminuer la hausse de valeur qui aurait autrement été reflétée dans le premier rôle affecté par le changement.

Outre les mesures de stabilisation du régime fiscal municipal, cette loi apporte diverses modifications de nature à affecter les recettes fiscales des municipalités.

D'abord, à l'égard des immeubles des établissements d'éducation, de santé ou de services sociaux, le gouvernement continuera à payer sa pleine compensation même si l'immeuble est occupé entièrement ou partiellement par quelqu'un d'autre que son propriétaire.

Par ailleurs, sont désormais exempts de taxes foncières les immeubles d'une coopérative ou d'un organisme à but non lucratif titulaire d'un permis de garde en halte-garderie ou d'un permis d'agence de services de garde en milieu familial. Les familles d'accueil, elles, sont dorénavant exemptées du paiement de la taxe d'affaires.

Au niveau intermunicipal, la loi simplifie considérablement les règles relatives aux programmes triennaux d'immobilisations des organismes intermunicipaux; notamment, là où elle existe actuellement, l'obligation d'obtenir l'approbation gouvernementale de ces programmes est supprimée.

Enfin, la loi contient diverses autres modifications aux dispositions financières des lois municipales. Notamment, plusieurs chiffres actuellement figés dans ces dispositions pourront être remplacés par des règlements gouvernementaux ou ministériels permettant un ajustement périodique.

Ministre responsable: le ministre des Affaires municipales

Parrain: M. Pierre Paradis

Présentation: 15 novembre 1988

Adoption du principe: 1^{er} décembre 1988

Commission de l'aménagement et des équipements: 7, 8, 13, 14 décembre 1988

Adoption: 22 décembre 1988

Sanction: 23 décembre 1988

Entrée en vigueur: 23 décembre 1988

Lois modifiées: Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
 Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)
 Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70)
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)
 Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (1984, chapitre 42)
 Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal (1985, chapitre 32)
 Loi sur l'organisation territoriale municipale (1988, chapitre 19)

Projet de loi 91 (chapitre 77)**Loi sur l'acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud**

Objet : Cette loi a pour objet d'autoriser le ministre des Transports à acquérir de nouvelles voitures pour le transport de voyageurs sur la ligne de trains de banlieue reliant Rigaud et Montréal.

Ces voitures sont par la suite cédées à la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal qui acquiert alors les droits et assume les obligations du ministre au titre du contrat qui le lie au manufacturier.

Ministre responsable : le ministre des Transports

Parrain : M. Marc-Yvan Côté

Présentation : 15 novembre 1988

Adoption du principe : 29 novembre 1988

Commission de l'aménagement et des équipements : 9 décembre 1988

Adoption : 22 décembre 1988

Sanction : 23 décembre 1988

Entrée en vigueur : 23 décembre 1988

Loi modifiée : Aucune

Projet de loi 93 (chapitre 78)**Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière**

Objet : Cette loi vise à permettre une réduction du capital-actions de la Société québécoise d'exploration minière et un remboursement correspondant de capital au gouvernement.

Elle autorise de plus le ministre des Finances à payer dorénavant à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, toute somme n'excédant pas la différence entre son capital autorisé et son capital versé.

Ministre responsable : le ministre de l'Énergie et des Ressources

Parrain : M. Raymond Savoie

Présentation : 15 novembre 1988

Adoption du principe : 5 décembre 1988

Commission de l'économie et du travail : 8 décembre 1988

Adoption : 22 décembre 1988

Sanction : 23 décembre 1988

Entrée en vigueur : 23 décembre 1988

Loi modifiée : Loi sur la Société québécoise d'exploration minière (L.R.Q., chapitre S-19)

Projet de loi 94 (chapitre 6)**Loi sur le Conseil de la famille**

Objet: Cette loi institue un organisme, le Conseil de la famille, qui aura pour fonction de conseiller le ministre sur toute question d'intérêt familial.

Le Conseil assumera une partie des fonctions du Conseil des affaires sociales et de la famille dont le nom et la loi sont modifiés en conséquence.

Ministre responsable: le ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux

Parrain: M. Robert Dutil

Présentation: 9 décembre 1987

Adoption du principe: 18 décembre 1987

Commission des affaires sociales: 16 février 1988; 22 mars 1988; 12 avril 1988

Adoption: 12 mai 1988

Sanction: 1^{er} juin 1988

Entrée en vigueur: à la date fixée par le gouvernement

– 28 septembre 1988: aa. 1 à 30
Décret 1449-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 5161

Loi modifiée: Loi sur le Conseil des affaires sociales et de la famille (L.R.Q., chapitre C-19)

Projet de loi 95 (chapitre 79)**Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes**

Objet: La présente loi a pour objet de modifier la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes afin de prévoir qu'à compter du 15 novembre 1988 et pour une période limitée, le solde de l'actif d'une caisse de retraite ne pourra être, en tout ou en partie, versé à l'employeur ou réparti entre les participants que dans les cas et conditions prévus par la loi, le gouvernement ou la Régie des rentes du Québec, selon le cas.

Par ailleurs, cette loi précise qu'elle n'a pas pour effet d'empêcher l'affectation de tout ou partie de ce solde à l'acquittement de cotisations.

Enfin, elle prescrit des mesures destinées à sanctionner la violation des obligations ou prohibitions qu'elle édicte.

Ministre responsable: le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu

Parrain: M. André Bourbeau

Présentation: 15 novembre 1988

Adoption du principe: 8 décembre 1988

Commission des affaires sociales: 15, 16 décembre 1988

Adoption: 22 décembre 1988

Sanction: 23 décembre 1988

Entrée en vigueur: 23 décembre 1988

Loi modifiée: Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17)

Projet de loi 97 (chapitre 80)

Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise

Objet: Cette loi modifie la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise pour donner suite au Discours sur le budget du 12 mai 1988.

Elle permet la création de sociétés régionales de placements dans l'entreprise québécoise qui devront investir dans des régions déterminées par règlement si elles veulent effectuer un placement admissible au sens de la loi. Elle fixe à 50 000 \$ le montant minimum qui doit être souscrit et payé en actions ordinaires du capital-actions d'une société régionale qui demande à être enregistrée en vertu de la loi.

Elle accorde à la Société de développement industriel du Québec un pouvoir discrétionnaire quant à la validation ou non d'un placement.

Elle permet à une corporation publique de capital de risque d'être actionnaire d'une société de placements dans l'entreprise québécoise.

Enfin, la loi pourvoit à l'application des nouvelles dispositions à toute action émise ou, selon le cas, à tout placement effectué après le 12 mai 1988.

Ministre responsable:	le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
Parrain:	M. Pierre MacDonald
Présentation:	15 novembre 1988
Adoption du principe:	8 décembre 1988
Commission de l'économie et du travail:	13 décembre 1988
Adoption:	22 décembre 1988
Sanction:	23 décembre 1988
Entrée en vigueur:	23 décembre 1988

Loi modifiée: Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., chapitre S-29.1)

Projet de loi 98 (chapitre 81)

Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux

Objet: Cette loi a pour but de donner à la Commission des courses de chevaux du Québec le pouvoir de prendre une règle pour s'assurer, qu'à compter du 1^{er} juillet 1988, le taux moyen de commission levé, sur l'ensemble des montants pariés, par le titulaire d'une licence de courses et d'un certificat d'immatriculation pour un appareil utilisé pour la vente, l'enregistrement ou la compilation automatique des paris mutuels n'excède pas le taux moyen de commission qu'elle y indique; une telle règle prise par la Commission doit être approuvée par le ministre des Finances.

Elle prévoit également une mesure transitoire additionnelle à celle déjà prévue dans la Loi sur les courses de chevaux concernant les sanctions applicables en cas de manquements aux règles maintenues en vigueur par cette loi.

Ministre responsable: le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Parrain: M. Michel Pagé

Présentation: 15 novembre 1988

Adoption du principe: 7 décembre 1988

Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation: 8 décembre 1988

Adoption: 22 décembre 1988

Sanction: 23 décembre 1988

Entrée en vigueur: 23 décembre 1988

Loi modifiée: Loi sur les courses de chevaux (1987, chapitre 103)

Projet de loi 99 (chapitre 49)**Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives**

Objet: Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'y ajouter une nouvelle section relative à l'attestation d'assainissement, applicable aux établissements industriels faisant partie de certains secteurs d'activités et aux municipalités exploitant certains ouvrages d'assainissement des eaux usées.

Cette loi précise les procédures relatives à la demande d'attestation d'assainissement et à sa délivrance ou son refus. Elle décrit le contenu de l'attestation d'assainissement et détermine sa période de validité.

Cette loi prévoit également un mécanisme de consultation publique de même que les motifs qui peuvent amener la modification, la suspension ou la révocation d'une attestation d'assainissement.

Cette loi détermine le cadre réglementaire requis pour mettre en application cette section.

De plus, cette loi prévoit une augmentation des montants des amendes prévues à la Loi sur la qualité de l'environnement et à la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal. Elle précise certains pouvoirs des fonctionnaires du ministère de l'Environnement en matière de saisie et de perquisition.

Cette loi modifie également certaines dispositions concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation pour des activités en milieu hydrique et l'incessibilité d'un certificat d'autorisation. Elle abroge certaines dispositions relatives aux ententes intermunicipales et prévoit des modifications au pouvoir réglementaire concernant l'enlèvement et l'analyse de déchets.

Enfin, cette loi modifie, par concordance, d'autres lois.

Ministre responsable:	le ministre de l'Environnement
Parrain:	M. Clifford Lincoln
Présentation:	15 novembre 1988
Adoption du principe:	24 novembre 1988
Commission de l'aménagement et des équipements:	29 novembre 1988; 1, 6 décembre 1988
Adoption:	13 décembre 1988
Sanction:	19 décembre 1988
Entrée en vigueur:	à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Lois modifiées: Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
 Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)
 Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)
 Loi sur le ministère de l'Environnement (L.R.Q., chapitre M-15.2)
 Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., chapitre R-26)
 Loi sur les pesticides (1987, chapitre 29)
 Loi modifiant de nouveau la Loi de la qualité de l'environnement (1978, chapitre 94)

Projet de loi 101 (chapitre 39)

Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs

Objet: Cette loi a principalement pour objet de modifier les dispositions de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune touchant les zones d'exploitation contrôlée et la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat.

Elle permet au gouvernement de déléguer plus de pouvoirs aux organismes qui gèrent ces zones, tout en instaurant des mécanismes permettant de contrôler l'exercice adéquat de cette délégation; elle crée également deux nouvelles infractions pour assurer le respect des pouvoirs délégués.

Elle remplace la désignation de la fondation par celle de «Fondation de la faune du Québec», elle modifie la composition de son conseil d'administration, elle précise ses fonctions et pouvoirs de façon à accroître son autonomie et son efficacité et elle pourvoit à son financement en permettant au gouvernement de lui affecter une partie des droits perçus lors de la délivrance de permis de pêche.

Cette loi introduit également diverses modifications touchant l'administration de la loi. Elle modifie le pouvoir de perquisition des agents de conservation de la faune tout en précisant leurs obligations sur la remise des biens saisis. Elle réserve aux détenteurs de permis de pourvoirie l'appellation de pourvoyeur de chasse et de pêche et elle précise les conséquences de l'octroi par appel d'offres public de baux exclusifs de chasse et de pêche à l'égard des détenteurs de permis de pourvoirie. Elle prévoit plus de flexibilité pour la fixation de tarifs relatifs aux permis ou à la pratique d'activités de chasse ou de pêche tout en permettant plus de souplesse pour l'administration des droits perçus dans les territoires fauniques ou dans les parcs.

Enfin cette loi introduit quelques modifications techniques ou de concordance.

Ministre responsable:	le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
Parrain:	M. Yvon Picotte
Présentation:	12 novembre 1987
Adoption du principe:	3 décembre 1987
Commission de l'aménagement et des équipements:	10, 11, 12 mai 1988
Adoption:	15 juin 1988
Sanction:	17 juin 1988
Entrée en vigueur:	le 17 juin 1988 à l'exception des articles 9 et 12 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement

Lois modifiées: Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)
Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9)

Projet de loi 103 (chapitre 82)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi a pour objet de modifier diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale et la Loi sur l'assurance-maladie.

Cette loi permet notamment, dans certains cas et afin d'établir le droit et l'admissibilité aux diverses prestations des régimes de retraite des secteurs public et parapublic, que la fin de la participation à ceux-ci puisse être antérieure au moment où l'employé cesse d'y être visé.

La loi établit également un délai d'attente de 210 jours avant qu'une personne puisse obtenir le remboursement de ses cotisations au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, au régime de retraite de certains enseignants et au régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales.

Elle introduit dans les régimes de retraite des secteurs public et parapublic une nouvelle définition du traitement admissible correspondant au traitement de base versé au cours d'une année.

Par ailleurs, cette loi vise à permettre à un pensionné en vertu du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, indépendamment de son âge, ou à un pensionné en vertu du régime de retraite des enseignants, en vertu du régime de retraite des fonctionnaires ou en vertu du régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales âgé de 65 ans ou plus qui occupe une fonction visée par le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics de devenir automatiquement un employé visé par ce régime sauf s'il choisit de ne pas y participer. Cette loi vise également à uniformiser certaines dispositions du régime de retraite des fonctionnaires et du régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales applicables à un pensionné sur celles du régime de retraite des enseignants.

La loi limite le recouvrement des sommes dues à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances aux montants versés en trop à titre de pension ou de crédit de rente au cours des quatre dernières années précédant le rajustement de ceux-ci et permet la remise automatique de dettes à l'égard de toute période antérieure, sauf en cas de fraude ou de dol.

La loi prévoit la reconnaissance automatique du congé de maternité tel que défini dans les conventions collectives. Ce service sera reconnu avant tout autre service accumulé dans une autre fonction.

Un pouvoir réglementaire est ajouté à la loi afin de fixer un montant minimal en deçà duquel la Commission ne paiera pas d'intérêt-pénalité.

Cette loi modifie certaines dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic ainsi que la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale afin de prévoir qu'une personne ne puisse faire créditer une même prestation de travail dans deux régimes de retraite différents et afin d'inclure certaines modifications de concordance suite à l'adoption de la Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale (1987, chapitre 109).

Cette loi comporte d'autres modifications qui sont principalement de nature technique ou de concordance ou qui ont pour but de faciliter l'administration des régimes de retraite.

Enfin, elle modifie la Loi sur l'assurance-maladie d'une part, afin d'ajouter d'autres renseignements que la Régie de l'assurance-maladie peut transmettre et d'autre part, afin d'ajouter le nom d'un ministère et de certains organismes à qui la Régie peut transmettre des renseignements.

Ministre responsable:	le président du Conseil du trésor
Parrain:	M. Daniel Johnson
Présentation:	8 décembre 1988
Adoption du principe:	14 décembre 1988
Commission du budget et de l'administration:	22 décembre 1988
Adoption:	23 décembre 1988
Sanction:	23 décembre 1988
Entrée en vigueur:	le 23 décembre 1988, sauf 1° les articles 1, 2, 9, 13, le paragraphe 2° de l'article 14, les articles 17, 20 à 26, 31 à 33, 35 à 38, 40 à 45, le paragraphe 3° de l'article 46, les articles 50, 54, 58, 59, 61, 67, 72, 73, le paragraphe 2° de l'article 74, les articles 76, 77, 80 à 89, le paragraphe 1° de l'article 91, les articles 92, 95, 97, 101 à 111, 115 à 117, 119, le paragraphe 2° de l'article 123, les articles 125, 128 à 130, 133 à 143, 146 à 149, 154 à 157, 159, 160, 163 à 170, 185, 190 à 193, 198 à 211 et 213, qui entreront en vigueur le 1 ^{er} janvier 1989; 2° les articles 4 à 8, 12, 15, 27 à 30, le paragraphe 3° de l'article 39, les paragraphes 1° et 2° de l'article 46, les articles 49, 51, 62 à 66, 70, 75, 90, le paragraphe 2° de l'article 91, les articles 98 à 100, 112, 113, 121, 122, 124, 126, le paragraphe 2° de l'article 144, les articles 145, 150, 151, 172 à 176, 179 à 182, le paragraphe 3° de l'article 184, les articles 187, 194 à 197 et 212, qui entreront en vigueur le 1 ^{er} janvier 1990

Lois modifiées: Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)
 Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre C-52.1)
 Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre R-9.1)
 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
 Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11)
 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales (1987, chapitre 107)

Projet de loi 107 (chapitre 84)

Loi sur l'instruction publique

Objet: Cette loi remplace l'actuelle Loi sur l'instruction publique dans le but de lui donner une structure nouvelle et plus cohérente, de la moderniser et de la rationaliser.

Elle vise principalement à donner à l'école une plus grande autonomie juridique sans briser les liens organiques qui l'unissent à la commission scolaire et au réseau des écoles de la commission scolaire. Elle reconnaît à l'école et à ses agents une meilleure participation dans l'élaboration des décisions de la commission scolaire.

La loi énonce tout d'abord les droits des élèves aux services éducatifs définis par les régimes pédagogiques établis par le gouvernement et énonce l'obligation de fréquentation scolaire pour tout enfant âgé de 6 ans au 1er juillet jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle il aura atteint l'âge de 16 ans ou au terme de laquelle il obtiendra un diplôme décerné par le ministre de l'Éducation, selon la première éventualité.

Elle énonce ensuite les droits et obligations des enseignants et pourvoit à la délivrance d'autorisations d'enseigner ainsi qu'à leur révocation ou suspension.

La loi établit la constitution de l'école qui est placée sous la direction pédagogique et administrative du directeur de l'école. Elle définit les modalités de nomination et les fonctions et pouvoirs du directeur de l'école. Elle établit la composition, la formation, le fonctionnement et les fonctions et pouvoirs du conseil d'orientation institué dans chaque école. Le conseil d'orientation a pour fonction principale la détermination des orientations propres de l'école dans le respect du régime pédagogique, des programmes d'études établis par le ministre et des décisions et règlements de la commission scolaire. Il est composé d'enseignants, d'un représentant des membres du personnel professionnel non enseignant, d'un représentant du personnel de soutien, d'élèves du second cycle de l'enseignement secondaire et de parents qui doivent être en nombre au moins égal aux autres membres. Elle maintient obligatoire la mise en place d'un comité d'école.

La loi établit aussi la constitution du centre d'éducation des adultes qui est placé sous la direction pédagogique et administrative d'un directeur de centre. Elle définit les modalités de nomination et les fonctions et pouvoirs du directeur de centre. Il fait obligation au directeur de centre d'instituer, après consultation des élèves inscrits au centre et conformément aux normes ou autres décisions de la commission scolaire, un organisme de participation des élèves à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la programmation des services éducatifs pour les adultes dispensés dans le centre. Le directeur de centre n'est pas tenu d'instituer un tel organisme lorsqu'une association représente la majorité des élèves inscrits dans le centre.

La loi prévoit la division, par décret du gouvernement, du territoire du Québec en territoires de commissions scolaires francophones et en territoires de commissions scolaires anglophones ayant compétence sur l'éducation préscolaire, l'enseignement primaire ou l'enseignement secondaire. Elle assure la continuité de l'existence des commissions scolaires confessionnelles et dissidentes sur leur territoire et sous leur nom. Elle maintient le droit à la dissidence pour la minorité catholique ou protestante sur le territoire de toute commission scolaire autre que confessionnelle. Elle détermine les règles de composition et de fonctionnement du conseil des commissaires. Ces règles prévoient des mécanismes de représentativité des minorités linguistiques en introduisant la possibilité d'ajouter, pour chaque ordre d'enseignement primaire et secondaire, un représentant supplémentaire des parents au conseil des commissaires des commissions scolaires autres que linguistiques. Elle institue des comités à la commission scolaire, dont le comité de parents et le comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.

Elle établit les fonctions et pouvoirs de la commission scolaire et prévoit des dispositions particulières pour les commissions scolaires régionales et le Conseil scolaire de l'île de Montréal dont elle modifie les fonctions et pouvoirs.

La loi détermine ensuite les pouvoirs de réglementation du gouvernement, les fonctions et pouvoirs du ministre de l'Éducation et les modalités de tutelle.

La création de commissions scolaires francophones et anglophones sera réalisée à la date déterminée par décret du gouvernement.

Tant que l'organisation de ces commissions scolaires francophones et anglophones ne sera pas terminée, la loi assure le maintien des commissions scolaires et commissions scolaires régionales pour catholiques ou pour protestants sur leur territoire et sous leur nom.

La loi, à l'exception de quelques dispositions particulières, ne s'applique pas à la Commission scolaire crie, à la Commission scolaire Kativik et au Comité Naskapi de l'éducation qui demeurent régis par l'actuelle Loi sur l'instruction publique qui devient la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis. Cependant le gouvernement peut, à leur demande, leur rendre applicable, par règlement, l'une ou l'autre des dispositions de la loi ou des règlements pris en vertu de la loi.

La loi édicte enfin des dispositions pour l'organisation des commissions scolaires francophones et anglophones et des dispositions de concordance, transitoires et finales.

Ministres responsables:	le ministre de l'Éducation et le ministre des Transports
Parrain:	M. Claude Ryan
Présentation:	15 décembre 1987
Adoption du principe:	2 novembre 1988
Commission de l'éducation:	8, 9, 15, 16, 17, 22, 23, 24, 29 novembre 1988; 1 ^{er} , 2, 5, 6, 7, 9, 12, 13, 15, 16, 20 décembre 1988
Adoption:	23 décembre 1988
Sanction:	23 décembre 1988
Entrée en vigueur:	le 1 ^{er} juillet 1989, sauf 1° les articles 111, 112, 123, 124, 131, le cinquième alinéa de l'article 134, les articles 137, 139, 205 à 207, 210, 262, 263, 354, 355, 402 et 509 à 540 qui entreront en vigueur aux dates ultérieures fixées par le gouvernement; 2° les articles 716 et 720 qui entrent en vigueur le 23 décembre 1988

Lois modifiées: Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)
 Loi sur l'Administration régionale crie (L.R.Q., chapitre A-6.1)
 Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1)
 Loi sur les archives (L.R.Q., chapitre A-21.1)
 Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre A-23.1)
 Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)
 Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)
 Loi sur le Bureau de la statistique (L.R.Q., chapitre B-8)
 Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2)
 Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)
 Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11)
 Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18)
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)
 Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)
 Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29)
 Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)
 Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37)
 Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
 Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)
 Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., chapitre C-48)
 Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60)
 Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)
 Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., chapitre C-69.1)
 Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70)
 Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78)
 Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-78.1)
 Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., chapitre D-7)
 Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9)
 Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)
 Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24)
 Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)
 Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5)
 Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5)
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)
 Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15)
 Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24)
 Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30)
 Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)
 Loi sur les prêts et bourses aux étudiants (L.R.Q., chapitre P-21)
 Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., chapitre P-22)
 Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics (L.R.Q., chapitre P-38.01)

Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)
 Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1)
 Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)
 Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2)
 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10)
 Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17)
 Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.R.Q., chapitre R-20.1)
 Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1)
 Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1)
 Loi sur la Société du développement des Naskapis (L.R.Q., chapitre S-10.1)
 Loi sur la Société du parc industriel du centre du Québec (L.R.Q., chapitre S-15)
 Loi sur la Société immobilière du Québec (L.R.Q., chapitre S-17.1)
 Loi sur la Société Makivik (L.R.Q., chapitre S-18.1)
 Loi sur la Société nationale de l'amiante (L.R.Q., chapitre S-18.2)
 Loi sur les syndicats coopératifs (L.R.Q., chapitre S-38)
 Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1)
 Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)
 Code civil du Bas-Canada
 Loi concernant la Commission scolaire de la Côte-Nord du golfe Saint-Laurent (1966-1967, chapitre 125)
 Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (1987, chapitre 85)
 Loi sur le financement agricole (1987, chapitre 86)
 Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (1987, chapitre 95)
 Loi sur l'organisation territoriale municipale (1988, chapitre 19)
 Loi sur le ministère des Affaires internationales (1988, chapitre 41)

Lois abrogées: Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (L.R.Q., chapitre E-8.1)
 Loi sur les subventions aux commissions scolaires (L.R.Q., chapitre S-36)

Projet de loi 109 (chapitre 85)

Loi sur le régime de retraite des élus municipaux

Objet : Cette loi a pour objet de doter les membres du conseil d'une municipalité d'un régime de retraite à prestations déterminées qui remplacera le régime actuel qui date de 1975.

Le nouveau régime améliore plus particulièrement les conditions de retraite des élus municipaux en leur donnant accès à une rente établie en fonction de leur traitement, indexée au coût de la vie, réversible à 60 % au conjoint survivant et acquise après deux années de participation au régime.

La loi permet à une municipalité de reconnaître des droits de rachat aux membres actuels de son conseil et, le cas échéant, aux anciens membres à l'égard de leurs années antérieures de service passées au conseil depuis 1975.

Ministre responsable : le ministre des Affaires municipales

Parrain : M. Pierre Paradis

Présentation : 21 décembre 1988

Adoption du principe : 22 décembre 1988

Commission de l'aménagement et des équipements : 22 décembre 1988

Adoption : 23 décembre 1988

Sanction : 23 décembre 1988

Entrée en vigueur : 1^{er} janvier 1989

Lois modifiées : Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
 Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)
 Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
 Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)
 Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (L.R.Q., chapitre R-16)
 Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1)
 Loi sur la vente des services publics municipaux (L.R.Q., chapitre V-4)
 Loi sur le traitement des élus municipaux (1988, chapitre 30)
 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux (1988, chapitre 76)

Projet de loi 110 (chapitre 8)

Loi sur la Régie des télécommunications

Objet: Cet loi remplace la Loi sur la Régie des services publics. Elle institue un organisme qui est désigné sous le nom de «Régie des télécommunications».

Cet organisme composé de trois membres a pour principale fonction, dans la poursuite des objectifs énoncés, la régulation économique et technique des services de télécommunications. À cette fin, la Régie a compétence exclusive pour:

- délivrer, modifier ou annuler l'autorisation d'exploiter une entreprise dont l'objet est le transport public de communications;
- fixer les tarifs et les conditions de prestation à l'égard des services de télécommunications fournis par toute société exploitante;
- décider tout litige relatif à l'application d'un tarif ou à la prestation d'un service de télécommunications.

Cette Régie a également pour fonction de veiller au maintien et au développement des services de télécommunications et d'aviser périodiquement le ministre sur l'évolution de la réglementation et son adaptation aux changements socio-économiques, techniques et scientifiques.

La loi prévoit notamment que la Régie, avec l'approbation du gouvernement, peut soustraire un service de télécommunication au contrôle tarifaire lorsqu'elle estime que ce service peut bénéficier d'un niveau de concurrence suffisant pour garantir des prix ou des taux justes et raisonnables.

Il est en outre prévu que le ministre peut donner des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie dans l'exécution de ses fonctions. Ces directives doivent être approuvées par le gouvernement.

De plus, la loi précise les pouvoirs réglementaires respectifs du gouvernement et de la Régie. Les règlements pris par la Régie sont soumis à l'approbation du gouvernement.

Enfin, la loi permet à la Régie d'accorder lors d'audiences publiques des frais aux parties dont la participation est jugée utile aux délibérations.

Ministre responsable:	le ministre des Communications
Parrain:	M. Richard D. French
Présentation:	17 décembre 1987
Adoption du principe:	31 mars 1988
Commission de la culture:	4, 11, 18 mai 1988
Adoption:	7 juin 1988
Sanction:	7 juin 1988

Entrée en vigueur: à la date fixée par le gouvernement

– 9 novembre 1988: aa. 1 à 99
Décret 1658-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 5609

Lois modifiées: Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14)
Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (L.R.Q., chapitre C-45)
Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., chapitre D-8)
Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)
Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5)
Loi sur certaines installations d'utilité publique (L.R.Q., chapitre I-13)
Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24)
Loi sur la programmation éducative (L.R.Q., chapitre P-30.1)
Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)
Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
Loi sur la Société de radio-télévision du Québec (L.R.Q., chapitre S-11.1)

Loi remplacée: Loi sur la Régie des services publics (L.R.Q., chapitre R-8)

Projet de loi 111 (chapitre 50)**Loi n° 4 sur les crédits, 1988-1989**

Objet: Cette loi a pour objet d'autoriser le gouvernement à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme de 221 263 400 \$ représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des ministères et organismes énumérés à l'annexe.

Cette somme apparaît aux crédits supplémentaires de dépenses du Québec pour l'année financière 1988-1989.

Ministre responsable: le ministre des Finances

Parrain: M. Gérard D. Levesque

Présentation: 16 décembre 1988

Adoption du principe: 16 décembre 1988

Commission plénière: 16 décembre 1988

Adoption: 16 décembre 1988

Sanction: 19 décembre 1988

Entrée en vigueur: 19 décembre 1988

Loi modifiée: Aucune

Projet de loi 178 (chapitre 54)

Loi modifiant la Charte de la langue française

Objet: Cette loi vise à donner suite à deux arrêts rendus par la Cour suprême du Canada déclarant inopérants certains articles de la Charte de la langue française.

Dans un premier temps, elle établit la règle de l'unilinguisme français dans l'affichage public et la publicité commerciale faits à l'extérieur ou destinés au public qui s'y trouve.

Elle prévoit également l'application de cette règle à l'intérieur des moyens de transport public et de certains établissements, notamment des centres commerciaux.

Dans un deuxième temps, elle rend obligatoire l'usage du français pour l'affichage public et la publicité commerciale faits à l'intérieur d'un établissement. Elle y permet, par ailleurs, l'affichage public et la publicité commerciale, à la fois en français et dans une autre langue, pourvu qu'ils soient destinés uniquement au public qui s'y trouve et que le français y figure de façon nettement prédominante. Elle prévoit également que l'affichage public à l'extérieur, pour ce qui concerne les activités culturelles et la vente de produits typiques d'un groupe ethnique particulier, peut être fait à la fois en français et dans la langue de ce groupe.

Cette loi comporte de plus des dispositions visant à harmoniser la langue d'utilisation d'une raison sociale avec celle utilisée dans l'affichage public ou la publicité commerciale qui la véhicule.

Cette loi prévoit en outre une disposition transitoire visant à donner à un propriétaire de matériel publicitaire un délai pour se conformer aux nouvelles règles en matière d'affichage public et de publicité commerciale.

Enfin, cette loi comporte une disposition visant à assurer la sécurité juridique de certaines des règles qu'elle propose.

Ministre responsable:	le ministre délégué aux Affaires culturelles
Parrain:	M. Guy Rivard
Présentation:	19 décembre 1988
Adoption du principe:	21 décembre 1988
Commission plénière:	21 décembre 1988
Adoption:	21 décembre 1988
Sanction:	22 décembre 1988
Entrée en vigueur:	22 décembre 1988

Loi modifiée: Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11)

Projet de loi 192 (chapitre 83)

Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal

Objet: Cette loi a pour objet de déroger à l'article 125 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) et ainsi permettre à la Commission des écoles catholiques de Montréal de modifier le régime de rentes pour son personnel non enseignant afin de revaloriser les rentes de certains retraités à même une partie du surplus actuariel du régime.

Parrain: M. Marcel Parent, député de Sauvé

Présentation: 14 décembre 1988

Adoption du principe: 21 décembre 1988

**Commission du budget
et de l'administration:** 22 décembre 1988

Adoption: 23 décembre 1988

Sanction: 23 décembre 1988

Entrée en vigueur: 23 décembre 1988

Loi modifiée: Aucune

LISTE DES LOIS PAR MINISTÈRE OU SECTEUR

Affaires internationales:

- 42 Loi sur le ministère des Affaires internationales

Affaires culturelles:

- 2 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires culturelles
 43 Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec
 78 Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs

Affaires municipales:

- 7 Loi sur l'organisation territoriale municipale
 14 Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent
 24 Loi sur le traitement des élus municipaux
 28 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développement industriels
 38 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale
 53 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec concernant la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport
 83 Loi constituant la municipalité de Cantley
 90 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux
 109 Loi sur le régime de retraite des élus municipaux

Agriculture, pêcheries et alimentation:

- 21 Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles concernant le paiement des produits agricoles
 49 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers
 98 Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux

Communications:

- 26 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications
 69 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications
 110 Loi sur la Régie des télécommunications

Conseil du trésor:

- 103 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant d'autres dispositions législatives

Corporations professionnelles:

- 22 Loi modifiant le Code des professions

Éducation :

- 58 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation
- 107 Loi sur l'instruction publique

Énergie et ressources:

- 5 Loi modifiant la Loi sur les mines
- 11 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le cadastre
- 12 Loi sur la Régie du gaz naturel
- 32 Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec
- 55 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources
- 71 Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux
- 84 Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives
- 93 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière

Environnement:

- 99 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives

Finances:

- 13 Loi n° 5 sur les crédits, 1987-1988
- 18 Loi n° 1 sur les crédits, 1988-1989
- 30 Loi n° 2 sur les crédits, 1988-1989
- 39 Loi n° 3 sur les crédits, 1988-1989
- 70 Loi sur les caisses d'épargne et de crédit
- 111 Loi n° 4 sur les crédits, 1988-1989

Industrie, commerce et technologie:

- 27 Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec
- 66 Loi abrogeant la Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel
- 79 Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique
- 97 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise

Justice:

- 3 Loi modifiant le Code civil en matière de copropriété et d'emphytéose
- 4 Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière familiale (titre amendé)
- 8 Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels
- 10 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour du Québec (titre amendé)
- 20 Loi portant abrogation de certaines dispositions législatives
- 33 Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires
- 67 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires

- 72 Loi modifiant la Loi sur les jurés
- 85 Loi sur certains aspects du statut des juges municipaux

Loisir, chasse et pêche:

- 15 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les habitats fauniques (titre amendé)
- 17 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports
- 101 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs (titre amendé)

Main-d'oeuvre et sécurité du revenu:

- 37 Loi sur la sécurité du revenu
- 59 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois
- 95 Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes

Protection du consommateur:

- 75 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur

Réforme électorale:

- 9 Loi sur le recensement des électeurs en 1988
- 23 Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale

Revenu:

- 6 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal
- 64 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal

Santé et services sociaux:

- 34 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives
- 46 Loi modifiant la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux
- 80 Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux
- 94 Loi sur le Conseil de la famille

Sécurité publique:

- 68 Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus
- 81 Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de sécurité publique
- 86 Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives

Tourisme:

- 19 Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
- 89 Loi modifiant la Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Transports:

- 1 Loi sur la publicité le long des routes
- 16 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le transport par autobus
- 40 Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé
- 76 Loi modifiant la Loi sur les transports
- 77 Loi modifiant le Code de la sécurité routière
- 91 Loi sur l'acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud

Travail:

- 29 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
- 31 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre
- 65 Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail
- 74 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail

PROJETS DE LOI PRÉSENTÉS MAIS NON ADOPTÉS EN 1988**Projets de loi du gouvernement**

- 41 Loi sur le Conseil consultatif sur l'emploi et la sécurité du revenu
- 45 Loi modifiant la Loi sur les agronomes
- 47 Loi modifiant la Loi sur les chimistes professionnels
- 48 Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés
- 50 Loi modifiant la Loi sur les médecins vétérinaires
- 51 Loi modifiant la Loi médicale
- 52 Loi modifiant la Loi sur l'optométrie
- 54 Loi sur le registre des associations et entreprises
- 56 Loi modifiant la Loi sur les dentistes
- 57 Loi modifiant la Loi sur la podiatrie
- 60 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions concernant l'impôt sur la vente en détail
- 61 Loi modifiant la Loi sur la pharmacie
- 62 Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers
- 63 Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec
- 73 Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et d'autres dispositions législatives
- 82 Loi modifiant le Code de procédure civile
- 87 Loi modifiant la Loi sur le notariat
- 88 Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnance
- 92 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives
- 96 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux municipaux
- 100 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole
- 102 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux
- 104 Loi électorale
- 105 Loi modifiant la Loi sur la Régie des installations olympiques
- 106 Loi sur les élections scolaires
- 108 Loi sur les espèces menacées ou vulnérables et modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune
- 112 Loi sur la voirie et modifiant diverses dispositions législatives
- 113 Loi sur le contrôle de certains intermédiaires du marché des assurances

Projet de loi de député

- 191 Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives

Projets de loi privés

- 208 Loi concernant le Centre de Ski Le Relais Inc.
- 218 Loi concernant Ville d'Anjou
- 219 Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield
- 220 Loi concernant la ville de Roberval
- 229 Loi concernant la succession de Morris Wexler
- 230 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay
- 231 Loi modifiant la Loi concernant les maitres entrepreneurs en réfrigération du Québec
- 234 Loi concernant la Corporation des marchands de meubles du Québec
- 235 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe
- 239 Loi concernant la municipalité du Lac-Nominingue
- 241 Loi concernant la Ville de Saint-Georges
- 244 Loi concernant la succession de Georg Stellari
- 246 Loi concernant Rageot Ltée
- 247 Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc
- 248 Loi concernant l'École nationale de théâtre du Canada
- 249 Loi concernant un immeuble du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Antoine)
- 250 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la cité de Montréal (quartier Sainte-Anne)
- 251 Loi concernant St. Bernard Fish and Game Club
- 252 Loi concernant la Ville de LaSalle
- 254 Loi modifiant l'Acte pour incorporer le Collège Morrin, à Québec
- 256 Loi sur la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal
- 259 Loi concernant le Collège de Saint-Césaire
- 260 Loi concernant AY Unergie Inc.

LISTE DES LOIS ANTÉRIEURES À 1988
ENTRÉES EN VIGUEUR PAR PROCLAMATION OU DÉCRET EN 1988

1983, c. 37	Loi sur le cinéma
– 30 septembre 1988:	aa. 79, 91 à 96, 97 sauf par. 6° du 2° al, 98, 99, 101 à 104, 106 à 108, 110, 117 à 122, 135, par. 2°, 3°, 5°, 6°, 154 à 166, 177, 182 à 184, 194 Décret 1167-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 4663
1983, c. 39	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune
– 13 janvier 1988:	a. 148 Décret 36-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 1065
– 9 mars 1988:	aa. 147 et 149 Décret 323-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 1957
1985, c. 34	Loi sur le bâtiment
– 15 juin 1988:	aa. 269 à 273 Décret 892-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 3389
1986, c. 62	Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale
– 31 mars 1988:	a. 4, par. 3° et 15° Décret 223-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 1539
– 24 juin 1988:	a. 4, par. 9°, 10°, 11° (Nicolet) Décret 705-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 2815
– 1 ^{er} juillet 1988:	a. 4, par 11° (Yamaska), 19° Décret 705-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 2815
– 9 septembre 1988:	a. 4, par. 16° (Iberville) Décret 1359-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 4871
– 16 septembre 1988:	a. 4, par. 16° (Napierville) Décret 1359-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 4871
1986, c. 91	Code de la sécurité routière
– 1 ^{er} mai 1988:	aa. 181, 2° al. et 189, par. 2° Décret 1750-87, G.O., 1987, Partie 2, p. 6485
– 4 mai 1988:	aa. 413 et 414 Décret 671-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 2695

- 1^{er} juin 1988:
 - aa. 84 et 194
 - Décret 812-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 3135

- 1986, c. 95
 - Charte des droits et libertés de la personne
- 1^{er} août 1988:
 - aa. 31, 33, 69, 72 à 74, 76 à 78 et 121, par 2^o et 3^o
 - Décret 759-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 3203

- 1987, c. 29
 - Loi sur les pesticides
- 7 juillet 1988:
 - aa. 1 à 10, 14 à 62, 63, par 1^o, 64 à 104 et 108 à 134
 - Décret 873-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 3277

- 1987, c. 40
 - Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les valeurs mobilières
- 21 juillet 1988:
 - aa. 3 et 6
 - Décret 976-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 3453

- 1987, c. 50
 - Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires
- 1^{er} septembre 1988:
 - a. 3, par. 4^o
 - Décret 991-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 3453

- 1987, c. 64
 - Loi sur les mines
- 6 juillet 1988:
 - aa. 273 à 277
 - Décret 1064-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 4345
 - 24 octobre 1988:
 - aa. 1 à 272 et 278 à 383
 - Décret 1442-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 5055

- 1987, c. 65
 - Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture
- 1^{er} mars 1988:
 - aa. 1 à 90
 - Décret 80-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 1065

- 1987, c. 71
 - Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications
- 30 mars 1988:
 - aa. 1 à 4, 15, 17, 34, par 1^o, 3^o et 4^o, 35 à 49 et 52 à 61
 - Décret 445-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 2087

- 30 septembre 1988: aa. 20 à 25, 27 à 33 et 34, par. 2°
Décret 1168-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 4649
- 12 octobre 1988: aa. 5 à 14, 16 et 51
Décret 1529-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 5637
- 1987, c. 73 Loi sur le Conseil de la conservation et de l'environnement
- 27 avril 1988: aa. 1 à 29
Décret 603-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 2695
- 1987, c. 86 Loi sur le financement agricole
- 13 juillet 1988: aa. 6, 64, 95, 111, 159, 160
Décret 1124-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 4346
- 11 août 1988: aa. 1 à 5, 7 à 63, 65 à 94, 96 à 110 et 112 à 158
Décret 1124-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 4346
- 1987, c. 94 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives
- 1^{er} juin 1988: aa. 38, 47, 63, 64, 66, 67, 70 (519.10, 519.13, 519.20, 519.24 à 519.34, 519.36, 519.37, 519.39 à 519.41, 519.43, 519.45, 519.48, 519.49, 519.51, 519.52, 519.55 à 519.62), 79, 82 et 100
Décret 813-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 3135
- 1^{er} juillet 1988: aa. 10 (80.1, 80.2), 13, 17 (94, par. 1° et 2° du 2° al.), 22, 23, 32 (187.1) et 36, par. 1°
Décret 813-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 3135
- 14 décembre 1988: aa. 58 (388, par. 2°) et 106
Décret 1830-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 5883
- 1987, c. 95 Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne
- 18 mai 1988: a. 408
Décret 717-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 2999
- 9 juin 1988: aa. 1 à 312, 315 à 407, 409 et 410
Décret 717-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 2999
- 1^{er} juillet 1988: aa. 313 et 314
Décret 717-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 2999
- 1987, c. 97 Loi sur le camionnage
- 13 janvier 1988: aa. 1 à 9, 11 à 13, 16 à 50, 52 à 62, 64 à 100 et 102 à 130
Décret 46-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 777

- 30 juin 1988:

aa. 10, 14, 15, 51 et 63
Décret 1002-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 3454
- 1987, c. 103

Loi sur les courses de chevaux
- 31 mars 1988:

aa. 1 à 145
Décret 394-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 1955
- 1987, c. 141

Loi concernant Les Clairvoyants, Compagnie Mutuelle d'Assurance de Dommages
- 15 avril 1988:

aa. 1 à 15
Décret 507-88, G.O., 1988, Partie 2, p. 2475

TABLEAU DES MODIFICATIONS GLOBALES APPORTÉES AUX LOIS PUBLIQUES

Les mentions ci-dessous réfèrent à des dispositions législatives adoptées en 1988 et qui modifient ou affectent de façon globale une ou plusieurs lois sans spécifier un article particulier

<i>Titre</i>	<i>Référence</i>
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires culturelles	1988, P.L. 2, a. 3
Loi sur l'organisation territoriale municipale	1988, P.L. 7, aa. 271 à 274
Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour du Québec	1988, P.L. 10, a. 66
Loi sur la Régie du gaz naturel	1988, P.L. 12, a. 73
Loi modifiant le Code des professions	1988, P.L. 22, a. 62
Loi sur le traitement des élus municipaux	1988, P.L. 24, a. 61
Loi sur le ministère des Affaires internationales	1988, P.L. 42, aa. 87 à 92
Loi sur les caisses d'épargne et de crédit	1988, P.L. 70, a. 587
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de sécurité publique	1988, P.L. 81, aa. 24 et 25
Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs	1988, P.L. 101, aa. 41 et 42
Loi sur l'instruction publique	1988, P.L. 107, aa. 698 à 705
Loi sur la Régie des télécommunications	1988, P.L. 110, aa. 96 et 97

**TABLEAU DES MODIFICATIONS
APPORTÉES AUX
LOIS PUBLIQUES EN 1988**

Les chiffres en caractères gras sont les numéros des articles.

Les renseignements donnés dans ce tableau sont tous donnés sans égard à la date d'entrée en vigueur des modifications.

Les lois non sujettes à la refonte, celles qui ne sont pas encore refondues et les Codes civils sont inscrits à la suite des Lois refondues du Québec.

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-2.1	Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels	6, 1988, P.L. 107, a. 541 153, 1988, P.L. 10, a. 67
L.R.Q., c. A-3	Loi sur les accidents du travail	56.2, 1988, P.L. 74, a. 2 124, 1988, P.L. 74, a. 3
L.R.Q., c. A-3.001	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	11, 1988, P.L. 37, a. 93 12, 1988, P.L. 81, a. 26 127, Ab., 1988, P.L. 37, a. 94 144, 1988, P.L. 37, a. 95 284, 1988, P.L. 29, a. 1 334, 1988, P.L. 20, a. 2 570, 570.1, 1988, P.L. 74, a. 1
L.R.Q., c. A-6.1	Loi sur l'Administration régionale crie	111, 1988, P.L. 42, a. 37 Ann., 1988, P.L. 107, a. 542
L.R.Q., c. A-7.1	Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	5, 1988, P.L. 42, a. 38 18, 1988, P.L. 42, a. 39 23, 1988, P.L. 42, a. 40 30, 1988, P.L. 42, a. 41 39, 1988, P.L. 42, a. 42
L.R.Q., c. A-8	Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité	2-7, 1988, P.L. 81, a. 24 10, 1988, P.L. 81, a. 24 1988, P.L. 86, a. 197 14, 16.1, 1988, P.L. 81, a. 24
L.R.Q., c. A-14	Loi sur l'aide juridique	2, 1988, P.L. 37, a. 96 62, 1988, P.L. 37, a. 97
L.R.Q., c. A-16	Loi sur l'aide sociale	13.2, 1988, P.L. 33, a. 11 Remp., 1988, P.L. 37, a. 92
L.R.Q., c. A-17	Loi sur les allocations familiales	11, 1988, P.L. 37, a. 98 12, Ab., 1988, P.L. 37, a. 99

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-19.1	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	1, 1988, P.L. 7, a. 215 1.1, 1988, P.L. 7, a. 216 76, 1988, P.L. 7, a. 218 77, 1988, P.L. 7, a. 219 79, 1988, P.L. 7, a. 220 170, 1988, P.L. 7, a. 221 171, 1988, P.L. 7, a. 222 186, 1988, P.L. 7, a. 223 186.1, 1988, P.L. 7, a. 224 186.2, 1988, P.L. 7, a. 225 204.1, 1988, P.L. 7, a. 226 242, 1988, P.L. 7, a. 227 245, 1988, P.L. 7, a. 228
L.R.Q., c. A-21.1	Loi sur les archives	2, 1988, P.L. 43, a. 57 Ann., 1988, P.L. 107, a. 543
L.R.Q., c. A-23.1	Loi sur l'Assemblée nationale	57, 1988, P.L. 107, a. 544
L.R.Q., c. A-25	Loi sur l'assurance automobile	10, 1988, P.L. 37, a. 100 74, 1988, P.L. 37, a. 101
L.R.Q., c. A-26	Loi sur l'assurance-dépôts	25, 1988, P.L. 70, a. 551 42, 1988, P.L. 70, a. 552 44, Ab., 1988, P.L. 70, a. 553
L.R.Q., c. A-27	Loi sur l'assurance-édition	Ab., 1988, P.L. 20, a. 1
L.R.Q., c. A-29	Loi sur l'assurance-maladie	65, 1988, P.L. 103, a. 215 67, 1988, P.L. 37, a. 102 70, 1988, P.L. 37, a. 103 71, 1988, P.L. 37, a. 104 71.1, 1988, P.L. 37, a. 105 71.2, 1988, P.L. 37, a. 106
L.R.Q., c. A-29.1	Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers	1, 1988, P.L. 49, a. 1 4, 1988, P.L. 49, a. 2 5, 1988, P.L. 49, a. 3 5.1-5.3, 1988, P.L. 49, a. 4 6, 1988, P.L. 49, a. 5 7, 1988, P.L. 49, a. 6 16, 1988, P.L. 42, a. 43 17.1, 1988, P.L. 49, a. 7 18, 1988, P.L. 49, a. 8 19, 1988, P.L. 49, a. 9 20-23, Ab., 1988, P.L. 49, a. 10 23.1-23.6, 1988, P.L. 49, a. 11 24, 1988, P.L. 49, a. 12 25.1, 1988, P.L. 49, a. 13
L.R.Q., c. A-32	Loi sur les assurances	93.247, 1988, P.L. 107, a. 545 245, 1988, P.L. 70, a. 554
L.R.Q., c. B-1	Loi sur le Barreau	44, 1988, P.L. 22, a. 67 128, 1988, P.L. 37, a. 107
L.R.Q., c. B-1.1	Loi sur le bâtiment	172, 1988, P.L. 10, a. 68 274-278, Ab., 1988, P.L. 12, a. 81 284, Ab., 1988, P.L. 17, a. 25 288, 1988, P.L. 12, a. 82 294, 1988, P.L. 12, a. 83

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. B-2	Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec	Remp. , 1988, P.L. 43, a. 59
L.R.Q., c. B-4	Loi sur les biens culturels	60, 1988, P.L. 7, a. 229
L.R.Q., c. B-6	Loi sur les bombes lacrymogènes	8, 1988, P.L. 10, a. 69 1988, P.L. 81, a. 24 9.1, 1988, P.L. 81, a. 24
L.R.Q., c. B-8	Loi sur le Bureau de la statistique	7, 1988, P.L. 107, a. 546
L.R.Q., c. C-1	Loi sur le cadastre	19, 1988, P.L. 11, a. 11 19.1, 1988, P.L. 11, a. 12 19.2, 1988, P.L. 11, a. 13 19.3, 1988, P.L. 11, a. 14
L.R.Q., c. C-5	Loi sur les caisses d'établissement	Ab. , 1988, P.L. 70, a. 555
L.R.Q., c. C-7	Loi sur les cautionnements dans les causes criminelles	4, 1988, P.L. 10, a. 70
L.R.Q., c. C-8	Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec	4, 1988, P.L. 42, a. 44 18.1, 1988, P.L. 42, a. 45 26.1, 1988, P.L. 42, a. 46 27, 1988, P.L. 42, a. 47 29, 1988, P.L. 42, a. 48
L.R.Q., c. C-11	Charte de la langue française	58-58.2, 1988, P.L. 178, a. 1 59, 1988, P.L. 178, a. 2 60, Ab. , 1988, P.L. 178, a. 3 61, 1988, P.L. 178, a. 4 62, 1988, P.L. 178, a. 5 68, 1988, P.L. 178, a. 6 69, Ab. , 1988, P.L. 178, a. 7 79, 1988, P.L. 107, a. 547 88, 1988, P.L. 107, a. 548 208.1, 1988, P.L. 107, a. 549 Ann. , 1988, P.L. 107, a. 550
L.R.Q., c. C-14	Loi sur les chemins de fer	48, 1988, P.L. 40, a. 86 49, 52, 53, 55-59, 62, 64-77, 113-120, Ab. , 1988, P.L. 40, a. 86 121, 1988, P.L. 40, a. 86 122, Ab. , 1988, P.L. 40, a. 86 141, 1988, P.L. 110, a. 79 148-154, 157, Ab. , 1988, P.L. 40, a. 86 158, 1988, P.L. 40, a. 86 169, 172-180, 190-212, Ab. , 1988, P.L. 40, a. 86 231, 1988, P.L. 81, a. 24 1988, P.L. 10, a. 71 233, 1988, P.L. 10, a. 72 242, 243 Ab. , 1988, P.L. 40, a. 86 244, 1988, P.L. 110, a. 80 Ab. , 1988, P.L. 40, a. 86 245-249, Ab. , 1988, P.L. 40, a. 86
L.R.Q., c. C-18.1	Loi sur le cinéma	166, 1988, P.L. 10, a. 73

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-19	Loi sur les cités et villes	<p>1, 1988, P.L. 7, a. 230 2, 1988, P.L. 7, a. 231 3, 1988, P.L. 7, a. 232 4, Ab., 1988, P.L. 7, a. 233 7, Ab., 1988, P.L. 7, a. 234 14.1, 1988, P.L. 109, a. 83 15-26, Ab., 1988, P.L. 7, a. 235 27, Ab., 1988, P.L. 7, a. 237 30-32, Ab., 1988, P.L. 7, a. 238 36-46.4, 1988, P.L. 7, a. 239 65-65.15, Ab., 1988, P.L. 24, a. 33 66, 1988, P.L. 109, a. 84 110, 1988, P.L. 90, a. 1 415, 1988, P.L. 110, a. 81 447, 1988, P.L. 12, a. 84 467.3.1, 1988, P.L. 16, a. 1 467.4, 1988, P.L. 16, a. 2 467.5, 1988, P.L. 16, a. 3 467.6, 1988, P.L. 16, a. 4 467.7.2, 1988, P.L. 16, a. 5 467.7.3, 1988, P.L. 16, a. 6 467.7.4, 1988, P.L. 16, a. 7 467.9, Ab., 1988, P.L. 16, a. 8 467.10, Ab., 1988, P.L. 16, a. 9 467.10.3, 1988, P.L. 16, a. 10 467.10.4, 1988, P.L. 16, a. 11 467.10.5-467.10.7, 1988, P.L. 16, a. 12 467.11, 1988, P.L. 16, a. 13 467.12, 467.12.1, 1988, P.L. 16, a. 14 467.13, 1988, P.L. 16, a. 15 467.14, 1988, P.L. 16, a. 16 468.51.1, 1988, P.L. 90, a. 2 500, 1988, P.L. 107, a. 551 502, Ab., 1988, P.L. 107, a. 552 562, 1988, P.L. 99, a. 42 606, 1988, P.L. 85, a. 1 606.1, 1988, P.L. 85, a. 2 607-611, 1988, P.L. 85, a. 3 615, 1988, P.L. 85, a. 4 615.1, 1988, P.L. 85, a. 5 653, 1988, P.L. 10, a. 74</p>
L.R.Q., c. C-24.2	Code de la sécurité routière	<p>69.1, 1988, P.L. 77, a. 1 74, Ab., 1988, P.L. 77, a. 2 76, 1988, P.L. 77, a. 3 83, 1988, P.L. 77, a. 4 92, 1988, P.L. 77, a. 5 119, 1988, P.L. 10, a. 75 140, 1988, P.L. 77, a. 6 180, 1988, P.L. 77, a. 7 181, 1988, P.L. 77, a. 8 187, Ab., 1988, P.L. 77, a. 10 251, 1988, P.L. 77, a. 11 252, 1988, P.L. 77, a. 12 519.11, 1988, P.L. 77, a. 13 519.14.1, 1988, P.L. 77, a. 14 519.23, 1988, P.L. 77, a. 15 519.30.1, 1988, P.L. 77, a. 16</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-24.2	Code de la sécurité routière — <i>Suite</i>	519.39, 1988, P.L. 77, a. 17 621, 1988, P.L. 77, a. 18 639, 1988, P.L. 77, a. 19 645.2, 1988, P.L. 77, a. 20 650, 1988, P.L. 81, a. 24 660, 1988, P.L. 77, a. 21
L.R.Q., c. C-25	Code de procédure civile	22, 1988, P.L. 10, a. 76 23, 1988, P.L. 10, a. 77 29, 1988, P.L. 10, a. 78 36.1 1988, P.L. 10, a. 80 47, 1988, P.L. 10, a. 81 48.1, 1988, P.L. 10, a. 82 404, 1988, P.L. 4, a. 3 553, 1988, P.L. 4, a. 4 553.3-553.8, 1988, P.L. 33, a. 1 553.9, 1988, P.L. 33, a. 1 1988, P.L. 37, a. 108 553.10, 1988, P.L. 33, a. 1 625.1, 1988, P.L. 33, a. 2 629, 1988, P.L. 107, a. 553 640.1-640.4, 1988, P.L. 4, a. 5 641.1, 1988, P.L. 33, a. 3 641.2, 1988, P.L. 33, a. 4 659.1-659.4, Ab., 1988, P.L. 33, a. 5 659.5, 1988, P.L. 33, a. 6 659.6, 1988, P.L. 33, a. 7 659.7, 1988, P.L. 33, a. 8 661.1, Ab., 1988, P.L. 33, a. 9 662, 1988, P.L. 33, a. 10 696, 1988, P.L. 107, a. 554 822.2, 1988, P.L. 4, a. 6 989, 1988, P.L. 37, a. 109
L.R.Q., c. C-26	Code des professions	12, 1988, P.L. 22, a. 1 13, 1988, P.L. 22, a. 2 33, 1988, P.L. 22, a. 3 36, 1988, P.L. 22, a. 4 37, 1988, P.L. 22, a. 5 39, 1988, P.L. 22, a. 6 49, 1988, P.L. 22, a. 7 51, 1988, P.L. 22, a. 8 52, 53, 1988, P.L. 22, a. 9 55, 1988, P.L. 22, a. 10 61, 1988, P.L. 22, a. 11 63, 1988, P.L. 22, a. 12 64, 1988, P.L. 22, a. 13 65, 1988, P.L. 22, a. 14 67, 1988, P.L. 22, a. 15 69, 1988, P.L. 22, a. 16 72, 1988, P.L. 22, a. 17 76, 1988, P.L. 22, a. 18 79, 1988, P.L. 22, a. 19 84, 1988, P.L. 22, a. 20 86, 1988, P.L. 22, a. 21 88, 1988, P.L. 22, a. 22 89, 1988, P.L. 22, a. 23 90, 1988, P.L. 22, a. 24 91, 1988, P.L. 22, a. 25

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-26	Code des professions — <i>Suite</i>	93, 1988, P.L. 22, a. 26 94, 1988, P.L. 22, a. 27 95, 1988, P.L. 22, a. 28 96, 1988, P.L. 22, a. 29 99, 1988, P.L. 22, a. 30 100, 1988, P.L. 22, a. 31 102, 1988, P.L. 22, a. 32 103, 1988, P.L. 22, a. 33 105, 1988, P.L. 22, a. 34 112, 1988, P.L. 22, a. 35 113, 1988, P.L. 22, a. 36 123, 1988, P.L. 22, a. 38 125, 1988, P.L. 22, a. 39 156, 1988, P.L. 22, a. 40 160, 1988, P.L. 22, a. 41 161, 1988, P.L. 22, a. 42 162, 1988, P.L. 22, a. 43 163, 1988, P.L. 22, a. 44 164, 1988, P.L. 22, a. 45 167, 1988, P.L. 22, a. 46 177.1, 1988, P.L. 22, a. 47 178, 1988, P.L. 22, a. 48 179, 1988, P.L. 22, a. 49 180-180.2, 1988, P.L. 22, a. 50 182, 1988, P.L. 22, a. 51 183, 1988, P.L. 22, a. 52 184, 1988, P.L. 22, a. 53 186, 1988, P.L. 22, a. 54 188, 1988, P.L. 22, a. 55 188.1-188.3, 1988, P.L. 22, a. 56 191, 1988, P.L. 22, a. 57 192, 1988, P.L. 22, a. 58 193, 1988, P.L. 22, a. 59 Ann. I, 1988, P.L. 22, a. 60
L.R.Q., c. C-27	Code du travail	1, 1988, P.L. 84, a. 72 111.0.16, 1988, P.L. 34, a. 3
L.R.Q., c. C-27.1	Code municipal du Québec	1, 1988, P.L. 7, a. 240 3, 1988, P.L. 7, a. 241 4, 1988, P.L. 7, a. 242 5, 1988, P.L. 7, a. 243 19, 1988, P.L. 109, a. 85 25, 1988, P.L. 7, a. 244 26, 1988, P.L. 7, a. 245 34-78, Ab., 1988, P.L. 7, a. 246 94-106, Ab., 1988, P.L. 24, a. 34 119, Ab., 1988, P.L. 7, a. 247 143, Ab., 1988, P.L. 7, a. 248 145, 1988, P.L. 7, a. 249 179, 1988, P.L. 7, a. 250 193, 1988, P.L. 10, a. 83 490, 1988, P.L. 7, a. 251 528.1, 1988, P.L. 16, a. 17 529, 1988, P.L. 16, a. 18 530, 1988, P.L. 16, a. 19 531, 1988, P.L. 16, a. 20 532.2, 1988, P.L. 16, a. 21 532.3, 1988, P.L. 16, a. 22 532.4, 1988, P.L. 16, a. 23 534, Ab., 1988, P.L. 16, a. 24

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-27.1	Code municipal du Québec — <i>Suite</i>	535, Ab., 1988, P.L. 16, a. 25 535.3, 1988, P.L. 16, a. 26 535.4, 1988, P.L. 16, a. 27 535.5-535.7, 1988, P.L. 16, a. 28 536, 1988, P.L. 16, a. 29 537, 537.1, 1988, P.L. 16, a. 30 538, 1988, P.L. 16, a. 31 539, 1988, P.L. 16, a. 32 549, 1988, P.L. 99, a. 43 557, 1988, P.L. 110, a. 82 620.1, 1988, P.L. 90, a. 3 986, 1988, P.L. 107, a. 555 987, Ab., 1988, P.L. 7, a. 252 989, 1988, P.L. 90, a. 4 991, 1988, P.L. 90, a. 5 1022, 1988, P.L. 107, a. 556 1023, 1988, P.L. 107, a. 557 1024, 1988, P.L. 107, a. 558 1075, 1988, P.L. 99, a. 44
L.R.Q., c. C-28	Loi sur les coffrets de sûreté	9.1, 1988, P.L. 81, a. 24
L.R.Q., c. C-29	Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel	6.1, 1988, P.L. 107, a. 559 6.3, 1988, P.L. 107, a. 560
L.R.Q., c. C-34	Loi sur la Commission des affaires sociales	21, 1988, P.L. 109, a. 86 1988, P.L. 37, a. 110 22, 1988, P.L. 37, a. 111 26, 1988, P.L. 37, a. 112 28, 1988, P.L. 34, a. 15 30, 1988, P.L. 64, a. 1 33, 1988, P.L. 64, a. 2 38, 1988, P.L. 37, a. 113
L.R.Q., c. C-35	Loi sur la Commission municipale	65, 1988, P.L. 107, a. 561
L.R.Q., c. C-37	Loi sur les commissions d'enquête	14, 1988, P.L. 107, a. 562
L.R.Q., c. C-37.1	Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais	6, 1988, P.L. 83, a. 20 10, 1988, P.L. 83, a. 21 114, 1988, P.L. 99, a. 45 115, 1988, P.L. 99, a. 46 144, 1988, P.L. 90, a. 6 171, 1988, P.L. 16, a. 33 172.4, 1988, P.L. 16, a. 34 196, 1988, P.L. 16, a. 35 1988, P.L. 107, a. 563 197, 1988, P.L. 16, a. 36 262, 1988, P.L. 7, a. 253 Ann. A., 1988, P.L. 83, a. 22 Ann. B., 1988, P.L. 83, a. 23
L.R.Q., c. C-37.2	Loi sur la Communauté urbaine de Montréal	19, 1988, P.L. 109, a. 87 20, 21, 1988, P.L. 24, a. 35 21.1, 21.2, 1988, P.L. 109, a. 88 22.1, 1988, P.L. 24, a. 36 114.1, 1988, P.L. 42, a. 49 133, 1988, P.L. 99, a. 47 141, 1988, P.L. 99, a. 48 142, 1988, P.L. 99, a. 49

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-37.2	Loi sur la Communauté urbaine de Montréal — <i>Suite</i>	151.5, 1988, P.L. 99, a. 50 178, 1988, P.L. 86, a. 198 179, 1988, P.L. 86, a. 199 190, 1988, P.L. 81, a. 24 192, 1988, P.L. 81, a. 24 1988, P.L. 86, a. 200 193, 1988, P.L. 81, a. 24 196, 1988, P.L. 81, a. 24 1988, P.L. 86, a. 201 201, 202, Ab., 1988, P.L. 86, a. 202 220, 1988, P.L. 90, a. 7 223, 1988, P.L. 90, a. 8 241, 1988, P.L. 24, a. 37 290, 1988, P.L. 107, a. 564 291, 1988, P.L. 16, a. 37 291.6, 1988, P.L. 16, a. 38 291.29.1, 1988, P.L. 16, a. 39 306.31, 1988, P.L. 90, a. 9 306.32, 1988, P.L. 90, a. 10 306.57, 1988, P.L. 16, a. 40 330, 1988, P.L. 107, a. 565 332, 1988, P.L. 7, a. 254
L.R.Q., c. C-37.3	Loi sur la Communauté urbaine de Québec	1, 1988, P.L. 53, a. 1 6.5, 6.6, 1988, P.L. 24, a. 38 6.7, 6.8, 1988, P.L. 109, a. 89 6.8.1, 1988, P.L. 24, a. 39 11, 1988, P.L. 109, a. 90 29, 1988, P.L. 53, a. 2 93, 1988, P.L. 28, a. 1 1988, P.L. 53, a. 3 95, 1988, P.L. 53, a. 4 116, 117, Ab., 1988, P.L. 28, a. 2 117.1, Ab., 1988, P.L. 28, a. 3 118, 119, Ab., 1988, P.L. 28, a. 4 120, 120.1, 1988, P.L. 28, a. 5 127, 1988, P.L. 99, a. 51 128, 1988, P.L. 99, a. 52 129, 1988, P.L. 53, a. 5 158, 1988, P.L. 90, a. 11 183, 1988, P.L. 109, a. 91 188, 1988, P.L. 16, a. 41 189.4, 1988, P.L. 16, a. 42 216, 1988, P.L. 16, a. 43 1988, P.L. 107, a. 566 217, 1988, P.L. 16, a. 44 220, 1988, P.L. 53, a. 6 247, 1988, P.L. 7, a. 255 252, 1988, P.L. 53, a. 7 Ann. D., Ab., 1988, P.L. 53, a. 8
L.R.Q., c. C-38	Loi sur les compagnies	101, 1988, P.L. 10, a. 84 110, 1988, P.L. 10, a. 85 203, 1988, P.L. 10, a. 86
L.R.Q., c. C-43	Loi sur les compagnies de garantie	Ab., 1988, P.L. 20, a. 1
L.R.Q., c. C-45	Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone	9, 1988, P.L. 110, a. 83

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-48	Loi sur les comptables agréés	28, 1988, P.L. 107, a. 567 29, 1988, P.L. 70, a. 556
L.R.Q., c. C-52.1	Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale	29, 1988, P.L. 103, a. 214
L.R.Q., c. C-57	Loi sur le Conseil des affaires sociales	Titre, 1988, P.L. 94, a. 23 1, 1988, P.L. 94, a. 24 2, 1988, P.L. 94, a. 25
L.R.Q., c. C-60	Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation	22, 1988, P.L. 107, a. 568 23, 1988, P.L. 107, a. 569 30, 1988, P.L. 107, a. 570 31, 1988, P.L. 107, a. 571 32, 1988, P.L. 107, a. 572
L.R.Q., c. C-60.1	Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal	9, 1988, P.L. 16, a. 45 11, 1988, P.L. 16, a. 46 12.3, 1988, P.L. 16, a. 47 14, 1988, P.L. 16, a. 48 15, 1988, P.L. 16, a. 49 16, 1988, P.L. 16, a. 50 18, 1988, P.L. 16, a. 51 18.2, 1988, P.L. 16, a. 52 18.3, 1988, P.L. 16, a. 53 27.1, 1988, P.L. 16, a. 54 27.3, 27.4, 1988, P.L. 16, a. 55
L.R.Q., c. C-61.1	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	2, 1988, P.L. 15, a. 1 15, 1988, P.L. 101, a. 1 16, 1988, P.L. 101, a. 2 19, 1988, P.L. 101, a. 3 24, 1988, P.L. 101, a. 4 26, 26.1, 1988, P.L. 15, a. 2 54, 1988, P.L. 101, a. 5 67, 1988, P.L. 15, a. 3 68, 1988, P.L. 15, a. 4 86.1, 1988, P.L. 101, a. 6 86.2, 1988, P.L. 101, a. 7 89, 1988, P.L. 101, a. 8 101.1, 1988, P.L. 101, a. 9 106, 1988, P.L. 101, a. 10 106.1, 106.2, 1988, P.L. 101, a. 11 108, 1988, P.L. 101, a. 12 110, 1988, P.L. 101, a. 13 110.1-110.5, 1988, P.L. 101, a. 14 118, 1988, P.L. 101, a. 15 121, 1988, P.L. 101, a. 16 125, 1988, P.L. 101, a. 17 128.1-128.18, 1988, P.L. 15, a. 5 129, 1988, P.L. 101, a. 19 130, 1988, P.L. 101, a. 20 132, 1988, P.L. 101, a. 21 133, 1988, P.L. 101, a. 22 134, 1988, P.L. 101, a. 23 135, 1988, P.L. 101, a. 24 138, 1988, P.L. 101, a. 25 139, 1988, P.L. 101, a. 26 142, 1988, P.L. 101, a. 27

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-61.1	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune — <i>Suite</i>	143, 1988, P.L. 101, a. 28 145, 1988, P.L. 101, a. 29 147, Ab., 1988, P.L. 101, a. 30 148, 1988, P.L. 101, a. 31 151, 1988, P.L. 101, a. 32 1988, P.L. 107, a. 573 155.2, 1988, P.L. 101, a. 33 156, 1988, P.L. 101, a. 34 162, 1988, P.L. 15, a. 6 1988, P.L. 101, a. 35 163, 1988, P.L. 101, a. 36 164, 1988, P.L. 101, a. 37 171, 1988, P.L. 101, a. 38 171.2-171.5, 1988, P.L. 15, a. 7 177, 1988, P.L. 101, a. 39 178.1, 1988, P.L. 15, a. 8 191.2, 1988, P.L. 101, a. 40
L.R.Q., c. C-62	Loi sur le Conservatoire	6, 1988, P.L. 2, a. 4
L.R.Q., c. C-69.1	Loi sur les corporations de fonds de sécurité	26, 1988, P.L. 70, a. 557 29, 1988, P.L. 70, a. 558 36, 1988, P.L. 107, a. 574 38, 1988, P.L. 107, a. 575
L.R.Q., c. C-70	Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport	23, 1988, P.L. 16, a. 56 23.1, 23.2, 1988, P.L. 16, a. 57 38, 1988, P.L. 16, a. 58 41.1, 1988, P.L. 16, a. 59 62, 1988, P.L. 16, a. 60 63, 1988, P.L. 16, a. 61 65, Ab., 1988, P.L. 16, a. 62 66, 1988, P.L. 107, a. 576 68, 1988, P.L. 16, a. 63 93, 1988, P.L. 90, a. 12 93.1, 1988, P.L. 90, a. 13
L.R.Q., c. C-72	Loi sur les cours municipales	8, Ab., 1988, P.L. 85, a. 6
L.R.Q., c. C-78	Loi sur le crédit forestier	46.2, 1988, P.L. 107, a. 577
L.R.Q., c. C-78.1	Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées	55, 1988, P.L. 107, a. 578
L.R.Q., c. D-2	Loi sur les décrets de convention collective	46, 1988, P.L. 37, a. 14
L.R.Q., c. D-7	Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires	Titre , 1988, P.L. 107, a. 579 15, 1988, P.L. 107, a. 580 15.1, 1988, P.L. 107, a. 581 16, 1988, P.L. 107, a. 582 17, 1988, P.L. 107, a. 583 20, 1988, P.L. 107, a. 584 21, 1988, P.L. 107, a. 585 23, 1988, P.L. 107, a. 586 26, 1988, P.L. 107, a. 587 26.1, Ab., 1988, P.L. 107, a. 588 36, 1988, P.L. 107, a. 589 42, 1988, P.L. 107, a. 590 44, Ab., 1988, P.L. 107, a. 591

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. D-8	Loi sur le développement de la région de la Baie James	42, 1988, P.L. 12, a. 85 1988, P.L. 110, a. 84
L.R.Q., c. D-9.1	Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec	29, 1988, P.L. 42, a. 50 31.1, 1988, P.L. 42, a. 51 65, 1988, P.L. 42, a. 52 83, 1988, P.L. 42, a. 53 87, 1988, P.L. 42, a. 54 128, 1988, P.L. 42, a. 55
L.R.Q., c. D-10	Loi sur la distribution du gaz	1, 1988, P.L. 12, a. 86
L.R.Q., c. D-17	Loi concernant les droits sur les transferts de terrains	42, 1988, P.L. 64, a. 3
L.R.Q., c. E-8	Loi concernant les enquêtes sur les incendies	5, 8, 11, 13-15, 17, 1988, P.L. 81, a. 24 21.4, 1988, P.L. 10, a. 87 27-30, 35, 1988, P.L. 81, a. 24
L.R.Q., c. E-8.1	Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public	Ab., 1988, P.L. 107, a. 592
L.R.Q., c. E-9	Loi sur l'enseignement privé	1, 1988, P.L. 107, a. 593 14.1, 1988, P.L. 107, a. 594 17.1, 1988, P.L. 107, a. 595 21, 1988, P.L. 107, a. 596 31, 1988, P.L. 107, a. 597 34, 1988, P.L. 107, a. 598 38, 1988, P.L. 107, a. 599 42, 1988, P.L. 107, a. 600 43, 1988, P.L. 107, a. 601 44, 1988, P.L. 107, a. 602 45, 1988, P.L. 107, a. 603 46, 1988, P.L. 107, a. 604 48, 1988, P.L. 107, a. 605 56, 1988, P.L. 107, a. 606 59, 1988, P.L. 107, a. 607 59.2, 1988, P.L. 107, a. 608 59.3, 1988, P.L. 107, a. 609
L.R.Q., c. E-12	Loi sur les entrepôts frigorifiques pour le poisson et la boîte	Ab., 1988, P.L. 20, a. 1
L.R.Q., c. E-14	Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique	1, 2, 1988, P.L. 79, a. 1 3-9, Ab., 1988, P.L. 79, a. 1 9.3, 1988, P.L. 79, a. 2 11, 1988, P.L. 79, a. 3 12, 1988, P.L. 79, a. 4 14, 1988, P.L. 79, a. 5 14.1, 1988, P.L. 79, a. 6 16, 1988, P.L. 79, a. 7 17.1, 1988, P.L. 79, a. 8
L.R.Q., c. E-18	Loi sur l'exécutif	4, 1988, P.L. 42, a. 56 1988, P.L. 81, a. 1
L.R.Q., c. E-20.1	Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées	25, 1988, P.L. 107, a. 610 26, 1988, P.L. 107, a. 611 54, 1988, P.L. 37, a. 115 68, 1988, P.L. 110, a. 85

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. E-22	Loi sur les explosifs	1, 23, 1988, P.L. 81, a. 24
L.R.Q., c. E-23	Loi sur l'exportation de l'électricité	3, Ab., 1988, P.L. 12, a. 87
L.R.Q., c. E-24	Loi sur l'expropriation	1-1.11, 1988, P.L. 10, a. 88 4, 1988, P.L. 10, a. 89 37, 1988, P.L. 107, a. 612 40.1, 1988, P.L. 10, a. 91 48, 1988, P.L. 10, a. 92
L.R.Q., c. F-2.1	Loi sur la fiscalité municipale	1, 1988, P.L. 107, a. 613 5, 1988, P.L. 90, a. 14 8, 1988, P.L. 7, a. 256 10, 1988, P.L. 90, a. 15 11, 1988, P.L. 90, a. 16 14, 1988, P.L. 90, a. 17 22, 1988, P.L. 90, a. 18 32, 1988, P.L. 90, a. 19 36.1, 1988, P.L. 90, a. 20 46, 1988, P.L. 90, a. 21 46.1, 1988, P.L. 90, a. 22 70, 1988, P.L. 90, a. 23 71, 1988, P.L. 90, a. 24 72, 1988, P.L. 90, a. 25 72.1, 1988, P.L. 90, a. 26 74, 1988, P.L. 90, a. 27 74.1, 1988, P.L. 90, a. 28 75, 1988, P.L. 90, a. 29 76, 1988, P.L. 90, a. 30 77, 1988, P.L. 90, a. 31 100, 1988, P.L. 90, a. 32 108, 1988, P.L. 90, a. 33 110, 1988, P.L. 90, a. 34 114, 1988, P.L. 90, a. 35 118, 1988, P.L. 90, a. 36 120, 1988, P.L. 90, a. 37 130, 1988, P.L. 90, a. 38 131, 1988, P.L. 90, a. 39 131.1, 1988, P.L. 90, a. 40 131.2, 1988, P.L. 90, a. 41 139, 1988, P.L. 90, a. 42 140, 1988, P.L. 90, a. 43 141, 1988, P.L. 90, a. 44 147, 1988, P.L. 90, a. 45 147.1, 1988, P.L. 90, a. 46 153, 1988, P.L. 107, a. 614 156, 1988, P.L. 90, a. 47 169, 1988, P.L. 90, a. 48 170, 1988, P.L. 90, a. 49 173, 1988, P.L. 38, a. 1 174, 1988, P.L. 90, a. 50 175, 1988, P.L. 90, a. 51 177, 1988, P.L. 90, a. 52 1988, P.L. 107, a. 615 178, 1988, P.L. 90, a. 53 180, 1988, P.L. 107, a. 616 182, 1988, P.L. 90, a. 54 185, 1988, P.L. 90, a. 55 186, 1988, P.L. 90, a. 56 204, 1988, P.L. 90, a. 57 1988, P.L. 86, a. 203

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. F-2.1	Loi sur la fiscalité municipale — <i>Suite</i>	205, 1988, P.L. 90, a. 58 208, 1988, P.L. 90, a. 59 210, 1988, P.L. 90, a. 60 211, 1988, P.L. 90, a. 61 231.1, 1988, P.L. 90, a. 62 231.2, 1988, P.L. 90, a. 63 232.1, 1988, P.L. 70, a. 559 233, 1988, P.L. 90, a. 64 234, 1988, P.L. 90, a. 65 235, 1988, P.L. 90, a. 66 236, 1988, P.L. 90, a. 67 244.1-244.10, 1988, P.L. 90, a. 68 250.1, 1988, P.L. 90, a. 69 253.3, 1988, P.L. 90, a. 70 253.4, 1988, P.L. 90, a. 71 253.5, 1988, P.L. 90, a. 72 253.6, 1988, P.L. 90, a. 73 253.9, 1988, P.L. 90, a. 74 253.10, 1988, P.L. 90, a. 75 253.11, 1988, P.L. 90, a. 76 253.26, 1988, P.L. 90, a. 77 253.27-253.35, 1988, P.L. 90, a. 78 255, 1988, P.L. 86, a. 204 257, 1988, P.L. 90, a. 79 261, 1988, P.L. 90, a. 80 262, 1988, P.L. 90, a. 81 263, 1988, P.L. 90, a. 82 263.1, 1988, P.L. 90, a. 83 264, 1988, P.L. 90, a. 84 495, 1988, P.L. 107, a. 617 501, Ab., 1988, P.L. 107, a. 618 584, 1988, P.L. 90, a. 85
L.R.Q., c. F-3.1.1	Loi sur la fonction publique	64, 1988, P.L. 10, a. 93
L.R.Q., c. F-4.1	Loi sur les forêts	9, 1988, P.L. 84, a. 1 10, 1988, P.L. 84, a. 2 11.1, 1988, P.L. 84, a. 3 12, Ab., 1988, P.L. 84, a. 4 13, 1988, P.L. 84, a. 5 15, 16, Ab., 1988, P.L. 84, a. 6 16.1, 16.2, 1988, P.L. 84, a. 7 17-17.2, 1988, P.L. 84, a. 8 23, 1988, P.L. 84, a. 9 24, 1988, P.L. 84, a. 10 24.1-24.3, 1988, P.L. 84, a. 11 26.1, 1988, P.L. 84, a. 12 28, 28.1, 1988, P.L. 84, a. 13 30, 1988, P.L. 84, a. 14 31, 1988, P.L. 84, a. 15 32, 1988, P.L. 84, a. 16 33, 1988, P.L. 84, a. 17 49, 1988, P.L. 84, a. 18 51, 1988, P.L. 84, a. 19 52, 1988, P.L. 84, a. 20 53, 1988, P.L. 84, a. 21 54, 1988, P.L. 84, a. 22 55-55.2, 1988, P.L. 84, a. 23 56, Ab., 1988, P.L. 84, a. 24 57, 1988, P.L. 84, a. 25

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. F-4.1	Loi sur les forêts — <i>Suite</i>	58, 1988, P.L. 84, a. 26 58.1, 1988, P.L. 84, a. 27 60, 1988, P.L. 84, a. 28 66, 1988, P.L. 84, a. 29 67, 1988, P.L. 84, a. 30 68, 69, Ab., 1988, P.L. 84, a. 31 70, 1988, P.L. 84, a. 32 72, 1988, P.L. 84, a. 33 77, 1988, P.L. 84, a. 34 79, 1988, P.L. 84, a. 35 82, 1988, P.L. 84, a. 36 89, 1988, P.L. 84, a. 37 89.1, 1988, P.L. 84, a. 38 92, 1988, P.L. 84, a. 39 92.1, 92.2, 1988, P.L. 84, a. 40 94, 1988, P.L. 84, a. 41 95, 1988, P.L. 84, a. 42 95.1-95.4, 1988, P.L. 84, a. 43 97, 1988, P.L. 84, a. 44 98-101, Ab., 1988, P.L. 84, a. 45 106, 1988, P.L. 84, a. 46 108, 1988, P.L. 84, a. 47 113, 1988, P.L. 84, a. 48 114, 1988, P.L. 84, a. 49 115, 1988, P.L. 84, a. 50 117.1, 1988, P.L. 84, a. 51 118, 119, 1988, P.L. 84, a. 52 121, 1988, P.L. 84, a. 53 123, 124, 1988, P.L. 84, a. 54 127.1, 127.2, 1988, P.L. 84, a. 55 128, 1988, P.L. 84, a. 56 155, 1988, P.L. 84, a. 57 163, 1988, P.L. 84, a. 58 168, 1988, P.L. 84, a. 59 170.1, 1988, P.L. 84, a. 60 172, 1988, P.L. 84, a. 61 173, 1988, P.L. 84, a. 62 175, 1988, P.L. 84, a. 63 175.1, 1988, P.L. 84, a. 64 184.1, 1988, P.L. 84, a. 65 187-206, 1988, P.L. 84, a. 66 207, 1988, P.L. 84, a. 67 226, 1988, P.L. 84, a. 68 233, 1988, P.L. 84, a. 69 236.1, 1988, P.L. 84, a. 70 239.1, 1988, P.L. 84, a. 71
L.R.Q., c. F-5	Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre	1, 1988, P.L. 31, a. 19 29.1, 1988, P.L. 31, a. 20
L.R.Q., c. H-5	Loi sur Hydro-Québec	1, 1988, P.L. 12, a. 88 4.2, 1988, P.L. 32, a. 1 5, 1988, P.L. 32, a. 2 8, 1988, P.L. 32, a. 3 9, 1988, P.L. 32, a. 4 11.2, 1988, P.L. 32, a. 5 23, 1988, P.L. 12, a. 89 30, 1988, P.L. 110, a. 86 39.8, 1988, P.L. 12, a. 90 1988, P.L. 110, a. 87

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. H-5	Loi sur Hydro-Québec — <i>Suite</i>	40, 1988, P.L. 107, a. 619 46, Ab., 1988, P.L. 12, a. 91 48.1, 1988, P.L. 12, a. 92 1988, P.L. 110, a. 88
L.R.Q., c. I-0.1	Loi sur les immeubles industriels municipaux	1, 1988, P.L. 28, a. 6
L.R.Q., c. I-1	Loi concernant l'impôt sur la vente en détail	2, 1988, P.L. 64, a. 4 6, 1988, P.L. 64, a. 5 7, 1988, P.L. 64, a. 6 7.1, 1988, P.L. 64, a. 7 8, 1988, P.L. 64, a. 8 10.1, 1988, P.L. 64, a. 9 16, 1988, P.L. 64, a. 10 17, 1988, P.L. 64, a. 12 20.9.1, 1988, P.L. 64, a. 13 20.15, 1988, P.L. 64, a. 14 20.24.1, 1988, P.L. 64, a. 15 20.25, 1988, P.L. 20, a. 3 20.26, 1988, P.L. 64, a. 16
L.R.Q., c. I-2	Loi concernant l'impôt sur le tabac	13.4, 1988, P.L. 10, a. 94 13.5, 1988, P.L. 10, a. 95 17.2, 1988, P.L. 6, a. 1
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts	1, 1988, P.L. 6, a. 2 1988, P.L. 64, a. 17 1.4, Ab., 1988, P.L. 6, a. 3 22, 1988, P.L. 64, a. 18 25, 1988, P.L. 64, a. 19 26, 1988, P.L. 64, a. 20 47.6, 1988, P.L. 6, a. 4 47.10-47.17, 1988, P.L. 6, a. 5 48, 1988, P.L. 64, a. 21 49-49.2, 1988, P.L. 64, a. 22 68, 1988, P.L. 64, a. 23 69, 1988, P.L. 64, a. 24 72.1, 1988, P.L. 64, a. 25 78.2, 78.3, 1988, P.L. 6, a. 6 87, 1988, P.L. 6, a. 7 92.7, 1988, P.L. 6, a. 8 114, 1988, P.L. 64, a. 26 135, 1988, P.L. 6, a. 9 135.1.1, 1988, P.L. 6, a. 10 157, 1988, P.L. 6, a. 11 157.4.2, 1988, P.L. 64, a. 27 175.1, 1988, P.L. 6, a. 12 222, 1988, P.L. 6, a. 13 229.1, 1988, P.L. 64, a. 28 232.1.1, 1988, P.L. 6, a. 14 257, 1988, P.L. 64, a. 29 293, 1988, P.L. 6, a. 15 312, 1988, P.L. 6, a. 16 1988, P.L. 64, a. 30 313.4, 1988, P.L. 6, a. 17 332.1, 1988, P.L. 6, a. 18 333, 1988, P.L. 6, a. 19 339, 1988, P.L. 6, a. 20 339.4, 1988, P.L. 6, a. 21 345, 1988, P.L. 6, a. 22

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	<p>352, 1988, P.L. 6, a. 23 1988, P.L. 64, a. 31 354, 1988, P.L. 64, a. 32 355, 1988, P.L. 64, a. 33 358.1, 1988, P.L. 6, a. 24 1988, P.L. 64, a. 34 358.2, 1988, P.L. 6, a. 25 1988, P.L. 64, a. 34 358.3-358.12, 1988, P.L. 64, a. 34 359, 1988, P.L. 6, a. 26 359.1-359.17, 1988, P.L. 6, a. 27 395, 1988, P.L. 6, a. 28 397, 1988, P.L. 6, a. 29 399, 1988, P.L. 6, a. 30 399.1-399.7, 1988, P.L. 6, a. 31 402, 403, 1988, P.L. 6, a. 32 405, 1988, P.L. 6, a. 33 406, 1988, P.L. 6, a. 34 408, 1988, P.L. 6, a. 35 410, 1988, P.L. 6, a. 36 412, 1988, P.L. 6, a. 37 415, 1988, P.L. 6, a. 38 415.1, 1988, P.L. 6, a. 39 417, 1988, P.L. 6, a. 40 418.2, 1988, P.L. 6, a. 41 418.4, 1988, P.L. 6, a. 42 418.6, 1988, P.L. 6, a. 43 418.13, 1988, P.L. 6, a. 44 419.0.1, 1988, P.L. 6, a. 45 419.6-419.8, 1988, P.L. 6, a. 46 482-483.1, 1988, P.L. 6, a. 47 487.5.1-487.5.4, 1988, P.L. 64, a. 35 497, 1988, P.L. 6, a. 48 503.0.1, 1988, P.L. 64, a. 36 503.2, 1988, P.L. 64, a. 37 547.1, 1988, P.L. 64, a. 38 564.2, 1988, P.L. 64, a. 39 599, 1988, P.L. 6, a. 49 613.1, 613.2, 1988, P.L. 64, a. 40 613.3, 1988, P.L. 6, a. 50 1988, P.L. 64, a. 40 613.4-613.10, 1988, P.L. 64, a. 40 622, 1988, P.L. 6, a. 51 623, 1988, P.L. 6, a. 52 628, 1988, P.L. 6, a. 53 629, 1988, P.L. 6, a. 54 646, 1988, P.L. 6, a. 55 657.2-657.3, 1988, P.L. 6, a. 56 665, 1988, P.L. 6, a. 57 669.1, 1988, P.L. 6, a. 58 670.1, 1988, P.L. 6, a. 59 670.2, 1988, P.L. 6, a. 60 693, 1988, P.L. 64, a. 41 695, 1988, P.L. 6, a. 61 1988, P.L. 64, a. 42 697, 1988, P.L. 6, a. 62 702, 1988, P.L. 64, a. 43 702.1, Ab., 1988, P.L. 64, a. 44 707, 1988, P.L. 64, a. 45 707.1, Ab., 1988, P.L. 64, a. 46</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	708, 1988, P.L. 64, a. 47 708.1, Ab., 1988, P.L. 64, a. 48 709, 1988, P.L. 6, a. 63 709.1, 709.2, 1988, P.L. 64, a. 49 710, 1988, P.L. 64, a. 50 725.2, 1988, P.L. 64, a. 51 725.6, 1988, P.L. 64, a. 52 726, 1988, P.L. 64, a. 53 726.18, 1988, P.L. 6, a. 64 726.21-726.23, 1988, P.L. 6, a. 65 733.0.0.1, 1988, P.L. 64, a. 54 733.0.1, 1988, P.L. 64, a. 55 733.1, 1988, P.L. 64, a. 56 734, 735, 1988, P.L. 64, a. 57 737.19-737.21, 1988, P.L. 64, a. 58 737.22, 1988, P.L. 6, a. 66 1988, P.L. 64, a. 58 749.1, 1988, P.L. 64, a. 59 751, 1988, P.L. 64, a. 60 752.2, 1988, P.L. 64, a. 61 752.6, 1988, P.L. 64, a. 62 752.12-752.16, 1988, P.L. 64, a. 63 767, 1988, P.L. 6, a. 67 1988, P.L. 64, a. 64 771.8, 1988, P.L. 64, a. 65 773, 774, 1988, P.L. 64, a. 66 776, 1988, P.L. 64, a. 67 776.1, 1988, P.L. 64, a. 68 776.1.1, 1988, P.L. 64, a. 69 776.1.2, 1988, P.L. 64, a. 70 776.7, 1988, P.L. 6, a. 68 776.17, 1988, P.L. 6, a. 69 1988, P.L. 64, a. 71 776.21, 1988, P.L. 64, a. 72 776.21.1, 1988, P.L. 64, a. 73 776.22, 1988, P.L. 64, a. 74 776.23, 1988, P.L. 64, a. 75 776.24, 1988, P.L. 64, a. 76 776.24.1, 1988, P.L. 64, a. 77 776.26, 1988, P.L. 64, a. 78 776.29-776.64, 1988, P.L. 64, a. 79 779, 1988, P.L. 64, a. 80 782, 1988, P.L. 64, a. 81 835, 1988, P.L. 6, a. 70 905.1, 1988, P.L. 6, a. 71 907, 1988, P.L. 6, a. 72 908, 1988, P.L. 6, a. 73 909, 1988, P.L. 6, a. 74 910, 1988, P.L. 6, a. 75 911, 1988, P.L. 6, a. 76 913, 1988, P.L. 6, a. 77 914, 1988, P.L. 6, a. 78 915.1, 915.3, Ab., 1988, P.L. 6, a. 79 918, 1988, P.L. 6, a. 80 922, 1988, P.L. 6, a. 81 924, 924.1, 1988, P.L. 6, a. 82 925, 1988, P.L. 6, a. 83 926, 1988, P.L. 6, a. 84 929, 930, 1988, P.L. 6, a. 85

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	<p> 931.1-931.3, 1988, P.L. 6, a. 86 931.4, Ab., 1988, P.L. 6, a. 87 931.5, 1988, P.L. 6, a. 88 933, 1988, P.L. 6, a. 89 935, 1988, P.L. 6, a. 90 961.1.5, 1988, P.L. 6, a. 92 961.2, 1988, P.L. 6, a. 93 961.3, 1988, P.L. 6, a. 94 961.4, Ab., 1988, P.L. 6, a. 95 961.5-961.6, 1988, P.L. 6, a. 96 961.7, Ab., 1988, P.L. 6, a. 97 961.8, 961.8.1, 1988, P.L. 6, a. 98 961.9, 1988, P.L. 6, a. 100 961.9.1, 961.9.2, 1988, P.L. 6, a. 101 961.10, 961.11, Ab., 1988, P.L. 6, a. 102 961.16.1, 1988, P.L. 6, a. 103 961.17, 1988, P.L. 6, a. 104 961.17.0.1-961.17.0.5, 1988, P.L. 6, a. 105 961.17.1-961.20, 1988, P.L. 6, a. 106 961.21, 1988, P.L. 6, a. 107 965.1, 1988, P.L. 64, a. 82 965.2, 1988, P.L. 64, a. 83 965.4.4, 1988, P.L. 64, a. 84 965.5, 1988, P.L. 64, a. 85 965.6, 1988, P.L. 64, a. 86 965.6.0.2, 965.6.0.3, 1988, P.L. 64, a. 87 965.6.8, 1988, P.L. 64, a. 88 965.6.15, 1988, P.L. 64, a. 89 965.6.17, 965.6.18, 1988, P.L. 64, a. 90 965.6.21-965.6.24, 1988, P.L. 64, a. 91 965.7, 1988, P.L. 64, a. 92 965.9.1, 1988, P.L. 64, a. 93 965.9.1.1, 1988, P.L. 64, a. 94 965.9.3, 1988, P.L. 64, a. 95 965.9.5.1, 1988, P.L. 64, a. 96 965.9.7, 965.9.8, 1988, P.L. 64, a. 97 965.10, 1988, P.L. 64, a. 98 965.11.1, 1988, P.L. 64, a. 99 965.11.5, 1988, P.L. 64, a. 100 965.11.7.1, 1988, P.L. 64, a. 101 965.11.8, 965.11.9, 1988, P.L. 64, a. 102 965.11.10, Ab., 1988, P.L. 64, a. 103 965.11.11-965.11.20, 1988, P.L. 64, a. 104 965.15, 1988, P.L. 64, a. 105 965.16, 1988, P.L. 64, a. 106 965.16.0.1, 1988, P.L. 64, a. 107 965.16.0.2, 1988, P.L. 64, a. 108 965.16.1, 1988, P.L. 64, a. 109 </p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>	<p>965.18-965.19.1, 1988, P.L. 64, a. 110</p> <p>965.20, 1988, P.L. 64, a. 111</p> <p>965.20.1.1, 1988, P.L. 64, a. 112</p> <p>965.24.1, 1988, P.L. 64, a. 113</p> <p>965.26.1, 965.26.2 1988, P.L. 64, a. 114</p> <p>965.27, 1988, P.L. 64, a. 115</p> <p>965.29, 1988, P.L. 64, a. 116</p> <p>965.38, 1988, P.L. 64, a. 117</p> <p>985.9, 1988, P.L. 6, a. 109</p> <p>985.9.2, 1988, P.L. 6, a. 110</p> <p>985.9.4, 1988, P.L. 6, a. 111</p> <p>998, 1988, P.L. 6, a. 112</p> <p>1006, 1988, P.L. 64, a. 118</p> <p>1012.1, 1988, P.L. 64, a. 119</p> <p>1015, 1988, P.L. 64, a. 120</p> <p>1025, 1988, P.L. 64, a. 121</p> <p>1026, 1988, P.L. 64, a. 122</p> <p>1029.7, 1988, P.L. 6, a. 113</p> <p>1988, P.L. 64, a. 123</p> <p>1029.8, 1988, P.L. 6, a. 114</p> <p>1988, P.L. 64, a. 124</p> <p>1029.8.1-1029.8.8, 1988, P.L. 64, a. 125</p> <p>1034.1, 1988, P.L. 6, a. 115</p> <p>1036, 1988, P.L. 6, a. 116</p> <p>1037.1, 1988, P.L. 64, a. 126</p> <p>1038.1, 1988, P.L. 64, a. 127</p> <p>1040.1, 1988, P.L. 64, a. 128</p> <p>1044, 1988, P.L. 64, a. 129</p> <p>1049.0.1, 1988, P.L. 6, a. 117</p> <p>1049.1, 1049.1.1, 1988, P.L. 64, a. 130</p> <p>1049.2, 1988, P.L. 64, a. 131</p> <p>1049.2.1-1049.2.10, 1988, P.L. 64, a. 132</p> <p>1049.2.4-1049.2.7, 1988, P.L. 64, a. 133</p> <p>1049.6, 1988, P.L. 64, a. 134</p> <p>1049.11, 1988, P.L. 64, a. 135</p> <p>1049.11.3, 1988, P.L. 64, a. 136</p> <p>1049.15-1049.19, 1988, P.L. 64, a. 137</p> <p>1050, 1988, P.L. 64, a. 138</p> <p>1053, 1988, P.L. 64, a. 139</p> <p>1086, 1988, P.L. 6, a. 118</p> <p>1089, 1988, P.L. 64, a. 140</p> <p>1090, 1988, P.L. 64, a. 141</p> <p>1091, 1988, P.L. 64, a. 142</p> <p>1106, 1988, P.L. 64, a. 143</p> <p>1183, 1988, P.L. 64, a. 144</p> <p>1184, 1988, P.L. 64, a. 145</p>
L.R.Q., c. I-8.1	Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques	<p>115, 1988, P.L. 81, a. 24</p> <p>116, 1988, P.L. 10, a. 96</p> <p>125, 1988, P.L. 81, a. 24</p> <p>131, 1988, P.L. 10, a. 97</p> <p>132, 175, 177, 178, 193, 1988, P.L. 81, a. 24</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-13	Loi sur certaines installations d'utilité publique	2, 1988, P.L. 110, a. 89
L.R.Q., c. I-13.01	Loi sur les installations électriques	35.9, 1988, P.L. 10, a. 98
L.R.Q., c. I-14	Loi sur l'instruction publique	Titre , 1988, P.L. 107, a. 620 275, 1988, P.L. 10, a. 99 315, 1988, P.L. 10, a. 100 431.5, 1988, P.L. 16, a. 64 568, 1988, P.L. 107, a. 621 569, 1988, P.L. 107, a. 622 571, 1988, P.L. 107, a. 623 572, 1988, P.L. 107, a. 624 573, 1988, P.L. 107, a. 625 575, 1988, P.L. 107, a. 626 579, 1988, P.L. 107, a. 627 580, 1988, P.L. 107, a. 628 582.1-582.11, 1988, P.L. 107, a. 629 585, 1988, P.L. 107, a. 630 587, 1988, P.L. 107, a. 631 590, 1988, P.L. 107, a. 632 599, 1988, P.L. 107, a. 633 603, 1988, P.L. 107, a. 634 604, 1988, P.L. 107, a. 635 605, 1988, P.L. 107, a. 636 609, 1988, P.L. 107, a. 637 613.1, 613.2, 1988, P.L. 107, a. 638 614, 1988, P.L. 107, a. 639 619, 1988, P.L. 107, a. 640 620, 1988, P.L. 107, a. 641 622, 1988, P.L. 107, a. 642 622.1, 1988, P.L. 107, a. 643 649, 1988, P.L. 107, a. 644 653, 1988, P.L. 107, a. 645 654, 1988, P.L. 107, a. 646 657, 1988, P.L. 107, a. 647 663, 1988, P.L. 107, a. 648 664, 1988, P.L. 107, a. 649 667, 1988, P.L. 107, a. 650 669, 1988, P.L. 107, a. 651 680, 1988, P.L. 107, a. 652 686, 1988, P.L. 107, a. 653 690, 1988, P.L. 107, a. 654 720, 1988, P.L. 107, a. 655 721, 1988, P.L. 107, a. 656
L.R.Q., c. J-2	Loi sur les jurés	4, 1988, P.L. 10, a. 101 18, 1988, P.L. 72, a. 1 22-22.3, 1988, P.L. 72, a. 2 24, 1988, P.L. 72, a. 3 25, 1988, P.L. 72, a. 4 28, 1988, P.L. 72, a. 5 29, 1988, P.L. 72, a. 6 33, 1988, P.L. 72, a. 7 35.1, 1988, P.L. 72, a. 8 39, 1988, P.L. 72, a. 9
L.R.Q., c. L-1.1	Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus	3, 1988, P.L. 68, a. 1 9, 1988, P.L. 68, a. 2 47, 48, 57, 1988, P.L. 81, a. 24

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. L-3	Loi sur les licences	46, 1988, P.L. 64, a. 146 46.1, 46.2, 1988, P.L. 64, a. 147 79.10, 1988, P.L. 64, a. 148 79.11, 1988, P.L. 64, a. 149 79.11.1, 1988, P.L. 64, a. 150 79.14, 1988, P.L. 64, a. 151 79.15, 1988, P.L. 64, a. 152
L.R.Q., c. M-6	Loi sur les mécaniciens de machines fixes	9.10, 1988, P.L. 10, a. 102
L.R.Q., c. M-12.1	Loi sur les mesureurs de bois	29, 1988, P.L. 10, a. 103
L.R.Q., c. M-15	Loi sur le ministère de l'Éducation	2, 1988, P.L. 107, a. 657 3.1, 1988, P.L. 58, a. 1 4, 1988, P.L. 107, a. 658 6, 1988, P.L. 107, a. 659 8, 1988, P.L. 107, a. 660 12.1, 1988, P.L. 107, a. 661 13.1-13.10, 1988, P.L. 58, a. 2 17, 1988, P.L. 107, a. 662 18, 1988, P.L. 107, a. 663
L.R.Q., c. M-15.1	Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources	12, 1988, P.L. 55, a. 1 17.2-17.12, 1988, P.L. 55, a. 2
L.R.Q., c. M-15.1.1	Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie	Titre , 1988, P.L. 42, a. 57 1, 1988, P.L. 42, a. 58 2, 1988, P.L. 42, a. 59 7, 1988, P.L. 42, a. 60 9, 1988, P.L. 42, a. 61 10, 1988, P.L. 42, a. 62
L.R.Q., c. M-15.2	Loi sur le ministère de l'Environnement	34, 1988, P.L. 99, a. 39
L.R.Q., c. M-17	Loi sur le ministère de l'Industrie et du Commerce	Titre , 1988, P.L. 42, a. 63 1, 1988, P.L. 42, a. 64 2, 1988, P.L. 42, a. 65 7, 1988, P.L. 42, a. 66 7.1, 1988, P.L. 42, a. 67
L.R.Q., c. M-19	Loi sur le ministère de la Justice	3, 1988, P.L. 81, a. 24
L.R.Q., c. M-19.1	Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu	1, 1988, P.L. 37, a. 116 14, 1988, P.L. 37, a. 117
L.R.Q., c. M-19.2	Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux	10, 1988, P.L. 80, a. 1 10.1, 1988, P.L. 80, a. 2
L.R.Q., c. M-20	Loi sur le ministère des Affaires culturelles	2, 1988, P.L. 42, a. 68 4.3, 1988, P.L. 78, a. 50 15, 1988, P.L. 2, a. 1 16, 1988, P.L. 2, a. 2
L.R.Q., c. M-22.1	Loi sur le ministère des Affaires municipales	7, 1988, P.L. 81, a. 2
L.R.Q., c. M-23.01	Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services	15.1-15.10, 1988, P.L. 25, a. 1
L.R.Q., c. M-23.1	Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration	3, 1988, P.L. 42, a. 69 5, Ab., 1988, P.L. 42, a. 70 14, 1988, P.L. 42, a. 71

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. M-24	Loi sur le ministère des Communications	2, Ab., 1988, P.L. 69, a. 1 3, 1988, P.L. 26, a. 1 Ab., 1988, P.L. 69, a. 1 4, 1988, P.L. 110, a. 90 1988, P.L. 69, a. 1 5, Ab., 1988, P.L. 69, a. 1 8.1, 1988, P.L. 69, a. 2 11, 1988, P.L. 69, a. 3 12, 1988, P.L. 69, a. 4 13, 1988, P.L. 69, a. 5 14, 1988, P.L. 69, a. 6 14.1-14.4, 1988, P.L. 69, a. 7 16, 1988, P.L. 69, a. 9 17.1, 1988, P.L. 69, a. 10 18, 1988, P.L. 69, a. 11 19.1, 1988, P.L. 26, a. 2 1988, P.L. 69, a. 13 19.2-19.10, 1988, P.L. 26, a. 2
L.R.Q., c. M-25.1	Loi sur le ministère des Relations internationales	Remp. , 1988, P.L. 42, a. 36
L.R.Q., c. M-29.1	Loi sur le ministère du Commerce extérieur	Remp. , 1988, P.L. 42, a. 36
L.R.Q., c. M-30	Loi sur le ministère du Conseil exécutif	3.2, 1988, P.L. 42, a. 72 3.3, 1988, P.L. 42, a. 73 3.5.1, 1988, P.L. 42, a. 74 3.6.1, 1988, P.L. 42, a. 75 3.11, 1988, P.L. 42, a. 76 1988, P.L. 107, a. 664 3.12, 1988, P.L. 42, a. 77 3.13, 1988, P.L. 42, a. 78 3.15, 1988, P.L. 42, a. 79 3.16, 1988, P.L. 42, a. 80 3.17, 1988, P.L. 42, a. 81 3.19, Ab., 1988, P.L. 42, a. 82
L.R.Q., c. M-31	Loi sur le ministère du Revenu	12.1, 12.2, 1988, P.L. 64, a. 153 27.1, 1988, P.L. 64, a. 154 40, 1988, P.L. 10, a. 104 44, 1988, P.L. 10, a. 105 60, 1988, P.L. 16, a. 119 69, 1988, P.L. 64, a. 155 94.0.1, 1988, P.L. 37, a. 119
L.R.Q., c. M-31.01	Loi sur le ministère du Solliciteur général	Titre , 1988, P.L. 81, a. 3 1, 1988, P.L. 81, a. 4 2, 1988, P.L. 81, a. 5 8, 1988, P.L. 81, a. 6 12, 1988, P.L. 81, a. 7 42, Ab., 1988, P.L. 81, a. 8
L.R.Q., c. M-31.1	Loi sur le ministère du Tourisme	8, 1988, P.L. 42, a. 83
L.R.Q., c. M-34	Loi sur les ministères	1, 1988, P.L. 81, a. 9 1988, P.L. 42, a. 84
L.R.Q., c. M-35	Loi sur la mise en marché des produits agricoles	84, 1988, P.L. 21, a. 1 91.1-91.13, 1988, P.L. 21, a. 2

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. M-38	Loi sur la municipalisation de l'électricité	Titre , 1988, P.L. 12, a. 93 2, 1988, P.L. 12, a. 94 6, 1988, P.L. 12, a. 95 17.1, 1988, P.L. 12, a. 96
L.R.Q., c. M-39	Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières	1, 1988, P.L. 7, a. 257
L.R.Q., c. N-1.1	Loi sur les normes du travail	121, 1988, P.L. 37, a. 120
L.R.Q., c. O-8	Loi sur l'organisation municipale de certains territoires	Ab. , 1988, P.L. 7, a. 258
L.R.Q., c. P-4	Loi sur le paiement des témoins de la couronne	1, 1988, P.L. 10, a. 106
L.R.Q., c. P-5	Loi sur les panneaux-réclame et affiches	Ab. , 1988, P.L. 1, a. 34
L.R.Q., c. P-9	Loi sur les parcs	8.1, 1988, P.L. 101, a. 43
L.R.Q., c. P-9.01	Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales	28, 1988, P.L. 10, a. 107
L.R.Q., c. P-9.1	Loi sur les permis d'alcool	21, 22, 24, 85, 96, 99, 111, 175, 1988, P.L. 81, a. 24
L.R.Q., c. P-13	Loi de police	1, 1988, P.L. 86, a. 205 2.2, 2.3, Ab. , 1988, P.L. 86, a. 206 3, 1988, P.L. 86, a. 207 6, 1988, P.L. 86, a. 208 6.1, 1988, P.L. 86, a. 209 8, Ab. , 1988, P.L. 86, a. 210 9, 1988, P.L. 10, a. 108 Ab. , 1988, P.L. 86, a. 210 10-37, Ab. , 1988, P.L. 86, a. 210 43, 1988, P.L. 86, a. 211 44, 1988, P.L. 86, a. 212 45, Ab. , 1988, P.L. 86, a. 212 46, 1988, P.L. 86, a. 213 47, 1988, P.L. 86, a. 214 48, 1988, P.L. 86, a. 215 1988, P.L. 10, a. 109 49, 1988, P.L. 86, a. 216 50, 1988, P.L. 86, a. 217 51, 1988, P.L. 86, a. 218 52, 1988, P.L. 86, a. 219 54, 1988, P.L. 86, a. 220 55, 1988, P.L. 86, a. 221 56, 1988, P.L. 86, a. 222 57-57.3, 1988, P.L. 86, a. 223 64, 1988, P.L. 86, a. 224 1988, P.L. 7, a. 259 64.1, 1988, P.L. 86, a. 225 64.2, Ab. , 1988, P.L. 86, a. 226 64.3, 1988, P.L. 86, a. 227 65, 1988, P.L. 86, a. 228 69, 1988, P.L. 86, a. 229 73, 1988, P.L. 86, a. 230 74.1, 1988, P.L. 86, a. 231 75, 1988, P.L. 86, a. 232 79, 1988, P.L. 86, a. 233

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. P-13	Loi de police — <i>Suite</i>	79.2, 1988, P.L. 86, a. 234 80, 1988, P.L. 10, a. 110 88, 1988, P.L. 86, a. 235 90-94, Ab., 1988, P.L. 86, a. 236 98.6, 1988, P.L. 86, a. 237 98.7, 1988, P.L. 86, a. 238 98.8, 1988, P.L. 86, a. 239 Modifications globales: 2.1, 2.3, 9, 21, 33, 35, 37, 39, 41, 45, 47, 55, 56, 64.1-64.3, 73.1, 75, 79.2, 79.7, 79.9, 80, 81, 84-86, 89, 92-95, 97, 98.2, 101, 1988, P.L. 81, a. 24
L.R.Q., c. P-15	Loi sur les poursuites sommaires	1, 1988, P.L. 10, a. 111 3, 1988, P.L. 10, a. 112 6, 1988, P.L. 10, a. 113 49, 1988, P.L. 10, a. 114 73, 1988, P.L. 10, a. 115
L.R.Q., c. P-22	Loi sur la preuve photographique de documents	1, 1988, P.L. 107, a. 665
L.R.Q., c. P-23	Loi sur la prévention des incendies	3, 1988, P.L. 81, a. 10 11, 1988, P.L. 81, a. 11
L.R.Q., c. P-24	Loi sur les privilèges des magistrats	1, 1988, P.L. 10, a. 116
L.R.Q., c. P-26	Loi sur la probation et les établissements de dé- tention	1, 26, 1988, P.L. 81, a. 24
L.R.Q., c. P-30.1	Loi sur la programmation éducative	1, 1988, P.L. 110, a. 91
L.R.Q., c. P-31	Loi sur la propriété des bicyclettes	5.1, 1988, P.L. 81, a. 24
L.R.Q., c. P-32	Loi sur le Protecteur du citoyen	9, 1988, P.L. 10, a. 117 18, 1988, P.L. 86, a. 240
L.R.Q., c. P-34.1	Loi sur la protection de la jeunesse	1, 1988, P.L. 10, a. 118
L.R.Q., c. P-35	Loi sur la protection de la santé publique	2, 1988, P.L. 34, a. 4 2.1, 1988, P.L. 34, a. 5 12, 1988, P.L. 10, a. 120 31, 1988, P.L. 34, a. 6 34, 1988, P.L. 34, a. 7 35, 1988, P.L. 34, a. 8 36, 1988, P.L. 34, a. 9 40.2, 1988, P.L. 34, a. 10 40.3.1-40.3.4, 1988, P.L. 34, a. 11 40.4, 1988, P.L. 34, a. 12 41, 1988, P.L. 34, a. 13
L.R.Q., c. P-37	Loi sur la protection des arbres	1, 1988, P.L. 12, a. 97
L.R.Q., c. P-38.01	Loi sur la protection des non-fumeurs dans cer- tains lieux publics	6, 1988, P.L. 107, a. 666
L.R.Q., c. P-38.1	Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre	1, 1988, P.L. 81, a. 12 2, 1988, P.L. 81, a. 13 3-10, Ab., 1988, P.L. 81, a. 13 11-14, 1988, P.L. 81, a. 15 15, Ab., 1988, P.L. 81, a. 16

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. P-38.1	Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre — <i>Suite</i>	19, 1988, P.L. 81, a. 17 20, 21, 27, 1988, P.L. 81, a. 18 32, 1988, P.L. 81, a. 19 38, 40, 43.1, 46, 1988, P.L. 81, a. 20 50, 1988, P.L. 81, a. 21 51, 1988, P.L. 81, a. 22 59, 1988, P.L. 81, a. 23
L.R.Q., c. P-40.1	Loi sur la protection du consommateur	1, 1988, P.L. 75, a. 1 3, 1988, P.L. 70, a. 560 5, 1988, P.L. 12, a. 98 1988, P.L. 110, a. 92 260.5-260.24, 1988, P.L. 75, a. 2 294, 1988, P.L. 75, a. 3 295, 296, 297, 298, 300, 1988, P.L. 75, a. 4 302, 1988, P.L. 75, a. 5 306.2, 1988, P.L. 75, a. 6 320, 1988, P.L. 75, a. 7 321, 323.1, 1988, P.L. 75, a. 8 329, 1988, P.L. 75, a. 9 338.1-338.9, 1988, P.L. 75, a. 8 350, 1988, P.L. 75, aa. 10, 11, 12 Ann., 11, 1988, P.L. 75, a. 13
L.R.Q., c. P-41	Loi sur la protection du malade mental	13, 1988, P.L. 10, a. 121
L.R.Q., c. P-41.1	Loi sur la protection du territoire agricole	21.8, 1988, P.L. 10, a. 122
L.R.Q., c. P-42	Loi sur la protection sanitaire des animaux	55.42, 1988, P.L. 10, a. 123
L.R.Q., c. Q-1	Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction	47.6, 1988, P.L. 10, a. 124
L.R.Q., c. Q-2	Loi sur la qualité de l'environnement	1, 1988, P.L. 99, a. 1 2, 1988, P.L. 99, a. 2 19.7, 1988, P.L. 99, a. 3 22, 1988, P.L. 99, a. 4 24, 1988, P.L. 99, a. 5 28, Ab., 1988, P.L. 99, a. 6 31, 1988, P.L. 99, a. 7 31.10-31.41, 1988, P.L. 99, a. 8 32, 1988, P.L. 99, a. 9 36, 1988, P.L. 99, a. 10 46, 1988, P.L. 99, a. 11 48, 1988, P.L. 99, a. 12 62, Ab., 1988, P.L. 99, a. 13 64, 1988, P.L. 110, a. 93 70, 1988, P.L. 99, a. 14 86, 1988, P.L. 99, a. 15 96, 1988, P.L. 99, a. 16 106, 1988, P.L. 99, a. 17 106.1, 106.2, 1988, P.L. 99, a. 18 107, 1988, P.L. 99, a. 19 108, 1988, P.L. 99, a. 20 109, 1988, P.L. 99, a. 21 109.1, 1988, P.L. 99, a. 22 109.1.1, 109.1.2, 1988, P.L. 99, a. 23

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. Q-2	Loi sur la qualité de l'environnement — <i>Suite</i>	109.3, 1988, P.L. 99, a. 24 110.1, 1988, P.L. 99, a. 25 112.1, 1988, P.L. 99, a. 26 114, 1988, P.L. 99, a. 27 116.2, 1988, P.L. 99, a. 28 118.5, 1988, P.L. 99, a. 29 119, 1988, P.L. 99, a. 30 120, 1988, P.L. 99, a. 31 120.1-120.7, 1988, P.L. 99, a. 32 122.1, 1988, P.L. 99, a. 33 122.4, 1988, P.L. 99, a. 34 123, 1988, P.L. 99, a. 35 125, Ab., 1988, P.L. 99, a. 36 129.1, 1988, P.L. 99, a. 37 Modifications globales: 21, 25, 26, 27, 27.1, 30, 31.7, 32.1, 32.4, 32.6, 32.7, 32.8, 32.9, 33, 34, 37, 44, 45.4, 49, 54, 55, 59, 61, 64, 65, 66, 68.1, 84, 85, 87, 95.1, 95.4, 95.6, 95.8, 95.9, 97, 98, 98.2, 99, 102, 114.2, 116.3, 116.4, 123.3, 154, 155, 156, 157, 158, 160, 161, 162, 163, 164, 166, 167, 189, 190, 191, 192, 195, 196, 200, 201, 203, 204, 207, 208, 210, 1988, P.L. 99, a. 38
L.R.Q., c. R-0.2	Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès	5, 7, 14, 15, 29, 31, 45, 73, 83, 99, 100, 101, 103.1, 106, 1988, P.L. 81, a. 24 116, 1988, P.L. 10, a. 125 117, 1988, P.L. 10, a. 126 122, 1988, P.L. 10, a. 127 131, 135, 156, 158, 159, 166, 184, 1988, P.L. 81, a. 24
L.R.Q., c. R-3.1	Loi favorisant la réforme du cadastre québécois	13, 1988, P.L. 11, a. 15 14, 1988, P.L. 11, a. 16 15, 1988, P.L. 11, a. 17 16, 1988, P.L. 11, a. 18 17, 1988, P.L. 11, a. 19 18, 1988, P.L. 11, a. 20
L.R.Q., c. R-5	Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec	2, 1988, P.L. 37, a. 121 34, 1988, P.L. 64, a. 156 34.2, 1988, P.L. 64, a. 157
L.R.Q., c. R-6	Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz	Remp. , 1988, P.L. 12, a. 72
L.R.Q., c. R-8	Loi sur la Régie des services publics	3, 1988, P.L. 10, a. 128 5, 1988, P.L. 10, a. 129 6, 1988, P.L. 10, a. 130 Remp. , 1988, P.L. 110, a. 71
L.R.Q., c. R-8.1	Loi sur la Régie du logement	107, 1988, P.L. 10, a. 131
L.R.Q., c. R-8.2	Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic	1, 1988, P.L. 107, a. 667 30, 1988, P.L. 107, a. 668

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-9	Loi sur le régime de rentes du Québec	45, 1988, P.L. 64, a. 158 51.1, Ab., 1988, P.L. 64, a. 159 63, 1988, P.L. 64, a. 160 80, 1988, P.L. 64, a. 161 145, 1988, P.L. 37, a. 122 229, 1988, P.L. 37, a. 123 231, 1988, P.L. 37, a. 124
L.R.Q., c. R-9.1	Loi sur le régime de retraite de certains enseignants	2, 1988, P.L. 103, a. 155 4, 1988, P.L. 103, a. 156 4.1, 1988, P.L. 103, a. 157 9, 1988, P.L. 103, a. 158 17, 1988, P.L. 103, a. 159 29, 1988, P.L. 103, a. 160 32, 1988, P.L. 103, a. 161 33, 1988, P.L. 103, a. 162 34, 1988, P.L. 103, a. 163 37, 1988, P.L. 103, a. 164 38, 1988, P.L. 103, a. 165 43, 1988, P.L. 103, a. 166 45, 1988, P.L. 103, a. 167 51, 1988, P.L. 103, a. 168 61.1, 1988, P.L. 103, a. 169
L.R.Q., c. R-10	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	3, 1988, P.L. 103, a. 1 3.1, 1988, P.L. 103, a. 2 5, 1988, P.L. 103, a. 3 14, 1988, P.L. 103, a. 4 15, Ab., 1988, P.L. 103, a. 5 16, 1988, P.L. 103, a. 6 17, 1988, P.L. 103, a. 7 18, 1988, P.L. 103, a. 8 20, 1988, P.L. 103, a. 9 22, 1988, P.L. 103, a. 10 23, 1988, P.L. 103, a. 11 24, 1988, P.L. 103, a. 12 29, 1988, P.L. 103, a. 13 36, 1988, P.L. 103, a. 14 36.1, 1988, P.L. 103, a. 15 38, 1988, P.L. 103, a. 16 40, 1988, P.L. 103, a. 17 43, 1988, P.L. 103, a. 18 44, 1988, P.L. 103, a. 19 47, 48, 1988, P.L. 103, a. 20 49, 1988, P.L. 103, a. 21 49.1, 1988, P.L. 103, a. 22 51, 1988, P.L. 103, a. 23 52, 1988, P.L. 103, a. 24 53, 1988, P.L. 103, a. 25 54, 1988, P.L. 103, a. 26 62, 1988, P.L. 103, a. 27 64, 1988, P.L. 103, a. 28 65, 1988, P.L. 103, a. 29 69, 1988, P.L. 103, a. 30 83, 1988, P.L. 103, a. 31 85, 1988, P.L. 103, a. 32 85.3, 1988, P.L. 103, a. 33 85.15, 1988, P.L. 103, a. 34 85.17, 1988, P.L. 103, a. 35 96, 1988, P.L. 103, a. 36

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-10	Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — <i>Suite</i>	98, 1988, P.L. 103, a. 37 99, 1988, P.L. 103, a. 38 115, 1988, P.L. 103, a. 39 116, 1988, P.L. 103, a. 40 117, 1988, P.L. 103, a. 41 118, 1988, P.L. 103, a. 42 119, 1988, P.L. 103, a. 43 120, 1988, P.L. 103, a. 44 121, 1988, P.L. 103, a. 45 134, 1988, P.L. 103, a. 46 147, 1988, P.L. 103, a. 47 151, 1988, P.L. 103, a. 48 153, 1988, P.L. 103, a. 49 209, 1988, P.L. 103, a. 50 221, 1988, P.L. 103, a. 51 221.1, 1988, P.L. 103, a. 52 233, 1988, P.L. 103, a. 53 236.1-236.4, 1988, P.L. 103, a. 54 Ann. I, 1988, P.L. 103, a. 55 1988, P.L. 34, a. 21 Ann. II, 1988, P.L. 107, a. 669 Ann. II.1, 1988, P.L. 103, a. 56 Ann. III, 1988, P.L. 103, a. 57 1988, P.L. 34, a. 22
L.R.Q., c. R-11	Loi sur le régime de retraite des enseignants	2.1, 1988, P.L. 103, a. 58 2.2, 1988, P.L. 103, a. 59 4, 1988, P.L. 103, a. 60 5, 1988, P.L. 103, a. 61 11, 1988, P.L. 103, a. 62 12, Ab., 1988, P.L. 103, a. 63 13, 1988, P.L. 103, a. 64 14, 1988, P.L. 103, a. 65 15, 1988, P.L. 103, a. 66 17, 1988, P.L. 103, a. 67 19, 1988, P.L. 103, a. 68 20, 1988, P.L. 103, a. 69 21, 1988, P.L. 103, a. 70 25, 1988, P.L. 103, a. 71 28.3, 1988, P.L. 103, a. 72 29, 1988, P.L. 103, a. 73 35, 1988, P.L. 103, a. 74 35.1, 1988, P.L. 103, a. 75 41, 1988, P.L. 103, a. 76 41.1, 1988, P.L. 103, a. 77 44, 1988, P.L. 103, a. 78 46, 1988, P.L. 103, a. 79 50, 1988, P.L. 103, a. 80 51, 1988, P.L. 103, a. 81 56, 1988, P.L. 103, a. 82 60.1, 1988, P.L. 103, a. 83 67, 1988, P.L. 103, a. 84 68, 1988, P.L. 103, a. 85 69, 1988, P.L. 103, a. 86 70, 1988, P.L. 103, a. 87 71, 1988, P.L. 103, a. 88 72, 1988, P.L. 103, a. 89 73, 1988, P.L. 103, a. 90 76, 1988, P.L. 103, a. 91 76.1, 1988, P.L. 103, a. 92

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-11	Loi sur le régime de retraite des enseignants — <i>Suite</i>	76.2, 1988, P.L. 103, a. 93 80, 1988, P.L. 103, a. 94 83.1-83.3, 1988, P.L. 103, a. 95
L.R.Q., c. R-12	Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	3, 1988, P.L. 103, a. 96 18, 1988, P.L. 103, a. 97 19, 1988, P.L. 103, a. 98 20, 1988, P.L. 103, a. 99 21, 1988, P.L. 103, a. 100 27, 1988, P.L. 103, a. 101 28, 1988, P.L. 103, a. 102 31, 1988, P.L. 103, a. 104 32, Ab., 1988, P.L. 103, a. 105 42, 1988, P.L. 103, a. 107 43, 1988, P.L. 103, a. 108 43.1, 1988, P.L. 103, a. 109 43.2, 1988, P.L. 103, a. 110 43.3, 1988, P.L. 103, a. 111 51, 1988, P.L. 103, a. 112 52, 1988, P.L. 103, a. 113 53.1, 1988, P.L. 103, a. 114 54, 1988, P.L. 103, a. 115 55, 1988, P.L. 103, a. 116 55.1, 1988, P.L. 103, a. 117 56, 1988, P.L. 103, a. 118 59, 1988, P.L. 103, a. 119 60.1, 1988, P.L. 103, a. 120 61, 1988, P.L. 103, a. 121 62, 1988, P.L. 103, a. 122 63.1, 1988, P.L. 103, a. 123 63.1.1, 1988, P.L. 103, a. 124 63.6, 1988, P.L. 103, a. 125 66.1, 1988, P.L. 103, a. 126 67, 1988, P.L. 103, a. 127 68, 1988, P.L. 103, a. 128 68.1, 1988, P.L. 103, a. 129 69, 1988, P.L. 103, a. 130 76, 1988, P.L. 103, a. 131 77, 1988, P.L. 103, a. 132 82, 1988, P.L. 103, a. 133 82.3, 1988, P.L. 103, a. 134 83, 1988, P.L. 103, a. 135 84, 1988, P.L. 103, a. 136 89, 1988, P.L. 103, a. 137 89.1, Ab., 1988, P.L. 103, a. 138 89.2, 1988, P.L. 103, a. 139 89.3, 1988, P.L. 103, a. 140 89.4, 1988, P.L. 103, a. 141 89.5, 1988, P.L. 103, a. 142 89.6, 1988, P.L. 103, a. 143 90, 1988, P.L. 103, a. 144 94, 1988, P.L. 103, a. 145 96, 1988, P.L. 103, a. 146 99.7, 1988, P.L. 103, a. 147 99.16, 1988, P.L. 103, a. 148 99.18, 1988, P.L. 103, a. 149 109, 1988, P.L. 103, a. 150 112, 1988, P.L. 103, a. 151 112.2, 1988, P.L. 103, a. 152 116, 1988, P.L. 103, a. 153

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-12	Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires — <i>Suite</i>	119.1-119.4, 1988, P.L. 103, a. 154 Ann. I, 1988, P.L. 86, a. 241 Ann. II, 1988, P.L. 10, a. 132 Ann. III, 1988, P.L. 10, a. 133 1988, P.L. 12, a. 99 1988, P.L. 110, a. 94
L.R.Q., c. R-13	Loi sur le régime des eaux	3, 1988, P.L. 71, a. 1
L.R.Q., c. R-14	Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec	7-9, 13, 1988, P.L. 81, a. 24 14, 1988, P.L. 10, a. 134 19.1, 1988, P.L. 81, a. 24
L.R.Q., c. R-16	Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités	3-8, Ab., 1988, P.L. 109, a. 92 13-22, Ab., 1988, P.L. 109, a. 93 29, 29.1, Ab., 1988, P.L. 109, a. 94 33-41.3, Ab., 1988, P.L. 109, a. 95 42, 1988, P.L. 109, a. 96 43-49, Ab., 1988, P.L. 109, a. 97
L.R.Q., c. R-17	Loi sur les régimes supplémentaires de rentes	9.1, 1988, P.L. 95, a. 1 40, 1988, P.L. 95, a. 2 43, 1988, P.L. 95, a. 3 43.1-43.3, 1988, P.L. 95, a. 4 75, 1988, P.L. 107, a. 670
L.R.Q., c. R-18.1	Loi sur les règlements	3, 1988, P.L. 109, a. 98
L.R.Q., c. R-19	Loi favorisant le regroupement des municipalités	Ab., 1988, P.L. 7, a. 260
L.R.Q., c. R-20	Loi sur les relations du travail, la formation pro- fessionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction	1, 1988, P.L. 31, a. 1 4.1, 1988, P.L. 31, a. 2 5, 1988, P.L. 31, a. 3 7.2, 1988, P.L. 31, a. 4 19, 1988, P.L. 31, a. 5 81, 1988, P.L. 31, a. 6 81.0.1, 1988, P.L. 31, a. 7 81.1, 1988, P.L. 31, a. 8 81.2, 1988, P.L. 31, a. 9 82, 1988, P.L. 31, a. 10 83-83.2, 1988, P.L. 31, a. 11 84, 1988, P.L. 31, a. 12 92, 1988, P.L. 31, a. 13 108.4.5, 1988, P.L. 10, a. 135 114, Ab., 1988, P.L. 31, a. 14 119.1, 1988, P.L. 31, a. 15 120, 1988, P.L. 31, a. 16 122, 1988, P.L. 31, a. 17 1988, P.L. 37, a. 125 Modifications globales: 4, 18.2, 80.1, 85.1, 85.5, 85.6, 119.1, 1988, P.L. 31, a. 18
L.R.Q., c. R-20.1	Loi sur le remboursement d'impôts fonciers	1, 1988, P.L. 64, a. 162 1.1, 1988, P.L. 64, a. 163 2, 3, 1988, P.L. 64, a. 164 4, Ab., 1988, P.L. 64, a. 165 5, 1988, P.L. 64, a. 166 7, 7.1, 1988, P.L. 64, a. 167 9, 9.1, 1988, P.L. 64, a. 168 10, 1988, P.L. 64, a. 169

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. R-20.1	Loi sur le remboursement d'impôts fonciers — <i>Suite</i>	10.1, 1988, P.L. 64, a. 170 10.2, 1988, P.L. 64, a. 171 10.3, Ab., 1988, P.L. 64, a. 172 14.2, 1988, P.L. 64, a. 173 19, 1988, P.L. 64, a. 174
L.R.Q., c. R-24.1	Loi sur la représentation électorale	37, 1988, P.L. 23, a. 1
L.R.Q., c. R-25	Loi sur les représentations théâtrales	Ab., 1988, P.L. 20, a. 1
L.R.Q., c. R-26	Loi sur les réserves écologiques	14, 1988, P.L. 99, a. 41
L.R.Q., c. S-2	Loi sur les salaires d'officiers de justice	11, 1988, P.L. 10, a. 136
L.R.Q., c. S-2.1	Loi sur la santé et la sécurité du travail	1, 1988, P.L. 65, a. 1 62.1-62.21, 1988, P.L. 65, a. 2 223, 1988, P.L. 65, a. 3 223.1, 223.2, 1988, P.L. 65, a. 4
L.R.Q., c. S-3.1	Loi sur la sécurité dans les sports	1, 1988, P.L. 17, a. 1 2, 2.1, 1988, P.L. 17, a. 2 11, 1988, P.L. 17, a. 3 13, 1988, P.L. 17, a. 4 16.4, 1988, P.L. 17, a. 5 20, 1988, P.L. 17, a. 6 21, 1988, P.L. 17, a. 7 22, 1988, P.L. 17, a. 8 25, 1988, P.L. 17, a. 9 27, 1988, P.L. 17, a. 10 28, 1988, P.L. 17, a. 11 29, 1988, P.L. 17, a. 12 29.1, 1988, P.L. 17, a. 13 30, 1988, P.L. 17, a. 14 40, 1988, P.L. 17, a. 15 44.1, 1988, P.L. 17, a. 16 46.1, 46.2, Ab., 1988, P.L. 17, a. 17 46.3-46.13, 1988, P.L. 17, a. 18 53.6, 1988, P.L. 10, a. 137 54, 1988, P.L. 17, a. 19 55, 1988, P.L. 17, a. 20 55.1, 55.2, 1988, P.L. 17, a. 21 58, 1988, P.L. 17, a. 22 60, 1988, P.L. 17, a. 23 60.1, 1988, P.L. 17, a. 24
L.R.Q., c. S-3.2	Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	1, 1988, P.L. 59, a. 1 1988, P.L. 37, a. 126 4, 1988, P.L. 37, a. 127 5, 1988, P.L. 37, a. 128 6, 1988, P.L. 59, a. 2 7.1, 1988, P.L. 59, a. 3 9, 1988, P.L. 59, a. 4 10, 1988, P.L. 59, a. 5 1988, P.L. 37, a. 129 11, 1988, P.L. 59, a. 6 11.1-11.5, 1988, P.L. 59, a. 7 12, 1988, P.L. 59, a. 8 13, 1988, P.L. 59, a. 9 14, 1988, P.L. 59, a. 10 28.1, 1988, P.L. 59, a. 11

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. S-3.2	Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois — <i>Suite</i>	31, 1988, P.L. 59, a. 12 31.1-31.19, 1988, P.L. 59, a. 13 34, 1988, P.L. 59, a. 14 35, 1988, P.L. 59, a. 15 37, 1988, P.L. 59, a. 16 38, 1988, P.L. 59, a. 17 39, 1988, P.L. 59, a. 18 43, 1988, P.L. 59, a. 19 46, 1988, P.L. 59, a. 20 1988, P.L. 37, a. 130 48, 1988, P.L. 59, a. 21 51-58, Ab., 1988, P.L. 59, a. 22
L.R.Q., c. S-4.1	Loi sur les services de garde à l'enfance	2, 1988, P.L. 107, a. 671 13, 1988, P.L. 107, a. 672 32, 1988, P.L. 107, a. 673 35, 1988, P.L. 107, a. 674 50, 1988, P.L. 107, a. 675 73, 1988, P.L. 107, a. 676 22, 38, 1988, P.L. 107, a. 677 Modifications globales: 1, 4, 7, 33, 40, 41, 44, 1988, P.L. 107, a. 678
L.R.Q., c. S-5	Loi sur les services de santé et les services sociaux	7, 1988, P.L. 10, a. 138 18.3, 1988, P.L. 34, a. 1 149.1-149.34, 1988, P.L. 34, a. 2
L.R.Q., c. S-10.1	Loi sur la Société de développement des Naskapis	33, 1988, P.L. 42, a. 85 Ann., 1988, P.L. 107, a. 679
L.R.Q., c. S-11.1	Loi sur la Société de radio-télévision du Québec	20.1, 1988, P.L. 110, a. 95
L.R.Q., c. S-13	Loi sur la Société des alcools du Québec	34, 1988, P.L. 81, a. 24 36.2, 1988, P.L. 10, a. 139 40, 1988, P.L. 81, a. 24 45, 1988, P.L. 10, a. 140 46, 50, 52, 1988, P.L. 81, a. 24
L.R.Q., c. S-15	Loi sur la Société du parc industriel du centre du Québec	25, 1988, P.L. 107, a. 680
L.R.Q., c. S-16	Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	Ab., 1988, P.L. 66, a. 1
L.R.Q., c. S-17.1	Loi sur la Société immobilière du Québec	36, 1988, P.L. 107, a. 681
L.R.Q., c. S-18	Loi sur la Société Inter-Port de Québec	Titre , 1988, P.L. 27, a. 37 1, 1988, P.L. 27, a. 38 2, 1988, P.L. 27, a. 39 3, 1988, P.L. 27, a. 40 4, 1988, P.L. 27, a. 41 5, 1988, P.L. 27, a. 42 7, 1988, P.L. 27, a. 43 Ann., Ab., 1988, P.L. 27, a. 44
L.R.Q., c. S-18.1	Loi sur la Société Makivik	42, 1988, P.L. 42, a. 86 Ann., 1988, P.L. 107, a. 682
L.R.Q., c. S-18.2	Loi sur la Société nationale de l'amiante	19, 1988, P.L. 107, a. 683 32, 1988, P.L. 10, a. 141

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. S-19	Loi sur la Société québécoise d'exploration minière	11.2, 1988, P.L. 93, a. 1 13, 1988, P.L. 93, a. 2 21.1-21.4, 1988, P.L. 93, a. 3
L.R.Q., c. S-26	Loi sur les sociétés d'exploration minière	Ab., 1988, P.L. 20, a. 1
L.R.Q., c. S-29.1	Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise	2, 1988, P.L. 97, a. 1 3, 1988, P.L. 97, a. 2 4, 1988, P.L. 97, a. 3 4.2, 4.3, 1988, P.L. 97, a. 4 7, 1988, P.L. 97, a. 5 8, 1988, P.L. 97, a. 6 10.1, 1988, P.L. 97, a. 7 12, 1988, P.L. 97, a. 8 12.1, 1988, P.L. 97, a. 9 13.1, 13.2, 1988, P.L. 97, a. 10 15.0.1, 1988, P.L. 97, a. 11 15.1, 1988, P.L. 97, a. 12 16, 1988, P.L. 97, a. 13
L.R.Q., c. S-36	Loi sur les subventions aux commissions scolaires	Ab., 1988, P.L. 107, a. 684
L.R.Q., c. S-37.1	Loi sur le supplément au revenu de travail	1, 1988, P.L. 64, a. 175 2, 1988, P.L. 64, a. 176 3, 1988, P.L. 64, a. 177 4, 1988, P.L. 64, a. 178 5-7, 1988, P.L. 64, a. 179 8, 1988, P.L. 64, a. 180 9, 1988, P.L. 64, a. 181 11, 1988, P.L. 64, a. 182 14, 15, 1988, P.L. 64, a. 183 36, 1988, P.L. 64, a. 184 39, 1988, P.L. 64, a. 185 43, 1988, P.L. 64, a. 186 48, 1988, P.L. 64, a. 187 Ab., 1988, P.L. 64, a. 188
L.R.Q., c. T-1	Loi concernant la taxe sur les carburants	1, 1988, P.L. 64, a. 189 2, 1988, P.L. 64, a. 190 9, 1988, P.L. 64, a. 191 40.1, 1988, P.L. 10, a. 142
L.R.Q., c. T-3	Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie	4, 1988, P.L. 64, a. 192
L.R.Q., c. T-8.1	Loi sur les terres du domaine public	55, 1988, P.L. 84, a. 73
L.R.Q., c. T-10	Loi sur les timbres	5, 1988, P.L. 10, a. 143
L.R.Q., c. T-11	Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux	2, 1988, P.L. 11, a. 21 2.1, Ab., 1988, P.L. 11, a. 22 3, 1988, P.L. 11, a. 23 4, 1988, P.L. 11, a. 24 5, Ab., 1988, P.L. 11, a. 25 6, 1988, P.L. 11, a. 26 7, 1988, P.L. 11, a. 27 8, 1988, P.L. 11, a. 28
L.R.Q., c. T-12	Loi sur les transports	1, 1988, P.L. 76, a. 1 2, 1988, P.L. 76, a. 2 5, 1988, P.L. 76, a. 3

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. T-12	Loi sur les transports — <i>Suite</i>	<p>36.1-36.3, 1988, P.L. 76, a. 4 39.1, 1988, P.L. 76, a. 5 40, 1988, P.L. 76, a. 6 42.1, 42.2, 1988, P.L. 76, a. 7 74.1, 1988, P.L. 76, a. 8</p>
L.R.Q., c. T-16	Loi sur les tribunaux judiciaires	<p>1, 1988, P.L. 10, a. 1 2, 1988, P.L. 10, a. 2 3, 1988, P.L. 10, a. 3 1988, P.L. 85, a. 7 4, 1988, P.L. 10, a. 4 5.3, 1988, P.L. 10, a. 5 5.4, 1988, P.L. 10, a. 6 5.5, 1988, P.L. 10, a. 7 9, 1988, P.L. 10, a. 12 21, 1988, P.L. 10, a. 17 32, 1988, P.L. 10, a. 18 40-50, Ab., 1988, P.L. 10, a. 20 60-68.9, Ab., 1988, P.L. 10, a. 24 69, Ab., 1988, P.L. 10, a. 28 73, 1988, P.L. 10, a. 29 79-135, 1988, P.L. 10, a. 30 136, 1988, P.L. 10, a. 30 1988, P.L. 81, a. 24 137-147, 1988, P.L. 10, a. 30 148-157, Ab., 1988, P.L. 10, a. 30 189, 1988, P.L. 10, a. 42 194, 1988, P.L. 10, a. 45 195, 1988, P.L. 10, a. 46 217, 1988, P.L. 67, a. 1 219, 1988, P.L. 67, a. 2 221, 1988, P.L. 67, a. 3 222, 1988, P.L. 67, a. 4 225, 1988, P.L. 10, a. 48 230.1, 1988, P.L. 10, a. 49 238.1, 1988, P.L. 10, a. 50 239, 1988, P.L. 10, a. 51 246.2, 1988, P.L. 10, a. 52 246.3-246.6 (<i>anciennement 100 à 103</i>), 1988, P.L. 10, aa. 30, 31, 32 246.7-246.8 (<i>anciennement 103.1 et 104</i>), 1988, P.L. 10, aa. 30, 31 246.9 (<i>anciennement 105</i>), 1988, P.L. 10, aa. 30, 31, 33 246.10 (<i>anciennement 106</i>), 1988, P.L. 10, aa. 30, 31, 32 246.11 (<i>anciennement 107</i>), 1988, P.L. 10, aa. 30, 31, 34 246.12 (<i>anciennement 108</i>), 1988, P.L. 10, aa. 30, 31, 35 246.13, 246.14 (<i>anciennement 108.1 et 108.2</i>), 1988, P.L. 10, aa. 30, 31 248, 1988, P.L. 10, a. 53 249, 1988, P.L. 10, a. 54 250, 1988, P.L. 10, a. 55 256, 1988, P.L. 10, a. 56 262, 1988, P.L. 10, a. 57 1988, P.L. 85, a. 8 263, 1988, P.L. 10, a. 58</p>

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. T-16	Loi sur les tribunaux judiciaires — <i>Suite</i>	265, 1988, P.L. 10, a. 59 268, 1988, P.L. 10, a. 60 271, 1988, P.L. 10, a. 61 279, 1988, P.L. 10, a. 62 1988, P.L. 85, a. 9 280, 1988, P.L. 10, a. 63 282.1, 1988, P.L. 10, a. 64 Ann. I-III, 1988, P.L. 10, a. 65
L.R.Q., c. V-1.1	Loi sur les valeurs mobilières	3, 1988, P.L. 70, a. 561 154, 1988, P.L. 70, a. 562 156, 1988, P.L. 70, a. 563 213, 1988, P.L. 10, a. 144
L.R.Q., c. V-2	Loi sur la vente des billets de chemins de fer	Ab., 1988, P.L. 20, a. 1
L.R.Q., c. V-4	Loi sur la vente des services publics municipaux	2, 1988, P.L. 109, a. 99
L.R.Q., c. V-6	Loi sur les villages miniers	Ab., 1988, P.L. 7, a. 261
L.R.Q., c. V-6.1	Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik	20, 1988, P.L. 99, a. 53 190, 1988, P.L. 12, a. 100 370, 1988, P.L. 86, a. 242 372, 1988, P.L. 86, a. 243 373-375, 377, 1988, P.L. 81, a. 24
L.R.Q., c. V-7	Loi sur les villes minières	Ab., 1988, P.L. 7, a. 262
L.R.Q., c. V-8	Loi sur la voirie	17-17.4, Ab., 1988, P.L. 1, a. 34 18, 1988, P.L. 1, a. 35 18.1, Ab., 1988, P.L. 1, a. 35
S.R.Q., 1925, c. 104	Loi concernant la formation de municipalités dans le territoire des comtés d'Abitibi et de Témiscamingue situés au nord de la ligne 48 ^{me} de latitude	Ab., 1988, P.L. 7, a. 263
1963, 1 ^{re} session, c. 97	Loi concernant la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent	9, 1988, P.L. 14, a. 11
S.R.Q., 1964, c. 45	Loi de tempérance	43.0.1, 1988, P.L. 7, a. 264
S.R.Q., 1964, c. 288	Loi des compagnies de garantie	5, Ab., 1988, P.L. 20, a. 1
1965, 1 ^{re} session, c. 49	Loi de la publicité le long des routes	Ab., 1988, P.L. 1, a. 34
1966-1967, c. 24	Loi de la Bibliothèque nationale du Québec	13, 17, Ab., 1988, P.L. 43, a. 60
1966-1967, c. 125	Loi concernant la Commission scolaire de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent	Titre, 1988, P.L. 107, a. 686 1, 1988, P.L. 107, a. 687 2, 1988, P.L. 107, a. 688 3, 1988, P.L. 107, a. 689 4, 1988, P.L. 107, a. 690 5, 1988, P.L. 107, a. 691 8, 1988, P.L. 107, a. 692
1971, c. 80	Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	1, 1988, P.L. 70, a. 564 2, 1988, P.L. 70, a. 565 3, 4, 5, Ab., 1988, P.L. 70, a. 566 7, 1988, P.L. 70, a. 567 9, 1988, P.L. 70, a. 568

Citation	TITRE	Modifications
1971, c. 80	Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec — <i>Suite</i>	9b, Ab., 1988, P.L. 70, a. 569 9c, Ab., 1988, P.L. 70, a. 570 9d, 1988, P.L. 70, a. 571 20, 1988, P.L. 70, a. 572 21, 1988, P.L. 70, a. 573 35, Ab., 1988, P.L. 70, a. 574 43, 1988, P.L. 70, a. 575
1978, c. 94	Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualité de l'environnement	2, Ab., 1988, P.L. 99, a. 56
1984, c. 42	Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval	50, 1988, P.L. 16, a. 65 56, 1988, P.L. 16, a. 66 72.1, 1988, P.L. 16, a. 67 105, 1988, P.L. 90, a. 86 106, 1988, P.L. 90, a. 87 128, 1988, P.L. 16, a. 68
1985, c. 32	Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal	63, 1988, P.L. 16, a. 69 70, 1988, P.L. 16, a. 70 93.1, 1988, P.L. 16, a. 71 131, 1988, P.L. 90, a. 88 132, 1988, P.L. 90, a. 89 155.1, 1988, P.L. 16, a. 72 168, Ab., 1988, P.L. 90, a. 90
1985, c. 34 (<i>L.R.Q.</i> , c. B-1.1)	Loi sur le bâtiment	172, 1988, P.L. 10, a. 68 274-278, Ab., 1988, P.L. 12, a. 81 284, Ab., 1988, P.L. 17, a. 25 288, 1988, P.L. 12, a. 82 294, 1988, P.L. 12, a. 83
1986, c. 51	Loi concernant la ville de Schefferville	2, 1988, P.L. 7, a. 265
1986, c. 74	Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux	1, 1988, P.L. 46, a. 1 1988, P.L. 34, a. 16 2, 1988, P.L. 46, a. 2 3, 1988, P.L. 46, a. 3 8, 1988, P.L. 46, a. 4 9, 1988, P.L. 46, a. 5 10, 1988, P.L. 46, a. 6 18, 1988, P.L. 46, a. 7 19, 1988, P.L. 46, a. 8 20, 1988, P.L. 46, a. 9 23, 1988, P.L. 46, a. 10 25, 1988, P.L. 46, a. 11
1986, c. 108 (<i>L.R.Q.</i> , c. F-4.1)	Loi sur les forêts	191, 1988, P.L. 10, a. 145 192, 1988, P.L. 10, a. 146
1987, c. 12 (<i>L.R.Q.</i> , c. E-15.1)	Loi sur les établissements touristiques	21, 1988, P.L. 10, a. 147
1987, c. 29	Loi sur les pesticides	123, 1988, P.L. 99, a. 40
1987, c. 57 (<i>L.R.Q.</i> , c. E-2.2)	Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités	514, 1988, P.L. 7, a. 266 515, 1988, P.L. 7, a. 267 654, Ab., 1988, P.L. 7, a. 268

Citation	TITRE	Modifications
1987, c. 64 (<i>L.R.Q., c. M-13.1</i>)	Loi sur les mines	1, 1988, P.L. 5, a. 1 3, 1988, P.L. 5, a. 3 4, 1988, P.L. 5, aa. 4, 5 5, 1988, P.L. 5, aa. 6, 7 7, 1988, P.L. 5, a. 8 19, 20, 23, 24, 36, 1988, P.L. 5, a. 9 42, 1988, P.L. 5, a. 10 43, 1988, P.L. 5, aa. 11, 12 44, 1988, P.L. 5, aa. 9, 13, 14 45, 1988, P.L. 5, a. 15 46, 1988, P.L. 5, a. 16 48, 1988, P.L. 5, a. 17 49, 1988, P.L. 5, a. 18 51, 1988, P.L. 5, a. 9 56, 1988, P.L. 5, a. 19 58, 1988, P.L. 5, a. 20 67, 1988, P.L. 71, a. 2 72, 1988, P.L. 5, a. 21 78, 1988, P.L. 5, a. 22 80, 1988, P.L. 5, a. 23 83, 1988, P.L. 5, a. 24 88, 1988, P.L. 5, a. 25 94, 1988, P.L. 5, a. 26 106, 1988, P.L. 71, a. 3 109, 1988, P.L. 5, a. 27 119, 1988, P.L. 5, a. 28 132, 1988, P.L. 5, a. 29 137, 1988, P.L. 5, a. 30 144, 1988, P.L. 5, a. 31 150, 1988, P.L. 71, a. 4 159, 1988, P.L. 5, a. 32 163, 1988, P.L. 5, a. 33 164, 1988, P.L. 5, a. 34 175, 1988, P.L. 5, a. 35 184, 1988, P.L. 5, a. 36 192, 1988, P.L. 5, a. 37 206, 1988, P.L. 5, a. 38 207, 1988, P.L. 5, a. 39 210, 1988, P.L. 5, a. 40 213, 1988, P.L. 5, a. 41 213.1, 1988, P.L. 84, a. 74 215, 1988, P.L. 5, a. 42 218, 1988, P.L. 5, a. 43 234, 1988, P.L. 5, a. 44 239, 1988, P.L. 5, a. 45 242, 1988, P.L. 5, a. 46 259, 1988, P.L. 5, a. 47 273, 1988, P.L. 5, a. 48 291, 1988, P.L. 5, a. 49 304, 1988, P.L. 5, a. 50 306, 1988, P.L. 5, aa. 9, 51, 52 310, 1988, P.L. 5, a. 53 313.1, 313.2, 1988, P.L. 5, a. 54 326, 1988, P.L. 5, a. 55 343, 1988, P.L. 5, a. 56 347, 1988, P.L. 5, aa. 57, 58 349, 1988, P.L. 5, a. 59 351, 1988, P.L. 5, a. 60 352, 1988, P.L. 5, a. 61 353, 1988, P.L. 5, a. 62

Citation	TITRE	Modifications
1987, c. 64	Loi sur les mines — <i>Suite</i>	361, 1988, P.L. 5, a. 63 377, 1988, P.L. 5, a. 64 Ann. I, 1988, P.L. 5, a. 65
1987, c. 65	Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture	26, 1988, P.L. 107, a. 693 40, 1988, P.L. 75, a. 15
1987, c. 67	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	19, 1988, P.L. 6, a. 120 20, 1988, P.L. 6, a. 121 55, 1988, P.L. 6, a. 122 141, 1988, P.L. 6, a. 123 166, 1988, P.L. 6, a. 124 189, 1988, P.L. 6, a. 125 190, 1988, P.L. 6, a. 126 191, 1988, P.L. 6, a. 127
1987, c. 72	Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma	14, 1988, P.L. 78, a. 51 16, 1988, P.L. 78, a. 52 47.1, 1988, P.L. 78, a. 53 56, 1988, P.L. 78, a. 54 62, 1988, P.L. 78, a. 55 67, 1988, P.L. 78, a. 56
1987, c. 86	Loi sur le financement agricole	130, 1988, P.L. 107, a. 694
1987, c. 95	Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne	203, 1988, P.L. 107, a. 695
1987, c. 96	Code de procédure pénale	3, 1988, P.L. 10, a. 148 368, 1988, P.L. 10, a. 149
1987, c. 103	Loi sur les courses de chevaux	103, 1988, P.L. 98, a. 1 134, 1988, P.L. 98, a. 2
1987, c. 107	Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales	2, 1988, P.L. 103, a. 170 8, 1988, P.L. 103, a. 171 9, 1988, P.L. 103, a. 172 10, Ab., 1988, P.L. 103, a. 173 11, 1988, P.L. 103, a. 174 13, 1988, P.L. 103, a. 175 14, 1988, P.L. 103, a. 176 18, 1988, P.L. 103, a. 177 19, 1988, P.L. 103, a. 178 20, 1988, P.L. 103, a. 179 24, 1988, P.L. 103, a. 180 27, 1988, P.L. 103, a. 181 29, 1988, P.L. 103, a. 182 32.1, 1988, P.L. 103, a. 183 35, 1988, P.L. 103, a. 184 42, 1988, P.L. 103, a. 185 46, 1988, P.L. 103, a. 186 47, 1988, P.L. 103, a. 187 56, 1988, P.L. 103, a. 188 58, 1988, P.L. 103, a. 189 67, 1988, P.L. 103, a. 190 68, 1988, P.L. 103, a. 191 68.1, 1988, P.L. 103, a. 192 69, 1988, P.L. 103, a. 193 77, 1988, P.L. 103, a. 194 79, 1988, P.L. 103, a. 195 80, 1988, P.L. 103, a. 196

Citation	TITRE	Modifications
1987, c. 107	Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales — <i>Suite</i>	84, 1988, P.L. 103, a. 197 104, 1988, P.L. 103, a. 198 105, Ab., 1988, P.L. 103, a. 199 106, 1988, P.L. 103, a. 200 108, Ab., 1988, P.L. 103, a. 201 109, 1988, P.L. 103, a. 202 111, 1988, P.L. 103, a. 203 112, 1988, P.L. 103, a. 204 113, 1988, P.L. 103, a. 205 114, Ab., 1988, P.L. 103, a. 206 116, 1988, P.L. 103, a. 207 119, 1988, P.L. 103, a. 208 120, 1988, P.L. 103, a. 209 121, 1988, P.L. 103, a. 210 123, 1988, P.L. 103, a. 211 130, 1988, P.L. 103, a. 212 147.1-147.4, 1988, P.L. 103, a. 213
1988, c. 4	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	124, 1988, P.L. 6, a. 128
1988, c. 11	Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	15, 1988, P.L. 89, a. 1
1988, c. 19	Loi sur l'organisation territoriale municipale	1, 1988, P.L. 14, a. 10 119, 1988, P.L. 90, a. 91 171, 1988, P.L. 90, a. 92 285, 1988, P.L. 107, a. 696
1988, c. 30	Loi sur le traitement des élus municipaux	2, 1988, P.L. 109, a. 100 63, Ab., 1988, P.L. 109, a. 101
1988, c. 41	Loi sur le ministère des Affaires internationales	23, 1988, P.L. 107, a. 697
1988, c. 56	Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires	11, Ab., 1988, P.L. 37, a. 131
1988, c. 76	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux	97, 1988, P.L. 109, a. 102
	Code civil du Bas-Canada	441b.1, 1988, P.L. 3, a. 1 441l, 1988, P.L. 3, a. 2 441m, 1988, P.L. 3, a. 3 441x.1, 1988, P.L. 3, a. 4 442q, 1988, P.L. 3, a. 5 567.1, 1988, P.L. 3, a. 6 568.1, 1988, P.L. 3, a. 7 574, 1988, P.L. 3, a. 8 981o, 1988, P.L. 107, a. 685 2129f, Ab., 1988, P.L. 5, a. 55 2129g, 1988, P.L. 5, a. 55 2129m, 1988, P.L. 5, a. 55 2166, 1988, P.L. 11, a. 1 2168, 1988, P.L. 11, a. 2 2169, 1988, P.L. 11, a. 3 2169.1, Ab., 1988, P.L. 11, a. 4 2171, 1988, P.L. 11, a. 5 2172, 1988, P.L. 11, a. 6 2173.2, 1988, P.L. 11, a. 7

Citation	TITRE	Modifications
	Code civil du Bas-Canada — <i>Suite</i>	2173.6, 1988, P.L. 11, a. 8 2174, 1988, P.L. 11, a. 9 2176a, Ab., 1988, P.L. 11, a. 10
	Code civil du Québec	527, 1988, P.L. 4, a. 1 528, 1988, P.L. 4, a. 2

Note: Pour de plus amples informations concernant l'utilisation de ce tableau, vous pouvez communiquer au numéro de téléphone (418) 643-2840.

La Direction de la législation
Assemblée nationale

INDEX

A

	Page
Abrogation de certaines dispositions législatives – P.L. 20.....	36
Accès aux documents des organismes publics et protection des renseignements personnels – P.L. 10, 107	24, 115
Accidents du travail – P.L. 74	83
Accidents du travail et maladies professionnelles – P.L. 20, 29, 37, 74, 81.....	36, 46, 53, 83, 92
Accréditation et financement des associations d'élèves ou d'étudiants – P.L. 42.....	58
Acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud – P.L. 91	102
Administration régionale crie – P.L. 42, 107.....	58, 115
Administration régionale Kativik, villages nordiques – P.L. 12, 42, 81, 86, 99	27, 58, 92, 98, 108
Affaires culturelles – P.L. 2, 42, 78	14, 58, 88
Affaires internationales, ministère – P.L. 42, 107	58, 115
Affaires municipales – P.L. 81.....	92
Affichage public et publicité commerciale – P.L. 178.....	123
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche – P.L. 42	58
Agences d'investigation ou de sécurité – P.L. 81, 86.....	92, 98
Aide au développement touristique – P.L. 42	58
Aide aux victimes d'actes criminels – P.L. 8.....	22
Aide juridique – P.L. 37.....	53
Aide sociale – P.L. 37.....	53
Allocations familiales – P.L. 37	53
Ambulances – P.L. 34.....	51
Aménagement et urbanisme – P.L. 7, 42, 107	20, 58, 115
Approvisionnements et Services, ministère – P.L. 25	42
Archives – P.L. 43, 107.....	62, 115
Arpenteurs-géomètres – P.L. 42	58
Arrangements préalables de services funéraires et de sépulture – P.L. 75, 107.....	84, 115
Aspects civils de l'enlèvement international et interprovincial d'enfants – P.L. 42...	58
Assemblée nationale – P.L. 107.....	115
Assurance automobile – P.L. 37	53
Assurance-dépôts – P.L. 70.....	79
Assurance-édition – P.L. 20	36
Assurance-maladie – P.L. 37, 42, 64, 103	53, 58, 71, 112
Assurance-prêts agricoles et forestiers – P.L. 42, 49.....	58, 66
Assurances – P.L. 70, 107	79, 115
Autobus, transport par – P.L. 16	32

B

Barreau – P.L. 22, 37, 107.....	38, 53, 115
Bâtiment – P.L. 10, 12, 17	24, 27, 33
Bibliothèque nationale – P.L. 43	62

	Page
Bibliothèque nationale du Québec – P.L. 43	62
Biens culturels – P.L. 7	20
Boissons alcooliques, infractions en matière de – P.L. 10, 42, 81	24, 58, 92
Bombes lacrymogènes – P.L. 10, 81	24, 92
Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels – P.L. 8	22
Bureau de la statistique – P.L. 42, 107	58, 115

C

Cadastre – P.L. 11	26
Caisse de dépôt et placement du Québec – P.L. 107	115
Caisses d'épargne et de crédit – P.L. 42, 70, 107	58, 79, 115
Caisses d'établissement – P.L. 70	79
Cantley, municipalité – P.L. 83	94
Cautionnements dans les causes criminelles – P.L. 10	24
Centre de recherche industrielle du Québec – P.L. 42	58
Chambre civile – P.L. 10	24
Chambre criminelle et pénale – P.L. 10	24
Chambre de la jeunesse – P.L. 10	24
Chambre de l'expropriation – P.L. 10	24
Charte de la langue française – P.L. 42, 107, 178	58, 115, 123
Charte de la Ville de Charlesbourg – P.L. 24	40
Charte de la ville de Hull – P.L. 24	40
Charte de la Ville de Laval – P.L. 24	40
Charte de la ville de Longueuil – P.L. 24	40
Charte de la ville de Montréal – P.L. 7, 24	20, 40
Charte de la ville de Québec – P.L. 7, 24, 28	20, 40, 45
Charte de la ville de Sainte-Foy – P.L. 24	40
Chemins de fer – P.L. 10, 40, 81, 110	24, 57, 92, 120
Chemins de fer, vente des billets – P.L. 20	36
Cinéma – P.L. 10, 107	24, 115
Cités et villes – P.L. 7, 10, 12, 16, 24, 85, 90, 99, 107, 109, 110	20, 24, 27, 32, 40, 97, 100, 108, 115, 119, 120
Code civil du Bas-Canada – P.L. 3, 11, 107	15, 26, 115
Code civil du Québec – P.L. 4	16
Code de la sécurité routière – P.L. 10, 42, 77, 81	24, 58, 86, 92
Code de procédure civile – P.L. 4, 10, 33, 37, 107	16, 24, 50, 53, 115
Code des professions – P.L. 22, 107	38, 115
Code du travail – P.L. 34, 84, 107	51, 95, 115
Code municipal du Québec – P.L. 7, 10, 16, 24, 90, 99, 107, 109, 110	20, 24, 32, 40, 100, 108, 115, 119, 120
Coffrets de sûreté – P.L. 81	92
Collèges d'enseignement général et professionnel – P.L. 42, 107	58, 115
Commerce extérieur, ministère – P.L. 42	58
Commission des affaires sociales – P.L. 34, 37, 64, 109	51, 53, 71, 119
Commission municipale – P.L. 107	115

	Page
Commission scolaire de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent – P.L. 107.....	115
Commissions d'enquête – P.L. 107.....	115
Communautés culturelles et Immigration, ministère – P.L. 42.....	58
Communauté régionale de l'Outaouais	
– P.L. 7, 16, 83, 90, 99, 107.....	20, 32, 94, 100, 108, 115
Communauté urbaine de Montréal – P.L. 7, 16, 24, 42, 81, 86, 90, 99, 107, 109	
.....	20, 32, 40, 58, 92, 98, 100, 108, 115, 119
Communauté urbaine de Québec – P.L. 7, 16, 24, 28, 53, 90, 99, 107, 109	
.....	20, 32, 40, 45, 67, 100, 108, 115, 119
Communications, ministère – P.L. 26, 69, 107, 110.....	43, 78, 115, 120
Compagnies – P.L. 10.....	24
Compagnies de garantie – P.L. 20.....	36
Compagnies de télégraphe et de téléphone – P.L. 110.....	120
Comptables agréés – P.L. 70, 107.....	79, 115
Concours artistiques, littéraires et scientifiques – P.L. 42.....	58
Conditions de travail et régime de pension des membres de l'Assemblée nationale	
– P.L. 103.....	112
Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	
– P.L. 70.....	79
Conseil de la famille – P.L. 94.....	104
Conseil des affaires sociales – P.L. 94.....	104
Conseil des collèges – P.L. 42.....	58
Conseil des universités – P.L. 42.....	58
Conseil du statut de la femme – P.L. 42.....	58
Conseil exécutif, ministère – P.L. 42, 107.....	58, 115
Conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal – P.L. 16.....	32
Conseil supérieur de l'éducation – P.L. 42, 107.....	58, 115
Conservation et mise en valeur de la faune – P.L. 15, 42, 101, 107.....	31, 58, 110, 115
Conservatoire – P.L. 2.....	14
Contrats entre artistes et diffuseurs – P.L. 78.....	88
Construction, Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle	
et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la – P.L. 10, 31, 37.....	24, 48, 53
Conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, régime de négociation	
– P.L. 42, 107.....	58, 115
Conventions collectives du secteur public, prorogation – P.L. 44.....	64
Coopératives – P.L. 42.....	58
Coopératives, Société de développement – P.L. 42.....	58
Copropriété et emphytéose – P.L. 3.....	15
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain – P.L. 34.....	51
Corporations de fonds de sécurité – P.L. 70, 107.....	79, 115
Corporations municipales et intermunicipales de transport	
– P.L. 16, 90, 107.....	32, 100, 115
Cour du Québec, institution – P.L. 10.....	24
Courses de chevaux – P.L. 98.....	107
Cours municipales – P.L. 85.....	97
Crédit forestier – P.L. 107.....	115

	Page
Crédit forestier par les institutions privées – P.L. 107	115
Crédits, 1987-1988 – P.L. 13	29
Crédits, 1988-1989 – P.L. 18, 30, 39, 111	34, 47, 56, 122

D

Décès, recherche des causes et des circonstances des – P.L. 10, 81	24, 92
Décrets de convention collective – P.L. 37	53
Dentistes – P.L. 42	58
Dettes et emprunts municipaux et scolaires – P.L. 107	115
Développement de la région de la Baie James – P.L. 12, 42, 110	27, 58, 120
Développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre – P.L. 42	58
Développement industriel au moyen d'avantages fiscaux – P.L. 42	58
Développement scientifique et technologique du Québec – P.L. 42	58
Développement touristique, aide au – P.L. 42	58
Distribution du gaz – P.L. 12	27
Droits des personnes handicapées – P.L. 37, 42, 107, 110	53, 58, 115, 120
Droit sur les mutations immobilières – P.L. 42	58
Droits sur les transferts de terrains – P.L. 64	71

E

Éducation, ministère – P.L. 58, 107	69, 115
Électeurs, recensement en 1988 – P.L. 9	23
Élections et référendums dans les municipalités – P.L. 7	20
Élus municipaux, traitement – P.L. 24	40
Énergie et Ressources, ministère – P.L. 55	68
Enlèvement international et interprovincial d'enfants, aspects civils – P.L. 42	58
Enquêtes sur les incendies – P.L. 10, 81	24, 92
Enseignement primaire et secondaire public – P.L. 107	115
Enseignement privé – P.L. 42, 107	58, 115
Enseignement supérieur et Science, ministère – P.L. 42	58
Enseignement supérieur, Science et Technologie, ministère – P.L. 42	58
Entrepôts frigorifiques pour le poisson et la boitte – P.L. 20	36
Établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique – P.L. 79	90
Établissements touristiques – P.L. 10	24
Exécutif – P.L. 42, 81	58, 92
Exercice des droits des personnes handicapées – P.L. 37, 42, 107, 110	53, 58, 115, 120
Explosifs – P.L. 81	92
Exportation de l'électricité – P.L. 12	27
Expropriation – P.L. 10, 107	24, 115

F

Famille – P.L. 4	16
Famille, Conseil de la – P.L. 94	104

	Page
Faune, conservation et mise en valeur – P.L. 15, 42, 101, 107	31, 58, 110, 115
Financement agricole – P.L. 107	115
Finances municipales – P.L. 90, 109	100, 119
Fiscalité municipale – P.L. 7, 38, 70, 86, 90, 107	20, 55, 79, 98, 100, 115
Fonction publique – P.L. 10, 42	24, 58
Fondation de la faune du Québec – P.L. 101	110
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels – P.L. 8	22
Fonds de la formation à distance – P.L. 58	69
Fonds de l'édition gouvernementale – P.L. 26	43
Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau – P.L. 25	42
Fonds de reprographie gouvernementale – P.L. 25	42
Fonds des fournitures et de l'ameublement – P.L. 25	42
Fonds des services de placement médias – P.L. 26	43
Fonds des services de télécommunications – P.L. 26	43
Fonds des services informatiques – P.L. 26	43
Fonds d'information géographique et foncière – P.L. 55	68
Fonds «Les Publications du Québec» – P.L. 69	78
Fonds pour les équipements informatiques – P.L. 25	42
Forêts – P.L. 10, 84	24, 95
Formation de municipalités dans les comtés d'Abitibi et de Témiscamingue, au nord de la ligne 48 ^{me} de latitude – P.L. 7	20
Formation et qualification professionnelles de la main-d'oeuvre – P.L. 31, 42, 107	48, 58, 115

G

Gaz naturel – P.L. 12	27
-----------------------------	----

H

Habitats fauniques – P.L. 15	31
Heures d'affaires des établissements commerciaux – P.L. 42	58
Hydro-Québec – P.L. 12, 32, 107, 110	27, 49, 115, 120

I

Immeubles industriels municipaux – P.L. 28, 42	45, 58
Impôts – P.L. 6, 42, 64	18, 58, 71
Impôts fonciers, remboursement – P.L. 64	71
Impôt sur la vente en détail – P.L. 20, 64	36, 71
Impôt sur le tabac – P.L. 6, 10	18, 24
Incendies, enquêtes sur les – P.L. 10	24
Indemnisation des victimes d'actes criminels – P.L. 42	58
Industrie, Commerce et Technologie, ministère – P.L. 42	58
Industrie et Commerce, ministère – P.L. 42	58
Infractions en matière de boissons alcooliques – P.L. 10, 42, 81	24, 58, 92

	Page
Installations d'utilité publique – P.L. 110	120
Installations électriques – P.L. 10	24
Institut de police du Québec – P.L. 86	98
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec – P.L. 19, 89.....	35, 99
Institut national de productivité – P.L. 42.....	58
Instruction publique – P.L. 10, 16, 107	24, 32, 115
Instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis – P.L. 107	115
Investissements universitaires – P.L. 42.....	58

J

Jeunesse, protection de la – P.L. 42.....	58
Juges municipaux, statut – P.L. 85	97
Jurés – P.L. 10, 72.....	24, 82
Justice, ministère – P.L. 81	92

L

Libération conditionnelle des détenus – P.L. 68, 81	77, 92
Licenses – P.L. 64	71
Loi médicale – P.L. 42.....	58

M

Matériaux de rembourrage et articles rembourrés – P.L. 42	58
Mécaniciens de machines fixes – P.L. 10	24
Mesureurs de bois – P.L. 10	24
Mines – P.L. 5, 71, 84.....	17, 81, 95
Ministère de la Justice – P.L. 81.....	92
Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu – P.L. 37.....	53
Ministère de la Santé et des Services sociaux – P.L. 80.....	91
Ministère de la Sécurité publique – P.L. 81.....	92
Ministère de l'Éducation – P.L. 58, 107	69, 115
Ministère de l'Énergie et des Ressources – P.L. 55.....	68
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie – P.L. 42.....	58
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science – P.L. 42	58
Ministère de l'Environnement – P.L. 99.....	108
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie – P.L. 42.....	58
Ministère de l'Industrie et du Commerce – P.L. 42.....	58
Ministère des Affaires culturelles – P.L. 2, 42, 78.....	14, 58, 88
Ministère des Affaires internationales – P.L. 42, 107.....	58, 115
Ministère des Affaires municipales – P.L. 81	92
Ministère des Approvisionnements et Services – P.L. 25	42
Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration – P.L. 42.....	58

	Page
Ministère des Communications – P.L. 26, 69, 107, 110.....	43, 78, 115, 120
Ministère des Relations internationales – P.L. 42.....	58
Ministère du Commerce extérieur – P.L. 42.....	58
Ministère du Conseil exécutif – P.L. 42, 107.....	58, 115
Ministère du Revenu – P.L. 6, 10, 37, 64.....	18, 24, 53, 71
Ministère du Solliciteur général – P.L. 42, 81.....	58, 92
Ministère du Tourisme – P.L. 42.....	58
Ministères – P.L. 42, 81.....	58, 92
Mirabel, Société du parc industriel et commercial aéroportuaire – P.L. 42, 66.....	58, 75
Mise en marché des produits agricoles – P.L. 21.....	37
Montréal, charte de la ville – P.L. 7, 24.....	20, 40
Municipalisation de l'électricité – P.L. 12.....	27
Municipalité de Cantley – P.L. 83.....	94
Municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, réorganisation municipale du territoire – P.L. 14.....	30
Municipalités au nord de la ligne 48 ^{ème} de latitude – P.L. 7.....	20
Municipalités, élections et référendums – P.L. 7.....	20
Municipalités, organisation territoriale – P.L. 7.....	20
Mutations immobilières, Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les – P.L. 7, 42.....	20, 58

N

Normes du travail – P.L. 37, 42, 107.....	53, 58, 115
---	-------------

O

Office Franco-Québécois pour la Jeunesse – P.L. 42.....	58
Officiers de justice, salaires – P.L. 10.....	24
Organisation municipale de certains territoires – P.L. 7.....	20
Organisation policière – P.L. 86.....	98
Organisation territoriale municipale – P.L. 7, 14, 90, 107.....	20, 30, 100, 115
Organismes intermunicipaux – P.L. 90.....	100

P

Paiement des produits agricoles – P.L. 21.....	37
Paiement des témoins de la Couronne – P.L. 10.....	24
Panneaux-réclame et affiches – P.L. 1.....	13
Parcs – P.L. 101.....	110
Paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport – P.L. 53.....	67
Pêcheries et aquaculture commerciale – P.L. 10.....	24
Pensions alimentaires, recouvrement – P.L. 33.....	50
Permis d'alcool – P.L. 81.....	92
Permis de distribution de bière et de boissons gazeuses – P.L. 42.....	58

	Page
Pesticides – P.L. 99.....	108
Pharmacie – P.L. 42.....	58
Police – P.L. 7, 10, 42, 81, 86.....	20, 24, 58, 92, 98
Poursuites sommaires – P.L. 10	24
Prêts et bourses aux étudiants – P.L. 42, 107	58, 115
Preuve photographique de documents – P.L. 107.....	115
Prévention des incendies – P.L. 81.....	92
Privilèges des magistrats – P.L. 10	24
Probation et établissements de détention – P.L. 81	92
Produits agricoles – P.L. 21	37
Produits contrôlés – P.L. 65.....	74
Programmation éducative – P.L. 42, 110	58, 120
Programme «Actions positives pour le travail et l'emploi» – P.L. 37.....	53
Programme «Aide aux parents pour leurs revenus de travail» – P.L. 37.....	53
Programme «Soutien financier» – P.L. 37	53
Promotion et développement industriels – P.L. 28	45
Propriété des bicyclettes – P.L. 81	92
Prorogation de certaines conventions collectives du secteur public – P.L. 44.....	64
Protecteur du citoyen – P.L. 10, 86	24, 98
Protection de la jeunesse – P.L. 10, 42	24, 58
Protection de la santé publique – P.L. 10, 34	24, 51
Protection des arbres – P.L. 12.....	27
Protection des non-fumeurs dans certains lieux publics – P.L. 107	115
Protection des personnes et des biens en cas de sinistre – P.L. 81	92
Protection du consommateur – P.L. 12, 70, 75, 107, 110	27, 79, 84, 115, 120
Protection du malade mental – P.L. 10	24
Protection du territoire agricole – P.L. 10, 107	24, 115
Protection sanitaire des animaux – P.L. 10.....	24
Publicité commerciale, affichage public – P.L. 178	123
Publicité le long des routes – P.L. 1	13

Q

Qualification professionnelle des entrepreneurs de construction – P.L. 10	24
Qualité de l'environnement – P.L. 99, 107, 110.....	108, 115, 120
Québec, charte de la ville – P.L. 7, 24, 28	20, 40, 45

R

Recensement des électeurs en 1988 – P.L. 9	23
Recherche des causes et des circonstances des décès – P.L. 10, 81.....	24, 92
Réforme du cadastre québécois – P.L. 11.....	26
Régie de l'assurance-maladie du Québec – P.L. 37, 64.....	53, 71
Régie de l'électricité et du gaz – P.L. 12	27
Régie des services publics – P.L. 10, 110	24, 120
Régie des télécommunications – P.L. 110	120

	Page
Régie du gaz naturel – P.L. 12	27
Régie du logement – P.L. 10	24
Régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic – P.L. 42, 107.....	58, 115
Régime de rentes du Québec – P.L. 37, 64	53, 71
Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal – P.L. 192.....	124
Régime de retraite de certains enseignants – P.L. 103.....	112
Régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales – P.L. 103	112
Régime de retraite des élus municipaux – P.L. 109.....	119
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics – P.L. 34, 42, 103, 107	51, 58, 112, 115
Régime de retraite des enseignants – P.L. 103	112
Régime de retraite des fonctionnaires – P.L. 10, 12, 86, 103, 110	24, 27, 98, 112, 120
Régime des eaux – P.L. 71	81
Régime syndical applicable à la Sûreté du Québec – P.L. 10, 81.....	24, 92
Régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités – P.L. 109	119
Régimes de retraite des secteurs public et parapublic – P.L. 103	112
Régimes supplémentaires de rentes – P.L. 95, 107.....	105, 115
Règlements – P.L. 109	119
Regroupement des municipalités – P.L. 7	20
Relations du travail, formation professionnelle et gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction – P.L. 10, 31, 37	24, 48, 53
Relations internationales, ministère – P.L. 42.....	58
Remboursement d'impôts fonciers – P.L. 64, 107.....	71, 115
Réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent – P.L. 14	30
Représentation électorale – P.L. 23	39
Représentations théâtrales – P.L. 20.....	36
Réserves écologiques – P.L. 99	108

S

Salaires d'officiers de justice – P.L. 10.....	24
Santé et sécurité du travail – P.L. 42, 65	58, 74
Santé et services sociaux – P.L. 80.....	91
Santé et services sociaux, maintien des services essentiels – P.L. 46.....	65
Schefferville – P.L. 7	20
Secteurs public et parapublic, régime de négociation des conventions collectives – P.L. 42	58
Sécurité dans les sports – P.L. 10, 17, 107	24, 33, 115
Sécurité du revenu – P.L. 37	53
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois – P.L. 37, 59.....	53, 70
Sécurité du transport terrestre guidé – P.L. 40	57
Sécurité publique – P.L. 81.....	92

	Page
Services de garde à l'enfance – P.L. 107.....	115
Services de santé et services sociaux – P.L. 10, 34, 42	24, 51, 58
Services essentiels, santé et services sociaux – P.L. 46	65
Société de développement des coopératives – P.L. 42	58
Société de développement des Naskapis – P.L. 42, 107	58, 115
Société de développement industriel du Québec – P.L. 42.....	58
Société de la Maison des sciences et des techniques – P.L. 42.....	58
Société de promotion économique du Québec métropolitain – P.L. 27	44
Société de radio-télévision du Québec – P.L. 110	120
Société des alcools du Québec – P.L. 10, 42, 81	24, 58, 92
Société de transport de la rive sud de Montréal – P.L. 16, 90	32, 100
Société de transport de la Ville de Laval – P.L. 16, 90.....	32, 100
Société d'habitation du Québec – P.L. 42.....	58
Société du parc industriel du centre du Québec – P.L. 42, 107	58, 115
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel – P.L. 42, 66	58, 75
Société générale de financement du Québec – P.L. 42	58
Société immobilière du Québec – P.L. 107.....	115
Société Inter-Port de Québec – P.L. 27, 42	44, 58
Société Makivik – P.L. 42, 107.....	58, 115
Société nationale de l'amiante – P.L. 10, 107	24, 115
Société québécoise d'exploration minière – P.L. 93.....	103
Sociétés de fiducie et sociétés d'épargne – P.L. 107	115
Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise – P.L. 42, 97	58, 106
Sociétés d'exploration minière – P.L. 20	36
Solliciteur général, ministère – P.L. 42, 81	58, 92
Statistique, Bureau de la – P.L. 42, 107	58, 115
Statut des juges municipaux – P.L. 85	97
Statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature – P.L. 78	88
Statut professionnel et conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma – P.L. 78.....	88
Stimulants fiscaux au développement industriel – P.L. 42	58
Subventions aux commissions scolaires – P.L. 107	115
Supplément au revenu de travail – P.L. 64	71
Sûreté du Québec, régime syndical – P.L. 81	92
Syndicats coopératifs – P.L. 107.....	115

T

Taxe sur les carburants – P.L. 10, 64	24, 71
Taxe sur les repas et l'hôtellerie – P.L. 64.....	71
Télécommunications, Régie des – P.L. 110	120
Tempérance – P.L. 7.....	20
Terres du domaine public – P.L. 84	95
Timbres – P.L. 10	24
Titres de propriété dans certains districts électoraux – P.L. 11.....	26

	Page
Tourisme et hôtellerie, Institut – P.L. 19.....	35
Tourisme, ministère – P.L. 42.....	58
Traitement des élus municipaux – P.L. 24, 109	40, 119
Transport ambulancier – P.L. 34	51
Transport dans la région de Montréal, conseils intermunicipaux – P.L. 16.....	32
Transport par autobus – P.L. 16.....	32
Transport par taxi – P.L. 107.....	115
Transports – P.L. 76.....	85
Transport terrestre guidé – P.L. 40	57
Tribunaux judiciaires – P.L. 10, 67, 81, 85.....	24, 76, 92, 97

U

Université du Québec – P.L. 42.....	58
--	-----------

V

Valeurs mobilières – P.L. 10, 70, 107.....	24, 79, 115
Vente des billets de chemins de fer – P.L. 20	36
Vente des services publics municipaux – P.L. 109.....	119
Victimes d'actes criminels, Loi sur l'aide aux – P.L. 8	22
Villages miniers – P.L. 7.....	20
Villages nordiques et Administration régionale Kativik	
– P.L. 12, 42, 81, 86, 99.....	27, 58, 92, 98, 108
Villes minières – P.L. 7.....	20
Voirie – P.L. 1	13